

**Communautés**

**Européennes**

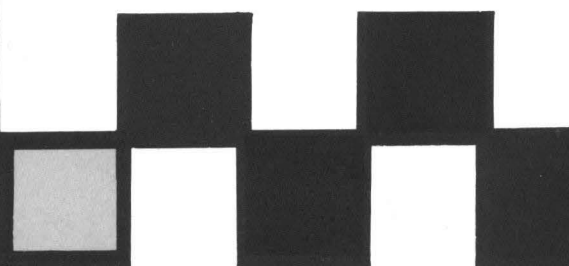
Commission

**Direction  
générale  
des affaires  
économiques  
et financières**

# **La situation économique de la Communauté**

**1**

**1971**



Rapport trimestriel

**Commission des Communautés européennes**  
**Direction générale des Affaires économiques et financières**  
**Direction des Economies nationales et de la Conjoncture**  
**Rue de la Loi 200, 1040 Bruxelles**

**COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

**COMMISSION**

# **La situation économique de la Communauté**

**MARS 1971**

# Table des matières

	<i>Pages</i>
<b>I. La situation d'ensemble</b>	<b>3</b>
A. <i>Les problèmes et la politique de conjoncture</i>	5
B. <i>L'évolution au cours des derniers mois</i>	7
1. La demande	7
2. La production et l'emploi	9
3. L'équilibre	12
C. <i>Les perspectives</i>	17
<b>II. La situation dans les pays de la Communauté</b>	<b>25</b>
A. <i>Allemagne</i>	27
1. L'évolution au cours des derniers mois	27
2. Les perspectives	33
3. La situation économique à Berlin-Ouest	35
B. <i>France</i>	41
1. L'évolution au cours des derniers mois	41
2. Les perspectives	47
C. <i>Italie</i>	55
1. L'évolution au cours des derniers mois	55
2. Les perspectives	61
D. <i>Pays-Bas</i>	69
1. L'évolution au cours des derniers mois	69
2. Les perspectives	74
E. <i>Union économique belgo-luxembourgeoise</i>	
Belgique	83
1. L'évolution au cours des derniers mois	83
2. Les perspectives	89
Luxembourg	97
1. L'évolution au cours des derniers mois	97
2. Les perspectives	101
<b>Annexe 1</b>	
Memorandum de la Commission au Conseil sur la situation conjoncturelle de la Communauté	107
<b>Annexe 2</b>	
Avis du Comité de politique conjoncturelle relatif aux budgets économiques pour 1971	117
<b>Annexe 3</b>	
Evolution des coûts salariaux dans l'industrie	119

## *Remarque:*

La rédaction du présent rapport a été achevée vers la mi-mars 1971. Pour ce qui concerne l'évolution la plus récente, et pour autant qu'il n'ait pas été possible d'en tenir compte, étant donné le rythme d'élaboration des statistiques nationales et les délais que requiert la publication du rapport en cinq langues, le dernier numéro des « Graphiques et notes rapides sur la conjoncture dans la Communauté » peut constituer un utile complément d'information.



## I. LA SITUATION D'ENSEMBLE

*Une expansion toujours appréciable de la demande globale en termes nominaux, un ralentissement de la croissance économique en termes réels et la persistance d'une forte hausse des salaires et des prix, tels ont été, durant les derniers mois, les traits dominants de l'évolution de la conjoncture dans la Communauté.*

*Considérées dans leur ensemble et abstraction faite des variations saisonnières, les exportations de marchandises de la Communauté vers les pays non membres n'ont plus guère augmenté au quatrième trimestre de l'année écoulée ni au début de 1971. La raison principale en est la faiblesse du développement économique dans quelques pays qui sont d'importants clients de la Communauté, notamment les pays de la Zone européenne de Libre-Echange, l'Espagne, le Japon et les pays à commerce d'Etat; mais cette évolution reflète aussi, pour une part, une détérioration de la position concurrentielle de la Communauté, par suite de la forte hausse des coûts dans les pays membres.*

*En revanche, la demande intérieure de la Communauté a continué de faire preuve d'un certain dynamisme, qui a surtout caractérisé les dépenses de consommation privée. Celles-ci ont augmenté à un rythme accéléré dans presque tous les pays membres, essentiellement sous l'effet d'un accroissement exceptionnellement rapide des revenus, et notamment des revenus salariaux. Par contre, la propension à investir des entreprises s'est affaiblie. La tendance à la réduction des stocks se poursuivait toujours au début de l'année. En outre, les dépenses d'équipement des entreprises ont accusé, sauf en Italie, une expansion moins vive qu'auparavant.*

*Le rythme de croissance de la production s'est ralenti. La production industrielle de la Communauté n'a augmenté que de 1 % du troisième au quatrième trimestre, mais elle a dû marquer une faible accélération au début de l'année 1971. Les importations se sont encore fortement développées durant les derniers mois.*

*Grâce à une nouvelle augmentation du nombre de salariés, les tensions se sont quelque peu atténuées sur les marchés de l'emploi de la Communauté. Presque partout le chômage s'est légèrement accru pendant les derniers mois, et le chômage partiel a pris de l'extension. En outre, le nombre d'offres d'emploi non satisfaites a diminué dans la plupart des pays membres.*

*Bien que l'écart se soit réduit entre la demande globale en termes nominaux et l'offre en termes réels, la hausse des prix est restée très vive, tant au stade de la production qu'au niveau de la consommation finale. Elle a été déterminée essentiellement par la forte augmentation des coûts, dont la répercussion sur les prix a été rendue possible par la marge de liquidités encore importante de l'économie et par la croissance rapide de la demande des ménages. A cet égard, il y a lieu de noter que l'afflux massif de capitaux à court et à long terme dans la Communauté, entraîné par la baisse accentuée des taux d'intérêt sur les marchés internationaux, a contribué à l'accroissement des liquidités.*

*L'expansion économique se poursuivra vraisemblablement durant les prochains mois. Certes, le développement des exportations de la Communauté vers les pays non membres pourrait demeurer très lent; mais la demande intérieure continuera d'imprimer de vives impulsions à l'évolution des revenus, de la production et de l'emploi.*

*L'évolution des dépenses de consommation privée, en particulier, devrait demeurer très dynamique, encore que l'on puisse s'attendre, dans le cours ultérieur de l'année, à une expansion plus modérée des revenus. A en juger d'après les projets d'investissement existants, les dépenses des entreprises en équipement et en construction continueront de s'accroître en 1971, mais, dans la plupart des pays membres, à un rythme nettement moins rapide que pendant l'année précédente. Par ailleurs, l'évolution des stocks au niveau des entreprises, qui avait eu une incidence modératrice durant le second semestre de 1970, s'orientera sans doute vers une certaine reprise. Enfin, on peut escompter dans tous les pays de la Communauté une augmentation sensible des dépenses de construction des administrations publiques et, dans plusieurs d'entre eux, une reprise de la construction résidentielle.*

*La nette expansion de l'offre, tant intérieure qu'extérieure, devrait se poursuivre. Au total, le taux de croissance annuelle de la production industrielle pourrait s'établir entre 4 et 4 ½ %, et celui du produit national brut en termes réels à 4 ½ % environ.*

*En dépit de l'atténuation prévisible des tensions entre la demande et l'offre, le climat des prix restera très incertain, d'autant plus que la hausse des coûts salariaux demeurera vraisemblablement très forte. Aussi la stabilisation des coûts et des prix constitue-t-elle toujours un objectif prioritaire de la politique conjoncturelle, en vue d'assurer à plus long terme la croissance des revenus réels, la sécurité de l'emploi et le maintien d'une expansion économique satisfaisante.*

## A. Les problèmes et la politique de conjoncture

Durant les derniers mois, les tensions conjoncturelles entre l'offre et la demande ont continué de s'atténuer dans presque tous les pays de la Communauté. Le volume des commandes en carnet dans l'industrie s'est réduit et le degré d'utilisation des capacités, très élevé auparavant, est redevenu plus normal.

Ce tableau d'ensemble recouvre une différenciation plus accusée de la conjoncture entre les divers pays membres. C'est ainsi que l'évolution des inscriptions de commandes et de la production a été comparativement la plus modérée au Luxembourg et en Allemagne, tandis qu'en Belgique le ralentissement de l'expansion de la production était moins prononcé et d'ailleurs assez récent. La faiblesse relative de la production française, durant les mois d'été, a été suivie d'une reprise, sous l'effet d'une croissance accélérée de la consommation. En Italie, le développement de la production a encore été fortement entravé par l'altération du climat social. Aux Pays-Bas enfin, les tensions sont restées vives; les possibilités d'expansion y ont été limitées surtout par d'importants goulots d'étranglement au niveau des capacités.

Le ralentissement de la croissance économique, dans la Communauté considérée dans son ensemble, s'est accompagné d'un léger relâchement des tensions sur le marché de l'emploi. Celles-ci sont pourtant restées assez vives dans la plupart des pays membres. D'autre part, la détente a été très inégale. Ainsi, même dans les pays qui connaissent une recrudescence du chômage, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est demeurée aiguë.

Bien que le point culminant de la phase de haute conjoncture ait été, dans presque tous les pays membres, franchi dès l'année dernière, la hausse des salaires et des prix est demeurée très rapide jusqu'à ces tout derniers temps. L'augmentation des salaires a dépassé de beaucoup les progrès de la productivité, ce qui a entraîné un accroissement des coûts salariaux par unité produite d'une ampleur inconnue jusqu'à présent dans la Communauté. Aussi le climat des prix est-il resté très mauvais, tant au stade de la production qu'au niveau de la consommation privée. Etant donné la forte poussée des coûts, il est à craindre que l'on n'enregistre guère de progrès

dans la voie de la stabilisation, même dans l'hypothèse où la détente sur les marchés des biens et services se poursuivrait. Tel serait surtout le cas des prix à la consommation, dont l'évolution ne reflète généralement qu'avec un certain retard la hausse des prix à la production. Par ailleurs, la nécessité apparaît de plus en plus impérieuse d'adapter en fonction de l'augmentation des coûts les tarifs des entreprises publiques ainsi que d'autres prix contrôlés.

Le rétablissement d'une stabilité suffisante des coûts et des prix reste donc une tâche essentielle des autorités responsables de la politique économique. Faute d'atteindre cet objectif, la mise en œuvre des orientations fixées dans le troisième programme de politique économique à moyen terme, adopté par le Conseil en date du 9 février 1971, serait gravement compromise, non seulement en ce qui concerne l'évolution des prix, mais aussi sur le plan de la croissance économique et de l'emploi.

Etant donné le caractère particulier des tendances actuelles à l'inflation, qui trouvent de plus en plus leur origine dans l'évolution des coûts, il ne semble pas opportun, pour le moment, d'entreprendre de nouvelles actions visant à modérer le développement de la demande. D'autre part, on ne peut pas non plus envisager un assouplissement trop rapide des mesures qui limitent l'expansion de la demande intérieure. En effet, pareille politique affaiblirait les tendances spontanées susceptibles de modérer la hausse des coûts et des prix, et renforcerait la conviction de ceux qui croient à la poursuite d'un processus rapide d'inflation. L'accentuation des comportements inflationnistes qui en résulterait serait particulièrement préjudiciable à la Communauté. En effet, elle compromettrait les conditions de base nécessaires pour atteindre l'objectif fixé dans le plan établi pour la réalisation progressive de l'union économique et monétaire, à savoir assurer simultanément et de manière équilibrée, dans la Communauté, une croissance économique satisfaisante, le plein emploi et la stabilité. Si, de surcroît, le comportement des agents économiques présentait de fortes divergences d'un pays à l'autre, il pourrait en résulter des perturbations susceptibles d'entraver la création d'une union économique et monétaire.

Dans ces conditions, une gestion budgétaire particulièrement prudente reste de rigueur, d'autant plus que, dans la plupart des pays membres, les finances publiques disposent, sur la base des budgets pour 1971, d'un potentiel d'expansion considérable. Ceci n'exclut nullement, dans les secteurs ou dans les régions où des tendances à la normalisation se sont déjà manifestées et où existent des réserves de main-d'œuvre, une modulation des dépenses plus nettement orientée à l'expansion, à condition toutefois que, durant les prochains mois, les impulsions d'ensemble émanant du secteur public soient maintenues dans les limites des budgets adoptés par les parlements.

Le rôle de la politique budgétaire dans l'action de stabilisation est d'autant plus important que l'évolution récente des taux d'intérêt sur les marchés monétaires et financiers continue de rétrécir, de manière directe ou indirecte, la marge de manœuvre de la politique monétaire

dans les pays de la Communauté. L'accroissement des disponibilités monétaires résultant de l'afflux de capitaux à court et à long terme en provenance de l'étranger maintient, dans la Communauté, une relative aisance monétaire qui favorise la persistance de la hausse des prix et des coûts et risque d'entraîner une trop forte expansion de la demande intérieure, susceptible d'aggraver les déséquilibres.

Les efforts déployés par les autorités responsables de la politique conjoncturelle en vue d'une consolidation suffisante des équilibres fondamentaux seraient toutefois voués à l'échec si les partenaires sociaux adoptaient un comportement qui ne soit pas conforme à ces objectifs et si, pour s'assurer des avantages à court terme, ils acceptaient, consciemment ou non, de mettre en danger, à plus long terme, la réalisation d'une expansion économique satisfaisante, la sécurité de l'emploi et la croissance continue des revenus réels.

## B. L'évolution au cours des derniers mois

### 1. La demande

L'expansion de la demande globale dans la Communauté a continué de se ralentir durant les derniers mois de l'année dernière et au début de 1971. En effet, tandis que la demande extérieure n'a plus guère progressé, la demande intérieure a perdu de son dynamisme, du fait d'un développement moins rapide des investissements. Dans l'ensemble, un meilleur équilibre entre la demande et l'offre a eu tendance à s'établir dans la Communauté, avec cependant des différences assez sensibles d'un pays à l'autre.

Suivant les statistiques douanières désaisonnalisées, le développement des *exportations* de la Communauté vers les pays non membres a été relativement faible au quatrième trimestre de 1970. Cette évolution s'explique en partie par le ralentissement de la hausse des prix à l'exportation, qui auparavant contribuait largement à l'expansion en valeur des ventes à l'extérieur. Mais elle est surtout imputable à l'affaiblissement progressif du développement économique dans un nombre croissant de pays acheteurs, et notamment dans les pays industrialisés d'Europe.

Aux *Etats-Unis*, les facteurs d'expansion se sont révélés assez faibles durant les derniers mois. Le niveau de l'activité économique a été fortement influencé par la grève qui a affecté l'industrie automobile entre la mi-septembre et la fin du mois de novembre. Le produit national brut en termes réels a diminué, de ce fait, de 0,8 % entre le troisième et le quatrième trimestre. Toutefois, même abstraction faite de ce facteur exceptionnel, la croissance économique a été assez limitée, si l'on en juge d'après l'évolution la plus récente de l'emploi et des divers éléments de la demande. En janvier, la production industrielle n'avait pas encore retrouvé le niveau auquel elle se situait avant la grève. Le nombre de chômeurs, corrigé des variations saisonnières, est demeuré élevé; il représentait, au mois de février, près de 6 % de la population active.

La consommation privée, qui aurait dû largement contribuer à une reprise de l'expansion, a manqué de dynamisme. Le chômage important et la réduction des heures de travail dans nombre de secteurs industriels, s'ajoutant aux

incidences de la grève, ont entraîné, au quatrième trimestre de l'année dernière, un ralentissement très sensible de la progression des revenus des ménages. En outre, la propension à l'épargne des ménages, stimulée sans doute par la persistance d'une conjoncture défavorable, s'est encore accentuée. Comme, d'autre part, la hausse des prix ne s'est guère modérée, le volume de la consommation privée a même diminué de 0,5 % du troisième au quatrième trimestre de 1970. Le climat des investissements a, par ailleurs, continué de se détériorer. C'est ainsi qu'on a enregistré, entre le troisième et le quatrième trimestre de 1970, une nette régression des investissements des entreprises. Seule la construction résidentielle a connu un développement rapide.

En dépit de l'évolution hésitante de la demande globale, les importations, caractérisées auparavant par une quasi-stagnation, ont retrouvé un certain dynamisme au quatrième trimestre.

Au *Royaume-Uni*, après le redressement de la conjoncture au troisième trimestre, la croissance économique ne s'est poursuivie qu'à un rythme assez modéré, en dépit de l'expansion plus vive des exportations et de la consommation privée, ainsi que d'une nette reprise de la construction résidentielle. La hausse des coûts salariaux et des perspectives de profits moins favorables ont entraîné une réduction des dépenses d'investissement des entreprises. Des grèves ont continué d'entraver sérieusement l'activité économique. En effet, le climat social s'est encore détérioré; il a été caractérisé par des revendications salariales extrêmement élevées et par une aggravation continue du chômage. En janvier, le nombre de chômeurs atteignait 3 % de la population active. La hausse des prix est restée vive; l'indice désaisonnalisé des prix de détail s'est élevé de 2,1 % d'octobre à janvier. Bien que les résultats du commerce extérieur soient, dans une large mesure, faussés par l'incidence de facteurs exceptionnels (répercussions de la grève des dockers, suppression de l'« import deposit scheme » en décembre), la balance commerciale paraît s'être améliorée, du fait que la croissance des importations a eu tendance à s'affaiblir. L'orientation restrictive de la politique du crédit a été maintenue et même accentuée : en novembre, les « special deposits » ont été augmentés

# Les exportations de marchandises de la Communauté vers les pays non membres

(Pourcentage de variation en valeur, par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

	1969		1970				
	Millions d'u.c. (1)	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Année
Ensemble des pays non membres	39 228	+ 11	+ 16,5	+ 15	+ 15	+ 14,5	+ 15
dont :							
Pays industrialisés (2)	25 596	+ 12	+ 20	+ 15,5	+ 16,5	+ 15	+ 16,5
dont :							
Etats-Unis	5 958	+ 3,5	+ 22,5	— 1,5	+ 10	+ 17	+ 11,5
A.E.L.E.	12 779	+ 13,5	+ 18,5	+ 21	+ 14,5	+ 12	+ 16,5
Royaume-Uni	3 367	+ 7,5	+ 4,5	+ 10	+ 7	+ 14	+ 9
Pays en voie de développement (3)	10 218	+ 9,5	+ 8,5	+ 15,5	+ 12,5	+ 16	+ 13
dont :							
A.O.M.	2 295	+ 11	+ 10,5	+ 16,5	+ 29,0	+ 22,5	+ 19,5
Autres pays (4)	3 414	+ 10	+ 18	+ 12,5	+ 12,5	+ 4,5	+ 12

Source : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.).

(1) 1 u.c. = 1 unité de compte = 0,888671 g d'or fin = 1 dollar U.S. au taux de change officiel.

(2) Classe 1 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la C.E.E.

(3) Classe 2 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la C.E.E.

(4) Classe 3 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la C.E.E. et autres exportations.

de 1 % et, au début de 1971, des mesures ont été prises en vue de restreindre les crédits à court terme sur le marché de l'euro-dollar et de freiner l'expansion difficilement contrôlable de la masse monétaire.

Dans la plupart des *autres pays industrialisés*, la croissance économique s'est nettement affaiblie. Dans les pays scandinaves, en particulier, le développement moins rapide de la demande intérieure s'est reflété sur les importations, qui avaient diminué dès le milieu de l'année dernière et ont accusé, depuis lors, une quasi-stagnation. Au Japon et en Autriche, l'affaiblissement de l'expansion a affecté les importations. Même les achats de la Suisse, en dépit d'une conjoncture demeurée très dynamique, n'ont

guère montré d'augmentation conjoncturelle au cours des derniers mois.

Cette évolution de la demande d'importation de la plupart des pays acheteurs s'est clairement reflétée dans les exportations de la Communauté vers les pays non membres. Si les ventes aux Etats-Unis ont repris une expansion plus vive, les livraisons aux pays de l'A.E.L.E. se sont plus ou moins stabilisées, tandis que les exportations vers l'Espagne et le Japon accusaient même un net recul. Quant aux ventes aux pays à commerce d'Etat, elles ont fortement diminué au cours des derniers mois.

La croissance de la *demande intérieure* de la Communauté est demeurée assez rapide; elle a

été soutenue essentiellement par l'évolution de la consommation privée.

En effet, dans la plupart des pays membres, l'expansion de la *formation brute de capital fixe* s'est ralentie assez sensiblement au cours des derniers mois.

Ce ralentissement est principalement imputable à l'évolution des *investissements d'équipement*. Ceux-ci, à en juger suivant les chiffres d'affaires des industries de ce secteur et d'après les importations, n'ont plus augmenté qu'à un rythme modéré. Tel est surtout le cas en Allemagne et, jusqu'à un certain point, dans les pays du Benelux. En France, un phénomène analogue a pu être observé dans les entreprises privées, tandis que l'expansion des achats de biens d'équipement par les entreprises publiques s'est de nouveau accélérée. En Italie, les investissements d'équipement paraissent avoir repris un développement plus rapide.

La tendance à l'expansion des *investissements dans la construction* ne s'est guère infléchie au cours du quatrième trimestre de 1970. Contrairement à l'évolution des investissements d'équipement des entreprises, la vive croissance des dépenses consacrées à la construction de bâtiments à usage industriel ou commercial ne s'est que légèrement modérée. Dans la construction résidentielle, où le niveau de l'activité était, jusqu'à présent, demeuré peu élevé, une certaine reprise est même enregistrée. Au début de 1971, la clémence de l'hiver dans une grande partie de l'Europe a permis d'accélérer l'achèvement des constructions. L'Italie est le seul pays de la Communauté où l'activité dans la construction ait été réellement faible.

En ce qui concerne les *investissements sous forme de stocks*, la tendance à la réduction des stocks de matières premières et de demi-produits s'est maintenue aux stades de la production, de l'industrie de transformation et du commerce de gros. En revanche, le commerce de détail, eu égard à l'évolution plus favorable de la consommation dans plusieurs pays de la Communauté, semble avoir recommencé de reconstituer ses stocks de produits finis, fortement entamés.

Dans la Communauté tout entière, sauf en Italie, l'expansion de la *consommation privée* s'est nettement accélérée au cours du quatrième trimestre de 1970. Au début de l'année, un

léger ralentissement — vraisemblablement temporaire — pourrait toutefois s'être manifesté dans la plupart des pays membres.

Tandis qu'en France la reprise enregistrée dès l'été dernier s'est même nettement accentuée au quatrième trimestre, l'accroissement des dépenses de consommation est demeuré rapide en Allemagne, aux Pays-Bas et dans l'U.E.B.L. Les achats anticipatifs effectués dans la perspective du relèvement ou de la mise en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée ont joué un rôle à cet égard aux Pays-Bas et en Belgique. L'Italie est le seul pays de la Communauté où l'on ait observé, durant les derniers mois, une certaine accalmie de la consommation privée, à laquelle pourraient avoir contribué la persistance des tensions sociales et peut-être aussi les difficultés de livraison constatées pour quelques biens de consommation durables.

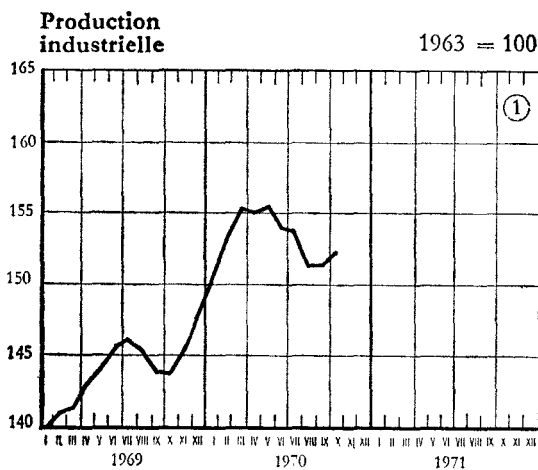
D'une manière générale, le développement de la consommation privée a été stimulé par la très vive expansion des revenus, et en particulier par celle des revenus salariaux, qui a été exceptionnellement importante dans tous les pays de la Communauté. La propension à l'épargne des ménages, qui s'est nettement renforcée en Allemagne et probablement en Italie, a fléchi en France; jusqu'à la fin de l'année dernière, elle doit aussi s'être affaiblie aux Pays-Bas et en Belgique, pour les raisons indiquées plus haut. Un facteur supplémentaire d'expansion des revenus, à savoir un allègement de la fiscalité frappant les ménages, a été observé en France, qui est toutefois le pays de la Communauté où la hausse des salaires a été la moins forte. En revanche, aux Pays-Bas, où l'augmentation des salaires s'était considérablement accélérée à l'automne dernier, le Gouvernement a, en sus du relèvement déjà mentionné de la taxe sur la valeur ajoutée, majoré de 3 %, depuis le début de l'année, les taux de l'impôt sur les salaires et sur le revenu; il a, en outre, assigné des limites aux augmentations des salaires conventionnels qui seront accordées au cours du premier semestre de 1971.

## 2. La production et l'emploi

La croissance de l'*offre intérieure* dans la Communauté s'est modérée durant les derniers mois. Ce ralentissement a surtout été sensible dans

l'industrie, tandis que l'agriculture — et tout spécialement la production animale —, de même que le secteur des services, n'en ont guère été affectés jusqu'à présent.

Suivant l'indice désaisonnalisé de l'Office statistique des Communautés européennes (qui exclut la construction, ainsi que l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs), la *production industrielle* de la Communauté n'a augmenté que de 1 % environ du troisième au quatrième trimestre de 1970. Son taux de croissance annuelle, de 1969 à 1970, s'est, de ce fait, chiffré à 6 ½ %, au lieu des 7 ½ % prévus



dans le précédent rapport trimestriel. Il semble que sa légère tendance ascendante à l'expansion se soit poursuivie au premier trimestre de 1971.

C'est en Allemagne que la croissance conjoncturelle de la production industrielle a montré, au quatrième trimestre, l'affaiblissement le plus sensible, du fait surtout d'une évolution moins dynamique des investissements des entreprises et de la formation des stocks. Au Luxembourg aussi, on a pu observer un net ralentissement de la production, dû à la faiblesse qui a caractérisé, du moins jusqu'au début de l'hiver, les marchés internationaux de l'acier. En Italie, la normalisation de la production s'est révélée moins rapide qu'on ne le prévoyait, en raison de la persistance des conflits sociaux, qui ont continué de provoquer de graves perturbations dans l'approvisionnement en biens intermédiaires ainsi que dans le processus de production et de distribution. Aux Pays-Bas, l'expansion de la production a surtout été entravée par des goulots d'étranglement au niveau des capacités. En France, par contre, l'activité industrielle s'est accélérée vers la fin de l'année dernière, sous l'effet d'une vigoureuse reprise de la demande de consommation. En Belgique, enfin, le rythme de croissance de la production industrielle est demeuré relativement rapide.

La production industrielle de la Communauté <sup>(1)</sup>

Variation en % par rapport à la période correspondante de l'année précédente <sup>(2)</sup>

	1969	1970	1969		1970			
			3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Communauté <sup>(3)</sup>	+ 11,7	+ 6½ <sup>(3)</sup>	+ 9,6	+ 6,4	+ 9,7	+ 5,9	+ 4,6	+ 5 <sup>(3)</sup>
dont:								
Allemagne	+ 14,1	+ 6,0	+ 12,0	+ 11,6	+ 10,9	+ 7,5	+ 5,1	+ 1,2
France	+ 13,5	+ 5,5	+ 9,0	+ 4,5	+ 8,5	+ 4,7	+ 4,1	+ 4,5
Italie	+ 2,8	+ 6,4	+ 1,2	— 8,3	+ 5,4	+ 1,2	+ 3,9	+ 16,3
Pays-Bas	+ 12,6	+ 10 <sup>(3)</sup>	+ 13,6	+ 13,2	+ 14,9	+ 10,7	+ 9,5	+ 7 <sup>(3)</sup>
Belgique	+ 10,7	+ 8 <sup>(3)</sup>	+ 9,0	+ 10,0	+ 13,2	+ 7,9	+ 4,3	+ 6½ <sup>(3)</sup>
Luxembourg	+ 13,5	+ 0,4	+ 11,1	+ 11,1	+ 6,5	+ 5,1	— 1,0	— 9

<sup>(1)</sup> A l'exclusion de la construction et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs.

<sup>(2)</sup> Calculs effectués sur la base des indices bruts de l'O.S.C.E.

<sup>(3)</sup> Estimations.



Il semble que l'expansion de la valeur ajoutée dans les services soit demeurée assez vive, tout au moins dans les secteurs proches de la consommation.

Compte tenu de l'évolution au cours du dernier trimestre de 1970, le *produit brut* de la Communauté, en termes réels, doit avoir augmenté de quelque 5 ½ % de 1969 à 1970; ce taux de croissance est légèrement inférieur à celui qui était avancé dans le précédent rapport trimestriel.

Si, dans l'ensemble, on note encore une nette augmentation du nombre de salariés, des signes de détente apparaissent cependant sur les mar-

chés de l'*emploi*. Dans presque tous les pays membres, le niveau du chômage, après correction des incidences saisonnières, était plus élevé au début de 1971 qu'au milieu de l'année dernière. Le chômage partiel s'est accru dans plusieurs pays. En même temps, le nombre d'emplois vacants a diminué en Allemagne, en Italie et en Belgique. Néanmoins, on constate toujours, dans la plupart des pays membres, un déséquilibre important entre les besoins de main-d'œuvre et les réserves disponibles, d'autant plus que de nombreux secteurs de l'économie ne sont nullement disposés, pour le moment, à libérer de la main-d'œuvre, même en cas de fléchissement de la demande.

### *Les importations de marchandises de la Communauté en provenance des pays non membres*

(Pourcentage de variation en valeur, par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

	1969		1970				
	Mio d'u.c. (1)	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Année
Ensemble des pays non membres	39 253	+ 17	+ 17,5	+ 17,5	+ 16	+ 14,5	+ 16,5
dont :							
Pays industrialisés (2)	22 245	+ 19,5	+ 23,5	+ 19,5	+ 17	+ 15,5	+ 18,5
dont :							
Etats-Unis	7 335	+ 14,5	+ 41	+ 19,5	+ 17	+ 20,5	+ 23
A.E.L.E.	9 468	+ 20,5	+ 11,5	+ 16,5	+ 15	+ 10,5	+ 13
Royaume-Uni	3 589	+ 19,5	+ 11,5	+ 17,5	+ 9	+ 9	+ 11,5
Pays en voie de développement (3)	14 223	+ 13,5	+ 9,5	+ 14,5	+ 15,5	+ 14	+ 13,5
dont :							
A.O.M.	2 807	+ 12,5	+ 15	+ 9	+ 13	+ 1,5	+ 9
Amérique latine	3 168	+ 18	+ 7	+ 23	+ 17	+ 7	+ 13,5
Autres pays (4)	2 784	+ 15,5	+ 15,5	+ 13,5	+ 9	+ 9	+ 11,5

Source: Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.).

(1) 1 u.c. = 1 unité de compte = 0,888671 g d'or fin = 1 dollar U.S. au taux de change officiel.

(2) Classe 1 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la C.E.E.

(3) Classe 2 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la C.E.E.

(4) Classe 3 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la C.E.E. et autres importations.

### 3. L'équilibre

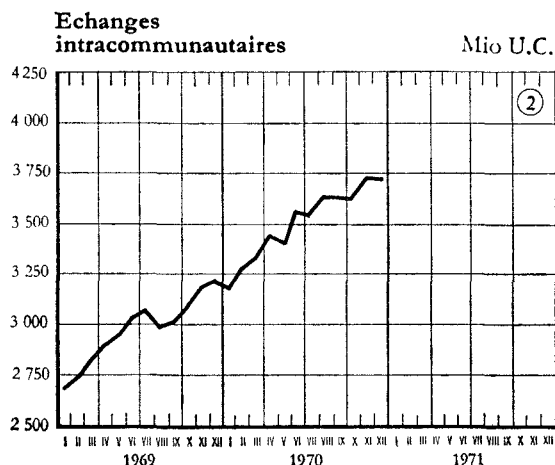
En dépit des tendances à une adaptation de l'expansion de la demande globale aux possibilités de la production, les conditions de l'équilibre sont demeurées précaires, du fait notamment de la forte hausse des coûts salariaux.

Le développement des *importations* de la Communauté en provenance des pays non membres ne s'est guère ralenti au cours des derniers mois. Suivant les statistiques douanières corrigées des variations saisonnières, les importations de marchandises se sont encore accrues de 4 % au quatrième trimestre de 1970, contre une baisse de 2 % au troisième trimestre et une augmentation de 8 % au second. Elles ont ainsi dépassé de 15 % environ leur niveau du quatrième trimestre de 1969.

Les achats aux Etats-Unis, qui avaient diminué au troisième trimestre, ont marqué une reprise le trimestre suivant. Les importations en provenance de l'A.E.L.E. n'ont augmenté que faiblement. Quant aux achats de la Communauté aux pays en voie de développement, et en particulier aux pays associés d'outre-mer, leur croissance n'a plus été aussi vive que précédemment, sous l'effet des tendances déjà mentionnées de l'évolution des stocks.

Après la vive expansion enregistrée depuis le milieu de l'année 1968 jusqu'au début de 1970, les *échanges intracommunautaires* ont de plus en plus perdu de leur dynamisme. Au quatrième trimestre, leur taux de croissance en valeur, corrigé des variations saisonnières, n'atteignait plus que 1,7 %, contre 2,2 % du deuxième au troisième trimestre. En Allemagne, la faiblesse de la demande de matières premières et de produits intermédiaires a freiné le développement des importations en provenance des autres pays de la Communauté. Une nette reprise des importations de produits agricoles a néanmoins été observée à partir de l'automne dernier. En France, la tendance à la stagnation qui, depuis le milieu de 1970, caractérisait les achats aux autres pays membres, s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année. Une tendance analogue a été observée en Italie, après la vive progression enregistrée au premier semestre. Les achats de l'U.E.B.L. ont surtout subi l'influence restrictive de la compression des stocks qui a précédé l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les Pays-Bas sont le seul pays de la Communauté dont les importations se soient développées à un rythme rapide, sous l'effet du déséquilibre croissant entre l'offre et la demande.



Si l'on fait abstraction des Pays-Bas, il semble bien que les effets stabilisateurs émanant de l'expansion du commerce intracommunautaire, et qui étaient très sensibles au cours des années précédentes, aient beaucoup perdu de leur importance. Peut-être cette constatation témoigne-t-elle aussi du fait que les tendances persistantes au déséquilibre sont moins imputables à des distorsions entre le développement de la demande et les possibilités de l'offre qu'à la hausse généralement très forte des coûts, à laquelle les exportations comme les importations ne réagissent qu'avec un certain retard.

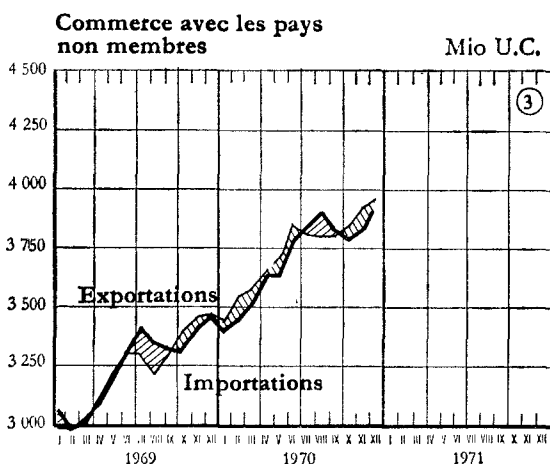
Dans l'ensemble, la tendance des *prix* est restée nettement ascendante au début de l'année 1971. Elle s'explique essentiellement par la hausse considérable des coûts observée jusqu'à ces tout derniers temps. Les coûts salariaux par unité produite, notamment, ont encore accusé une forte augmentation, non seulement du fait que la poussée des salaires est demeurée très vive, mais aussi parce que la productivité n'a plus réalisé que de faibles progrès <sup>(1)</sup>.

Dans les pays du Benelux, la hausse des prix a été influencée, de surcroît, par des modifications dans la fiscalité indirecte. En Belgique, la taxe sur la valeur ajoutée, mise en vigueur

(1) L'évolution des coûts salariaux dans l'industrie, en 1970, fait l'objet d'une analyse particulière, publiée en annexe au présent rapport.

le 1<sup>er</sup> janvier avec les quatre taux d'imposition de 6 %, 14 %, 18 % et 25 %, entraîne un alourdissement de la fiscalité indirecte frappant la consommation privée. L'augmentation des prix purement mécanique qui en résulte est estimée par les autorités belges à 2 % environ. Aux Pays-Bas, le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée a été porté de 12 à 14 %. S'il est vrai qu'en même temps certains biens de consommation et services ont été classés dans la catégorie bénéficiant du taux réduit de 4 %, il n'en subsiste pas moins, au total, un effet de hausse des prix évalué à ½ % par le Bureau central du Plan. La taxe sur la valeur ajoutée a également été majorée au Luxembourg; les taux ont été portés respectivement de 4 à 5 % et de 8 à 10 %.

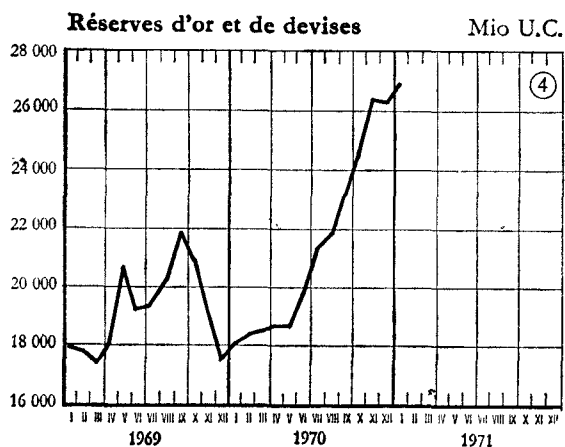
La *balance commerciale* (cif/fob) de la Communauté à l'égard des pays non membres, corrigée des variations saisonnières, s'était provisoirement soldée par des excédents au cours de l'été dernier; elle est redevenue déficitaire au quatrième trimestre et au début de 1971. De ce fait, le solde positif de la *balance des paiements courants* de la Communauté s'est de nouveau amenuisé.



Les excédents de la *balance globale des paiements* sont néanmoins restés élevés, essentiellement sous l'effet de la divergence de la politique du crédit suivie dans la Communauté, d'une part, et aux Etats-Unis, d'autre part. L'orientation expansive que les autorités monétaires américaines ont donnée à cette politique depuis le printemps de 1970 et la situation nouvelle qui en est résultée sur le marché de l'euro-dollar ont de nouveau entraîné, durant les derniers mois, un afflux considérable de capitaux à court

et à long terme dans la Communauté. Aussi les autorités monétaires de la plupart des pays membres ont-elles été incitées à réduire le niveau intérieur des taux d'intérêt, mesure dont les effets sur l'afflux de liquidités dans la Communauté sont cependant restés limités.

Au total, les *réserves brutes d'or et de devises* des autorités monétaires des pays membres (or, devises, position nette auprès du F.M.I., droits de tirage spéciaux) se sont accrues de plus de 5,2 milliards de dollars de fin septembre à fin janvier; la diminution enregistrée un an plus tôt atteignait près de 4,8 milliards de dollars. Dans cette augmentation des réserves, un montant de 585 millions de dollars est imputable à la seconde attribution de droits de tirage spéciaux, en date du 1<sup>er</sup> janvier 1971. L'accroissement des réserves brutes a été le plus important en Allemagne, où il s'est élevé à environ 2,7 milliards de dollars.



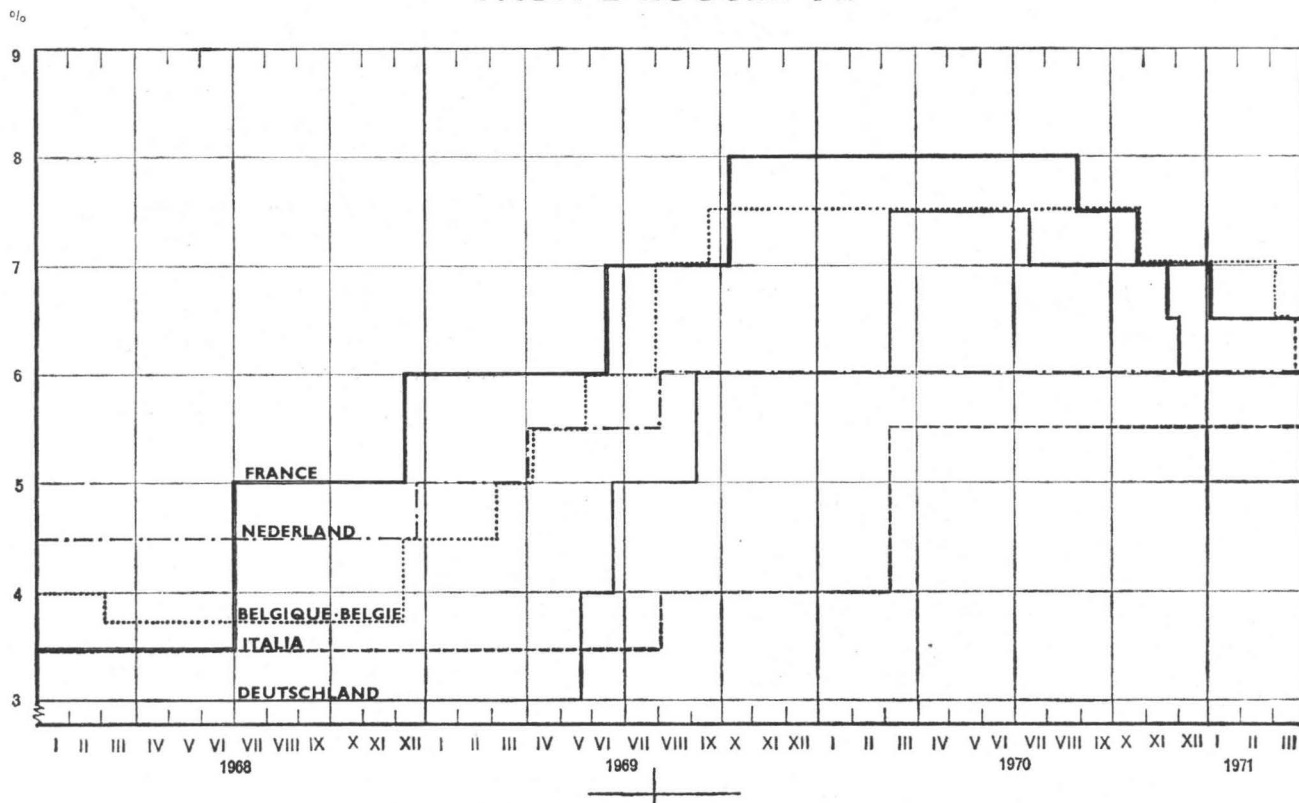
Outre les excédents élevés de la *balance globale des paiements*, les *opérations de trésorerie des administrations publiques* ont également exercé, dans presque tous les pays membres, un effet expansif sur les liquidités. En France, il est à présumer que le déficit a été assez élevé au premier trimestre de 1971, du fait du déblocage de ressources du fonds d'action conjoncturelle. En Italie, les dépenses de l'Etat ont largement dépassé les recettes pendant les derniers mois de l'année écoulée, par suite notamment des aides financières accordées en octobre à la sécurité sociale, en vertu du décret-loi de fin août 1970. Ce déficit semble avoir été financé en majeure partie sur les avoirs constitués auprès de la banque d'émission. Le déficit de

caisse du budget fédéral allemand, en atteignant environ 3,3 milliards de marks au quatrième trimestre, a été légèrement plus élevé qu'un an auparavant. Il a été couvert principalement par des ressources propres, mais en partie aussi au moyen d'avances consenties par la Bundesbank. Ce montant ne comprend pas les réserves, d'environ 1,5 milliard de marks, constituées auprès de la Bundesbank pendant la même période au moyen de la surtaxe conjoncturelle perçue sur les salaires, les revenus et les sociétés. Le déficit de caisse des Länder a atteint, au quatrième trimestre de 1970, le montant très élevé de 3,7 milliards de marks. Le budget belge s'est soldé, pour le quatrième trimestre, par un déficit légèrement inférieur à celui qui avait été enregistré un an auparavant, l'accroissement des recettes ayant été beaucoup plus important que celui des dépenses. Ce déficit a été en grande partie financé par l'émission d'emprunts. En janvier 1971, l'Etat belge, grâce à un emprunt qui a rencontré un succès exceptionnel, a pu couvrir aisément les moins-values fiscales résultant temporairement du pas-

sage au système de la taxe sur la valeur ajoutée. Le Trésor a ainsi disposé de liquidités si abondantes qu'elles lui ont permis d'amortir complètement son endettement auprès de la banque d'émission et d'avoir, pour la première fois depuis 1968, un solde créditeur auprès de la banque d'émission. Le budget néerlandais est le seul qui se soit soldé, au quatrième trimestre de 1970, par des excédents. Ceux-ci ont dépassé leur niveau normal de cette période de l'année. Ils ont été affectés en grande partie à l'accroissement des avoirs auprès de la banque centrale.

D'une manière générale, le *crédit bancaire accordé au secteur privé* a augmenté assez sensiblement au cours des derniers mois de 1970. En France, le crédit à court terme, en particulier, a marqué une vive expansion. Au mois d'octobre, les restrictions quantitatives du crédit ont été complètement supprimées dans ce pays; il est donc à présumer que les prêts directs consentis précédemment entre entreprises ont diminué, pour être remplacés en partie par un recours accru au crédit bancaire. Dans les autres

## TAUX D'ESCOMPTE



pays membres, les banques d'émission ont également poursuivi leur politique restrictive en matière de crédit. Certains assouplissements y ont cependant été apportés. D'une part, le taux d'escompte a été abaissé à plusieurs reprises en Allemagne et en Belgique — comme d'ailleurs en France — pour se rapprocher du niveau international des taux d'intérêt; ces mesures ont signifié, à l'intérieur de la Communauté, un nouveau rapprochement des taux, qui se situent tous, désormais, entre 5,5 et 6,5 %, alors que l'écart allait de 4 à 8 % au début de 1970.

La Banque nationale de Belgique a relevé sensiblement, pour le quatrième trimestre de 1970, le plafond autorisé pour l'expansion du crédit, tout en recommandant une certaine modération dans l'octroi de crédit à la consommation. Jusqu'à fin décembre, le crédit effectivement consenti est resté au-dessous du plafond autorisé. D'autre part, les restrictions du crédit à l'investissement ont été complètement supprimées en Belgique, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1971; les autres restrictions de crédit ont toutefois été maintenues. La Banque d'Italie a assoupli, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, les dispositions relatives aux réserves obligatoires des instituts de crédit spécialisés, qui financent principalement les petites et moyennes entreprises. En dépit de ces mesures et bien que les marges bénéficiaires des entreprises se soient fortement rétrécies, la demande de crédit est restée limitée. Aux Pays-Bas, en revanche, une orientation plus restrictive a été imprimée à la politique du crédit.

Les restrictions quantitatives y ont été renforcées pour le quatrième trimestre de 1970, et ensuite pour les deux premiers mois de 1971. Le fait que le crédit effectivement consenti se soit, pour la première fois, maintenu au-dessous des plafonds fixés s'explique sans doute par le fait que les entreprises se sont procuré d'abondantes ressources à l'étranger. En Allemagne, l'obligation, introduite en septembre dernier, de constituer des réserves minima sur l'accroissement des engagements des banques à l'intérieur a été supprimée avec effet au 1<sup>er</sup> décembre, tandis que le taux des réserves minima sur l'en-

semble des engagements bancaires a été majoré de 15 %. Au total, ces mesures ont accru les obligations des banques en matière de réserves minima.

Les facteurs mentionnés ci-dessus ont, dans l'ensemble, entraîné une forte expansion monétaire. La *masse monétaire* dans la Communauté s'est accrue de quelque 10 % au cours du quatrième trimestre de 1970. Elle a ainsi dépassé de 17 % environ le niveau atteint un an auparavant.

Une nette détente sur les *marchés financiers* de la Communauté ne s'est manifestée que depuis la période de fin d'année. A partir de novembre, les taux d'intérêt encore très élevés pratiqués sur le marché des obligations de la plupart des pays membres ont accusé un fléchissement. Comme la hausse des prix ne s'est pas modérée jusqu'à présent, cette baisse signifie une diminution correspondante du rendement réel. La détente sur les marchés monétaires a manifestement suscité la crainte que les taux d'intérêt à long terme ne fléchissent également. Aussi de nombreux investisseurs se sont-ils présentés sur le marché pour bénéficier encore d'un taux d'intérêt élevé. Les émetteurs se sont immédiatement adaptés à la tendance à la baisse des taux. Les emprunts allemands de premier ordre, qui en novembre offraient encore un taux d'intérêt de 8,5 %, ont été émis en février au taux nominal de 7,5 %. Une évolution analogue a été observée aux Pays-Bas, où, à fin janvier, un emprunt d'Etat a également pu être émis au taux de 7,5 %. En Belgique, deux emprunts d'Etat émis en janvier, aux taux respectifs de 8,25 et 8,5 %, ont obtenu un tel succès que la souscription a été clôturée avant l'expiration du délai prévu. En France, de nouveaux emprunts ont également été rapidement couverts. Quant au marché financier italien, qui était presque paralysé, il est redevenu plus aisé, alors que les taux d'intérêt diminuaient.

Les cours des actions dans la Communauté ont atteint au mois de décembre dernier leur niveau le plus bas de 1970. Toutefois, depuis la fin de l'année, ils se sont vigoureusement redressés.

*Emplois et ressources de biens et services*

	1968 <sup>(1)</sup>	1969 <sup>(2)</sup> <sup>(5)</sup>		1970 <sup>(3)</sup> <sup>(6)</sup>		1971 <sup>(4)</sup> <sup>(6)</sup>
	Aux prix cou- rants, en mil- liards d'u.c. <sup>(7)</sup>	Variation par rapport à l'année précédente, en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Formation brute de capital fixe	88,9	+ 9,7	+ 15,8	+ 8½	+ 19	+ 4½
Consommation des administrations	54,2	+ 3,9	+ 11,0	+ 3½	+ 11½	+ 4
Consommation des ménages	228,9	+ 6,9	+ 11,4	+ 6½	+ 11½	+ 5
Produit brut	384,2	+ 7,1	+ 12,4	+ 5½	+ 12	+ 4½
Solde extérieur en milliards d'u.c. <sup>(7)</sup>	+ 7,1	+ 5,3		+ 4,2		+ 3,1

<sup>(1)</sup> Office statistique des Communautés européennes, Comptes nationaux 1959-1969, édition de 1970.

<sup>(2)</sup> Réalisations.

<sup>(3)</sup> Estimations.

<sup>(4)</sup> Prévisions.

<sup>(5)</sup> L'agrégation au niveau de la Communauté a été effectuée sur la base des parités officielles de 1963.

<sup>(6)</sup> L'agrégation au niveau de la Communauté a été effectuée sur la base des parités officielles de 1970.

<sup>(7)</sup> 1 u.c. = 1 unité de compte = 0,888671 g d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

*Remarques générales :*

(a) La différence entre les données relatives aux ressources et celles qui concernent les emplois est imputable aux variations de stocks et au mode de comptabilisation particulier du solde extérieur.

(b) Les estimations et les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

## C. Les perspectives

Les perspectives d'évolution de la *conjoncture mondiale* ne se sont guère modifiées par rapport à celles qui avaient été exposées dans le précédent rapport trimestriel. Le ralentissement du commerce mondial, qui s'est amorcé au milieu de l'année 1970, semble devoir se poursuivre quelque temps encore. Dans nombre de pays industrialisés, la propension à importer pourrait s'affaiblir, sous l'effet des mesures prises pour rétablir l'équilibre interne et externe; mais des différences sensibles, d'un pays à l'autre, pourraient se manifester à cet égard. L'expansion en volume des importations de la Communauté pourrait également se modérer, par suite d'une atténuation des tensions entre la demande et l'offre. Ces tendances seront toutefois compensées, dans une certaine mesure, par la reprise de l'activité économique aux Etats-Unis.

Après le creux conjoncturel observé aux *Etats-Unis* durant l'année 1970, l'économie de ce pays pourrait accuser un net redressement. Le Gouvernement des Etats-Unis a récemment arrêté une série de mesures visant à relancer l'économie. Tandis que la politique du crédit est, depuis un certain temps déjà, réorientée à l'expansion, une action délibérée de soutien de la conjoncture est à présent menée dans le cadre de la politique budgétaire. Le déficit du budget de l'Etat est évalué à 18 ½ milliards de dollars pour l'exercice 1970-1971 et l'avant-projet de budget pour l'exercice 1971-1972, qui commence le 1<sup>er</sup> juillet 1971, prévoit un déficit de 11,6 milliards de dollars. En outre, à la différence de l'exercice budgétaire en cours, les dépenses globales ont été relevées sensiblement, soit de plus de 7 ½ %. Les augmentations les plus sensibles concernent les prestations sociales; mais les dépenses militaires, qui avaient été réduites en 1969 et 1970, accuseront, elles aussi, un léger accroissement. Le déficit de l'exercice 1971-1972 serait même sensiblement plus élevé au cas où l'augmentation des recettes se révélerait inférieure aux 12 % escomptés. En outre, en vue de stimuler les investissements, le Gouvernement a introduit un système d'amortissements dégressifs; mais on ne sait encore si les entreprises réagiront à bref délai à cette mesure en modifiant leur politique d'investissement. D'après la dernière enquête effectuée en commun par la Securities and Exchange Com-

mission et le Département du Commerce sur les investissements dans l'industrie, les entreprises n'envisagent d'accroître que de 1,5 % en valeur, en 1971, leurs achats de biens d'investissement; en volume, pareil taux ne peut plus guère signifier une augmentation.

En revanche, la reprise dans la construction résidentielle, à en juger d'après l'évolution des autorisations de construire et le nombre de mises en chantier relevé à la fin de 1970, devrait se poursuivre à un rythme accéléré, d'autant plus que c'est précisément à ce secteur que la baisse des taux d'intérêt sur le marché financier pourrait fournir des impulsions supplémentaires.

Les dépenses d'investissement des Etats fédéraux et des communes devraient, elles aussi, progresser sensiblement. Il faut s'attendre, par ailleurs, à une expansion plus vive de la consommation privée. Les conventions collectives conclues récemment dans le secteur privé prévoient des majorations de salaires relativement fortes. De plus, le relèvement des prestations sociales pourrait constituer un important facteur d'accroissement de la masse salariale. Enfin, la consommation privée pourrait aussi être stimulée par une stabilisation du taux d'épargne.

Compte tenu du développement de nouveau plus dynamique de la demande finale, qui pourrait encore être accentué — ne serait-ce que dans une faible mesure — par la politique de stockage des entreprises, la production reprendra sans doute une croissance plus vive. Reste à savoir si cette évolution se traduira à bref délai par une régression notable du chômage, étant donné qu'il faut s'attendre, au début d'une période de reprise, à des gains appréciables de productivité. Pour les mêmes motifs, l'évolution des prix pourrait se révéler plus modérée qu'en 1970.

Au *Royaume-Uni*, la croissance économique ne devrait se poursuivre, dans les prochains mois, qu'à un rythme relativement lent. Certes, la consommation privée sera stimulée par l'augmentation rapide des revenus individuels; mais les investissements des entreprises continueront sans doute de subir la forte pression des coûts et l'incidence des restrictions de crédit. Selon les enquêtes les plus récentes effectuées sur les investissements par l'Association des entrepri-

ses (Confederation of British Industry), l'industrie de transformation envisage de réduire ses dépenses d'investissement, en 1971, par rapport à leur niveau de 1970. En revanche, la reprise dans la construction résidentielle paraît devoir se poursuivre. Compte tenu de ces perspectives d'évolution de la demande finale intérieure et eu égard au fait que le développement des exportations est influencé par l'évolution moins dynamique du commerce mondial, il semble que l'expansion de la production sera relativement modérée. En outre, sous la forte poussée des coûts salariaux, le climat des prix restera très précaire et il n'est pas exclu que la balance des paiements courants se solde par des excédents moins élevés qu'en 1970.

Dans la plupart des *autres pays de l'A.E.L.E.*, la croissance économique marquera sans doute un fléchissement au cours des prochains mois. Tel serait surtout le cas des pays scandinaves, où le ralentissement de l'activité survenu au cours du second semestre de 1970 semble devoir persister pour le moment. En Autriche et en Suisse, le rythme de l'expansion pourrait se révéler moins rapide, ce qui ne manquerait pas d'affecter les importations de ces pays.

Etant donné qu'au Japon aussi la propension à importer semble plutôt s'affaiblir, les exportations de la Communauté vers les pays non membres ne se développeront qu'à un rythme relativement lent durant les mois à venir.

En revanche, le rythme d'expansion de la *demande intérieure* de la Communauté, en dépit d'un certain ralentissement, restera encore assez rapide durant l'année 1971.

Ainsi qu'il était déjà indiqué dans le précédent rapport trimestriel, l'évolution de la *formation brute de capital fixe* sera vraisemblablement moins dynamique qu'en 1970. Les résultats de l'enquête C.E.E. sur les investissements, effectuée à la fin de l'année dernière, confirment que les entreprises prévoient toujours une augmentation de leurs dépenses d'investissement. Toutefois, dans presque tous les pays, cette augmentation sera nettement plus modérée, du fait surtout qu'un nombre croissant de programmes d'investissement sont en voie d'achèvement et que les chefs d'entreprise se montrent plus circonspects quant à la mise en œuvre de nouveaux programmes. Même si certains programmes d'investissement devaient encore être

### *Investissements dans l'industrie*

(Pourcentage de variation en valeur par rapport à l'année précédente, d'après les indications fournies par les chefs d'entreprise lors de l'enquête C.E.E.) \*

	Estimations pour 1969	Prévisions pour 1970	Estimations pour 1970	Prévisions pour 1971
Allemagne <sup>(1)</sup>	+ 28	+ 17	+ 23	+ 5
France	+ 25	+ 21	+ 32	+ 16
Italie	+ 15	+ 42	+ 38	+ 40
Belgique <sup>(2)</sup>	+ 40	+ <sup>(3)</sup>	+ 50	+ <sup>(3)</sup>
Luxembourg	+ 94	+ 57	+ 64	+ 17

\* L'enquête recouvre la plupart des activités industrielles; cependant, ne sont, en général, pas compris les investissements des entreprises publiques telles que : chemins de fer, postes, électricité. La notion d'investissement correspond à celle de la comptabilité nationale.

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des industries extractives.

<sup>(2)</sup> A l'exclusion des industries extractives et alimentaires.

<sup>(3)</sup> Les prévisions sont exprimées sous forme d'indications qualitatives de tendance.



révisés en baisse dans les prochains mois, il n'y aurait nullement lieu de s'inquiéter; en effet, en 1970, le taux d'investissement, c'est-à-dire la part des investissements des entreprises (construction résidentielle non comprise) dans le produit national brut, a atteint dans tous les pays membres, sauf en Italie, son niveau le plus élevé depuis la création du Marché commun.

Le développement des *investissements en construction* restera appréciable en 1971. Dans tous les pays membres, les dépenses de construction des administrations publiques seront en augmentation sensible, si l'on en juge d'après les prévisions budgétaires; dans certains pays membres, notamment en France et aux Pays-Bas, une reprise peut également être escomptée dans la construction résidentielle. L'Italie fait exception à cet égard; la construction pourrait même y marquer un recul, par suite de la faiblesse de la demande de construction du secteur privé.

Des impulsions de nouveau un peu plus vives pourraient émaner des *investissements sous forme de stocks*, qui ont eu, en 1970, une incidence nettement modératrice sur l'activité économique. En effet, le processus de déstockage des matières premières et demi-produits pourrait prendre fin, tandis que, dans la plupart des pays membres, le commerce, en particulier, pourrait de nouveau porter à un niveau normal ses stocks fortement amenuisés de biens de consommation.

La *consommation privée* restera, en tout cas, nettement orientée à l'expansion, bien que, pour la Communauté considérée dans son ensemble, il faille s'attendre à une évolution un peu plus modérée. Il y a tout lieu de penser que la hausse des salaires, qui, en 1970, a eu pour effet d'entraîner dans tous les pays membres un accroissement extrêmement important des revenus, accusera progressivement un léger ralentissement. La propension à l'épargne pourrait, de surcroît, augmenter dans plusieurs pays membres de la Communauté, notamment en Allemagne et en Italie. En Allemagne, le revenu disponible des ménages bénéficiera encore d'une impulsion supplémentaire émanant de la suppression, au milieu de l'année, de la surtaxe conjoncturelle frappant les salaires et les revenus.

L'offre ne progressera vraisemblablement qu'à un rythme relativement modéré. Ce sera, en particulier, le cas de la *production industrielle* de la Communauté, qui, pour l'ensemble de

l'année 1971, ne dépassera sans doute que de 4 à 4 ½ % son niveau de l'année précédente. Le taux de croissance, de 1970 à 1971, du produit brut de la Communauté en termes réels n'atteindrait approximativement que 4 ½ %.

Ainsi qu'il a déjà été signalé, les *importations*, considérées dans leur ensemble, devraient perdre de leur dynamisme au cours des prochains mois. Leur croissance pourrait néanmoins dépasser sensiblement celle de la production intérieure, et sans doute aussi celle des exportations, ce qui pourrait contribuer à une nouvelle diminution du solde extérieur de la Communauté (en termes de comptabilité nationale). Cette évolution serait due en partie à la détérioration probable des termes de l'échange, notamment du fait de l'enchérissement sensible des importations de produits pétroliers, qui représentent une part relativement importante des importations globales de la Communauté.

En dépit de l'atténuation des tensions entre la demande et l'offre, le climat des *prix* pourrait rester défavorable dans la plupart des pays membres, par suite surtout de l'augmentation toujours très forte des coûts salariaux et de la nécessité de plus en plus impérieuse d'adapter les tarifs publics au niveau plus élevé des coûts. En particulier, les prix à la consommation, qui ne réagissent, en général, qu'avec un retard considérable à une modification de la conjoncture, n'accuseront pas encore, dans le proche avenir, un infléchissement bien sensible de leur tendance à la hausse. En moyenne annuelle, le niveau des prix à la consommation, pour l'ensemble de la Communauté, pourrait augmenter à peu près dans la même mesure qu'en 1970, soit de 4 ½ %. Aux Pays-Bas et en Belgique, le mouvement pourrait même se révéler beaucoup plus rapide que l'année précédente.

## Principales mesures de politique conjoncturelle

*Février :*

— Lors de sa session des 8 et 9 février, le Conseil adopte un plan pour la réalisation par étapes, au cours des dix prochaines années, d'une union économique et monétaire dans la Communauté. Dans ce contexte le Conseil adopte :

- *une décision relative au renforcement de la coordination des politiques économiques à court terme des Etats membres. Cette décision prévoit que le Conseil tient par an trois sessions pour examiner la situation économique dans la Communauté et pour arrêter, sur proposition de la Commission, les orientations quant à la politique économique à court terme à suivre par la Communauté et par chaque Etat membre afin de parvenir à une évolution économique harmonieuse;*
- *une décision relative au renforcement de la collaboration entre les Banques centrales des Etats membres de la Communauté. Aux termes de cette décision, les Banques centrales sont invitées, dans les limites de leurs compétences et dans le cadre de leurs responsabilités propres, à coordonner, au sein du Comité des Gouverneurs, leur politique en*  
*matière monétaire et de crédit, à établir des lignes générales de conduite à tenir par chacune d'elles, notamment en ce qui concerne l'évolution de la liquidité bancaire, les conditions de la distribution du crédit et le niveau des taux d'intérêt;*
- *une décision portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme, au fonctionnement duquel les Etats membres se déclarent prêts à consacrer des crédits pour un montant de deux milliards d'unités de compte à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1972.*
- *Le Conseil adopte aussi, au cours de la même session, le troisième programme de politique économique à moyen terme, pour la période 1971-1975, programme qui, pour la première fois, fixe des orientations quantitatives pour l'évolution économique à moyen terme.*

TABLEAU 1 : Données de base pour 1969

	Communa- auté	Alle- magne	France	Italie	Pays-Bas	Bel- gique	Luxem- bourg ( <sup>1</sup> )
Superficie totale (1000 km <sup>2</sup> )	1 167,5	248,5	551,2	301,2	33,5	30,5	2,6
Population totale (1000)	188 147	60 842	50 345	54 090	12 873	(9 660)	(337)
Densité par km <sup>2</sup>	161	245	91	176	384	(317)	(129)
Population active occupée	74 196	26 822	19 967	18 871	4 625	3 772	138,8
Répartition en % de la population active civile occupée par grands secteurs d'activité							
— Agriculture	13	9,5	15,0	21,3	7,4	5,1	12,1
— Industrie	44	48,2	40,6	42,7	40,2	42,5	45,3
— Services	43	42,3	44,4	36,0	52,4	52,4	42,6
Répartition en % du produit intérieur brut :							
— Agriculture	.	4,3	5,8	11,3	7,0	5,3	5,3
— Industrie	.	52,1	47,7	38,9	41,6	41,6	52,0
— Services	.	43,6	46,5	49,8	51,4	53,1	42,7
Répartition des principaux agrégats en % du produit intérieur brut :							
— Consommation privée	.	55,4	60,5	63,4	56,1	62,6	59,3
— Consommation publique	.	15,6	12,3	13,4	15,7	14,2	11,8
— Formation brute de capital fixe	.	24,3	25,4	20,5	25,6	21,4	22,9
— Exportations totales	.	23,5	14,5	20,5	45,1	41,7	78,6
— Importations totales	.	21,0	15,2	18,1	45,2	41,5	73,2

<sup>(1)</sup> 1968

TABLEAU 2 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	Variation en volume par rapport à l'année précédente (en %)					Indice en volume 1963 = 100
	1965	1966	1967	1968	1969	1969
Produit brut	+ 4,9	+ 4,3	+ 3,2	+ 5,9	+ 7,1	136
Production industrielle	+ 4,1	+ 5,0	+ 1,4	+ 8,8	+ 11,6	144
Importations de marchandises	+ 5,0	+ 6,8	+ 0,6	+ 11,5	+ 16,0	156
Consommation privée	+ 5,0	+ 4,7	+ 3,7	+ 4,9	+ 6,9	134
Formation brute de capital fixe	+ 3,2	+ 4,5	+ 1,0	+ 7,1	+ 9,6	140
Exportations de marchandises	+ 11,0	+ 8,4	+ 7,7	+ 13,1	+ 6,9	171
Echanges intracommunautaires de marchandises (base importations)	+ 12,2	+ 10,9	+ 6,1	+ 18,9	+ 22,6	218
Produit brut par tête	+ 3,6	+ 3,4	+ 2,6	+ 5,3	+ 6,3	129

## Communauté

**TABLEAU 3 : Principaux indicateurs mensuels**

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Production industrielle (1963 = 100)	1968	120	126	131	133	121	130	119	106	136	141	148	146
	1969	138	142	146	150	151	152	135	115	145	150	158	154
	1970	150	156	160	160	163	157	142	118	155	160	166	160
Importations de marchandises en provenance des pays non membres (c.a.f. : Mio u.c.)	1968	2 694	2 606	2 811	2 709	5 408		2 850	2 608	2 790	2 991	3 061	3 008
	1969	3 175	2 793	3 105	3 283	3 321	3 376	3 259	2 858	3 365	3 637	3 407	3 636
	1970	3 664	3 397	3 608	3 959	3 735	4 000	3 780	3 376	3 812	3 892	4 099	4 280
Exportations de marchandises vers les pays non membres (f.o.b. : Mio u.c.)	1968	2 781	2 771	3 025	2 848	5 323		3 206	2 772	2 784	3 297	3 171	3 286
	1969	2 886	2 745	3 261	3 306	3 295	3 296	3 584	2 801	3 225	3 729	3 425	3 658
	1970	3 285	3 349	3 742	3 828	3 589	3 949	3 984	3 322	3 703	4 099	3 853	4 432
Solde de la balance commerciale (Mio u.c.)	1968	+ 87	+ 165	+ 214	+ 139	- 85		+ 356	+ 164	- 6	+ 306	+ 110	+ 278
	1969	- 289	- 48	+ 156	+ 23	- 26	- 80	+ 325	- 57	- 140	+ 92	+ 18	+ 22
	1970	- 379	- 48	+ 134	- 131	- 146	- 51	+ 204	- 54	- 109	+ 207	- 246	+ 152
Echanges commerciaux entre les pays membres (Mio u.c.)	1968	2 123	2 162	2 371	2 287	4 248		2 479	2 085	2 409	2 773	2 658	2 724
	1969	2 696	2 727	3 057	3 043	3 013	3 101	3 157	2 415	3 089	3 554	3 144	3 242
	1970	3 140	3 234	3 604	3 782	3 247	3 861	3 655	2 949	3 719	3 900	3 847	3 830

### REMARQUES CONCERNANT LES GRAPHIQUES ET LES TABLEAUX

Sources : Communauté : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.).

Allemagne : O.S.C.E. ; Statistisches Bundesamt.

France : O.S.C.E.

Italie : Relazione generale sulla situazione economica del Paese (1969).

Pays-Bas : O.S.C.E. ; Ministerie van Sociale Zaken en Volksgezondheid ; Centraal Bureau voor de Statistiek.

Belgique : O.S.C.E. ; Ministère de l'Emploi et du Travail.

Luxembourg : O.S.C.E.

Conversion en unités de compte (1 u.c. = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar U.S.) sur la base des cours de change officiels.

#### Graphique 1

— Moyennes mobiles sur trois mois des indices corrigés des variations saisonnières (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs).

#### Graphique 2

— Moyennes mobiles sur trois mois de la valeur, corrigée des variations saisonnières, des échanges commerciaux entre les pays membres de la C.E.E., d'après les statistiques douanières d'importation.

#### Graphique 3

— Moyennes mobiles sur trois mois de la valeur, corrigée des variations saisonnières, des exportations (f.o.b.) vers les pays non membres et des importations (c.a.f.) en provenance de ceux-ci, d'après les statistiques douanières.

#### Graphique 4

— Total des réserves brutes d'or et de devises détenues par les autorités monétaires des pays de la Communauté à la fin de chaque mois.

Tableau 1

- Population totale au milieu de l'année; pour l'Allemagne, moyenne annuelle estimée; pour l'Italie, moyenne annuelle.
- Population active, résidente et occupée au milieu de l'année; pour l'Allemagne, moyenne annuelle estimée; pour l'Italie, moyenne annuelle à l'exclusion des personnes provisoirement émigrées.
- Part de l'agriculture, de l'industrie et des services au coût des facteurs; pour le Luxembourg, chiffres de l'année 1967.
- Part des principaux agrégats dans le produit intérieur brut aux prix du marché.
- Exportations et importations totales: biens, services et revenus de facteurs.

Tableau 2

- Production industrielle: indice de l'Office statistique des Communautés européennes, sans la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs.
- Importations (c.a.f.) en provenance des pays non membres de la C.E.E., d'après les statistiques douanières. Exportations (f.o.b.) vers les pays non membres de la C.E.E., d'après les statistiques douanières.
- Echanges commerciaux entre les pays membres de la C.E.E., d'après les statistiques douanières d'importation.

Tableau 3

- Voir les remarques du tableau 2.



**II. LA SITUATION DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ**





## A. Allemagne

*La croissance de l'économie allemande a subi un net ralentissement au cours des derniers mois. Un meilleur équilibre s'est établi entre l'offre et la demande. La propension à investir des entreprises, en particulier, a constitué un facteur d'expansion moins dynamique. En revanche, l'augmentation des dépenses de consommation est demeurée très forte. Les tendances à la normalisation du climat conjoncturel n'ont pas eu, jusqu'à présent, d'incidence notable sur les salaires et les prix, et les comportements inflationnistes ont persisté.*

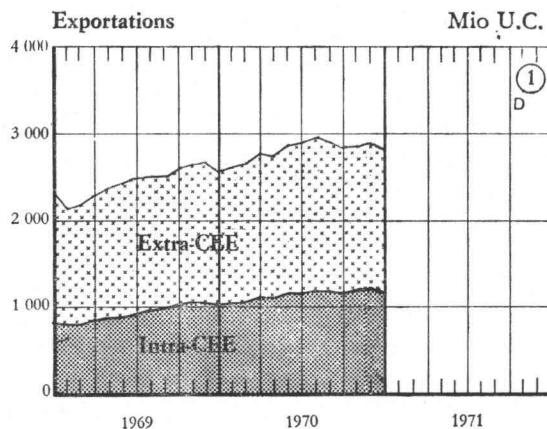
*Dans l'hypothèse où l'évolution des salaires et des prix ne réagirait pas à bref délai à l'infléchissement de la conjoncture, les perspectives de croissance économique pourraient être sérieusement compromises. Il semble, en effet, que dans la situation actuelle un réel assouplissement de la politique économique restrictive suppose nécessairement l'apparition d'une nette tendance à une plus grande stabilité de l'économie.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

La conjoncture allemande a continué de se modérer durant les derniers mois. Cette évolution a été particulièrement nette dans l'industrie, où l'on a observé une diminution du degré — jusqu'alors extrêmement élevé — d'utilisation des capacités, ainsi qu'une réduction de la durée d'activité garantie par les commandes en carnet. D'une façon générale, la conjoncture a eu tendance à se différencier davantage d'un secteur à l'autre. Cependant, aucune réaction de quelque importance des salaires et des prix au changement du climat conjoncturel n'a été enregistrée jusqu'à présent. La hausse des prix est demeurée très vive, tant au stade de la production qu'au niveau de la consommation privée, du fait surtout que l'augmentation des salaires a dépassé de beaucoup les progrès de la productivité.

Les exportations n'ont pas imprimé d'impulsions plus vives à l'activité économique au cours des derniers mois. Abstraction faite des fluctuations saisonnières, elles ne se sont accrues, pour la période novembre - janvier, que de 0,7 % en valeur par rapport aux trois mois précédents; en volume, elles ont même accusé une légère diminution. Le développement des ventes aux

autres pays de la Communauté s'est révélé, ces derniers temps, plus rapide que celui des exportations globales. Les livraisons aux pays de



l'A.E.L.E. n'ont pas non plus évolué de façon défavorable au cours des derniers mois. Quant aux ventes aux Etats-Unis, elles ont plafonné à un niveau élevé.

L'expansion de la demande intérieure a continué de s'affaiblir pendant les derniers mois. Cette évolution a tenu essentiellement à celle des investissements d'équipement. En raison de

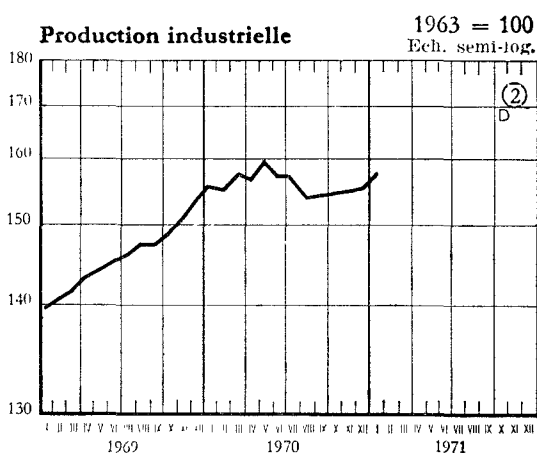
perspectives de vente moins favorables et d'une forte diminution de leurs marges bénéficiaires, les entreprises n'ont plus développé leurs investissements autant qu'au premier trimestre de 1970, encore que le ralentissement qui en est résulté ne représente rien de plus qu'une normalisation. Il semble, en revanche, que l'expansion des *investissements sous forme de construction* se soit encore légèrement accélérée. Si tel est surtout le cas de la construction de logements et des travaux publics, même les investissements en construction des entreprises ont continué de montrer un certain dynamisme.

La consommation a joué un rôle de plus en plus important en tant que facteur de l'expansion économique. Durant les derniers mois, la *consommation privée* a ressenti très fortement les effets de l'accroissement des revenus. En janvier, le niveau des traitements et des salaires conventionnels dans l'ensemble de l'économie, calculé sur base horaire, accusait encore une hausse de 13,8 % par rapport à février 1970. Toutefois, l'écart entre les salaires conventionnels et les gains effectifs s'est quelque peu réduit au cours des mois écoulés, du fait notamment de la diminution du nombre d'heures supplémentaires. Par ailleurs, la propension à l'épargne, qui s'était nettement modérée durant le premier semestre de 1970, a récemment recommencé de s'accroître.

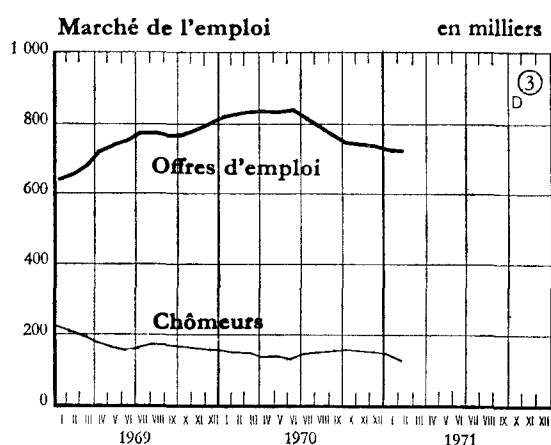
Du côté de l'offre, le rythme de la production s'est ralenti. La *production industrielle* n'a plus augmenté que faiblement depuis le milieu de l'année passée. Alors qu'au début cette quasi-

joue maintenant un rôle plus déterminant à cet égard. Dans l'ensemble, le degré d'utilisation des capacités de production s'est normalisé, et des cas de sous-utilisation ont même été enregistrés çà et là. Abstraction faite des fluctuations saisonnières, la production s'est accrue de 1,3 % de novembre à janvier, par rapport aux trois mois précédents. Quant à la progression d'une année à l'autre, elle n'a atteint que 2,3 %. Comme, dans le même intervalle d'un an, le nombre de personnes occupées a augmenté de 1,8 %, il s'ensuit que les progrès de la productivité par personne occupée ont été très faibles. En revanche, il semble que les autres secteurs d'activité, et en particulier les services, aient encore bénéficié d'une expansion relativement forte.

Sur le *marché de l'emploi*, le processus de détente ne s'est développé que progressivement. A la fin de février, le taux de chômage s'établissait, comme un an plus tôt, à 1,2 %. Jusqu'à ces tout derniers temps, l'afflux de travailleurs étrangers est demeuré relativement important. Comme il est indiqué plus haut, l'affaiblissement de l'expansion s'est surtout traduit par une réduction du nombre d'heures supplémentaires, qui était auparavant extrêmement élevé. De plus, le ralentissement conjoncturel, différencié selon les secteurs, a entraîné çà et là du chômage partiel; à la mi-février, le nombre de travailleurs à temps réduit atteignait 63 000. Le signe le plus marquant du changement de climat sur le

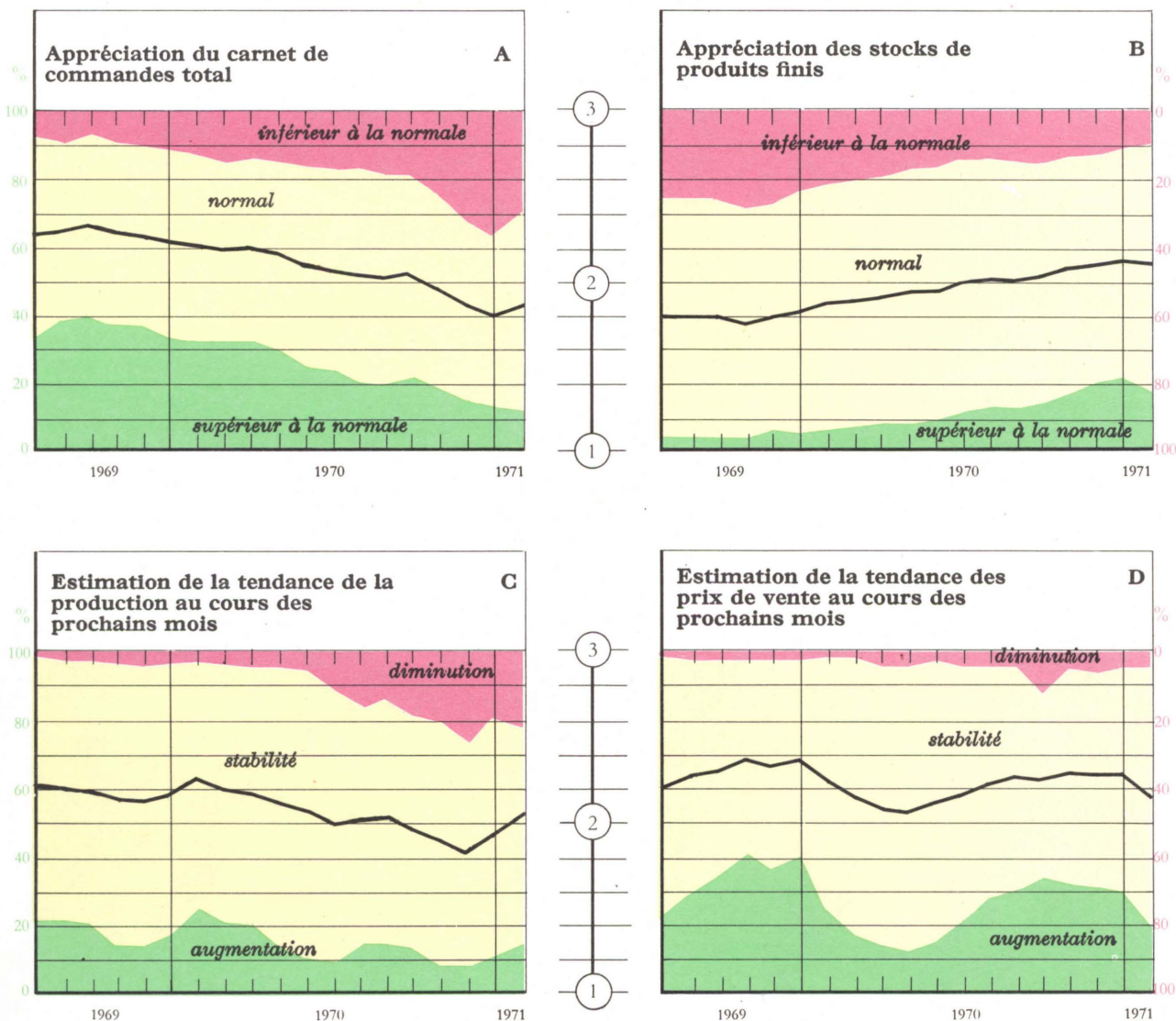


stagnation tenait surtout à l'existence de goulots d'étranglement au niveau des capacités de production, il semble que l'évolution de la demande



marché de l'emploi est le fléchissement de la demande de main-d'œuvre dans l'industrie. En revanche, les besoins de personnel n'ont pas diminué dans le secteur des services. Au total, et si l'on fait abstraction des fluctuations saisonnières,

# OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE



Réponses aux questions de l'enquête de conjoncture C.E.E., effectuée en Allemagne (R.F.) par l'I.F.O.

GRAPHIQUES A, B, C et D : Les trois zones, verte, jaune et rouge, représentent l'évolution des pourcentages des trois réponses possibles à la question posée.

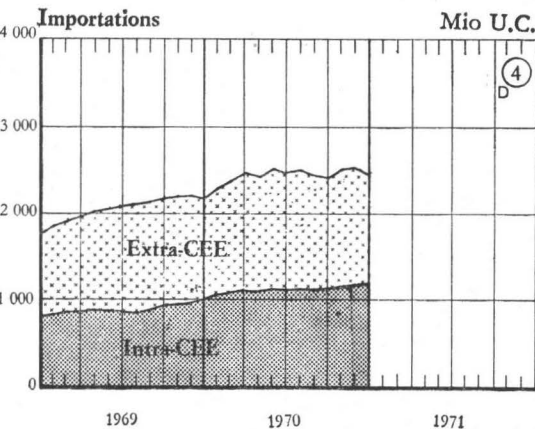
Les courbes en noir, dont l'échelle se trouve entre les deux graphiques, représentent l'évolution de la somme des pourcentages pondérés par :

- 0,03 pour les réponses : « supérieur à la normale », ou « augmentation »;
- 0,02 pour les réponses : « normal », ou « stabilité »;
- 0,01 pour les réponses : « inférieur à la normale », ou « diminution ».



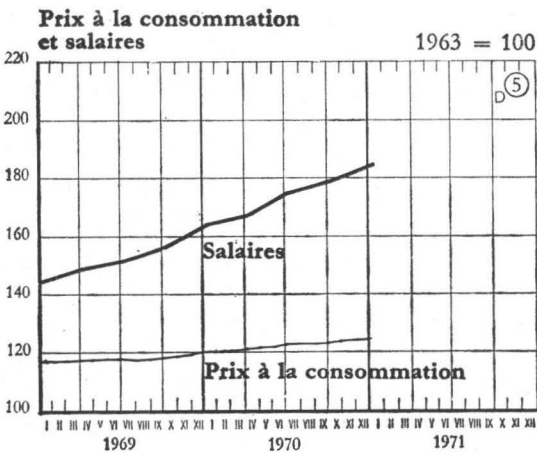
res, il y avait toujours, à fin février, cinq emplois vacants pour un chômeur. Or, au printemps de 1970, époque où les tensions conjoncturelles sur le marché du travail avaient atteint le plus d'intensité, on avait compté temporairement 6,5 emplois vacants pour un chômeur.

Malgré la tendance à la normalisation du rapport entre l'offre et la demande sur les marchés intérieurs, la croissance des *importations* est demeurée relativement forte durant les derniers mois. Si ce résultat a tenu, pour une part, à l'augmentation toujours aussi rapide des impor-

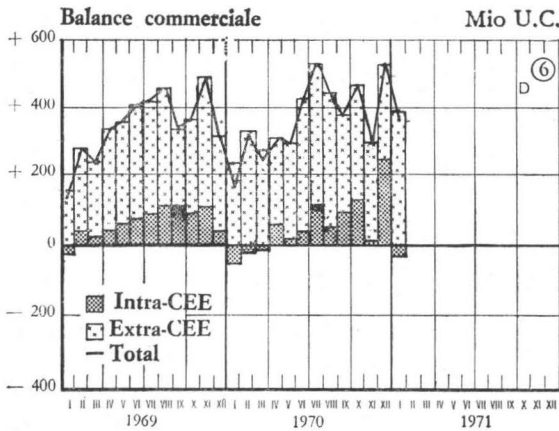


tations de produits alimentaires, la cause essentielle en a été la persistance d'une expansion conjoncturelle appréciable des importations de biens d'investissement et de biens de consommation durables. Il semble que depuis quelque temps le développement des importations soit stimulé, non plus seulement par de meilleures possibilités de livraison des fournisseurs étrangers, mais aussi par des prix plus compétitifs. Au cours de la période novembre-janvier, abstraction faite des fluctuations saisonnières, les importations se sont accrues de 4,2 % en valeur par rapport aux trois mois précédents.

La hausse des *prix* est demeurée rapide. Une nouvelle et vigoureuse poussée des prix à la production a été enregistrée au début de l'année. Au mois de février, l'indice des prix des produits industriels, au stade du producteur, dépassait de 4,9 % son niveau de février 1970. Quant aux prix à la consommation, leur tendance à la hausse ne s'est pas modérée au cours des derniers mois. En février, ils accusaient une augmentation de 4,3 % en comparaison annuelle.

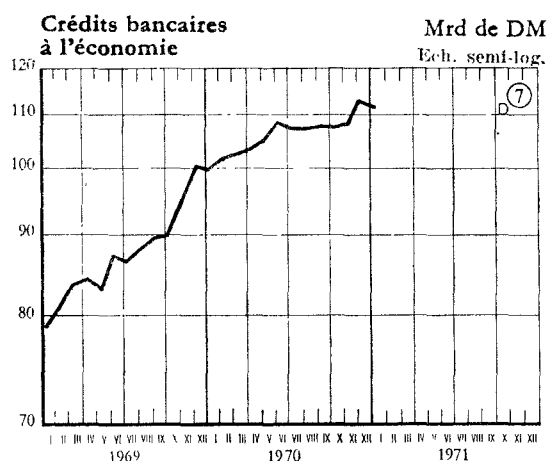


L'*excédent du commerce extérieur* est demeuré élevé. Bien qu'il ait été absorbé en grande partie par des transferts, notamment par les versements effectués dans leur pays d'origine par les travailleurs étrangers occupés dans la République fédérale, la balance des paiements courants s'est soldée, pour la période novembre-janvier, par un surplus de près d'un milliard de marks, contre 200 millions pour les trois mois précédents. Tandis que de nouvelles sorties de capitaux à long terme ont été enregistrées, l'écart persistant existant entre l'Allemagne et l'étran-



ger quant aux taux d'intérêt et au degré de liquidité a suscité un important afflux de capitaux à court terme, qui s'est notamment reflété dans les postes résiduels de la balance des paiements. Les avoirs en devises de la Bundesbank et des banques commerciales ont augmenté, au total, de 6,8 milliards de marks au cours de la période novembre-janvier.

Jusqu'à ces derniers temps, l'*évolution monétaire* a été franchement orientée à l'expansion,



du fait notamment de l'important afflux de liquidités en provenance de l'étranger. En janvier, la masse monétaire accusait un accroissement de plus de 20 % par rapport à janvier 1970. Le crédit à long et à moyen terme accordé par les banques aux entreprises et aux particuliers a également augmenté dans une mesure notable. De même, les administrations publiques ont élargi leurs recours au crédit bancaire, en raison de moins-values fiscales. Au total, les opérations de trésorerie du Bund se sont soldées, pour la période novembre-janvier, par un excédent moins élevé qu'un an auparavant.

### Emplois et ressources de biens et services

	1968 <sup>(1)</sup>	1969 <sup>(1)</sup>		1970 <sup>(1)</sup>		1971 <sup>(2)</sup>
	Aux prix cou- rants, en milliards de DM	Variation par rapport à l'année précédente, en %				
		Volume ( <sup>4</sup> )	Valeur	Volume ( <sup>4</sup> )	Valeur	Volume ( <sup>5</sup> )
Exportations <sup>(3)</sup>	123,8	+ 12,6	+ 14,5	+ 9,0	+ 11,9	+ 6
Formation brute de capital fixe	124,8	+ 12,1	+ 17,2	+ 10,7	+ 23,1	+ 3
Consommation des administrations	84,4	+ 4,2	+ 11,7	+ 2,9	+ 12,8	+ 4½
Consommation des ménages	301,1	+ 8,0	+ 10,8	+ 7,3	+ 11,4	+ 4½
Produit national brut	538,9	+ 8,1	+ 11,9	+ 4,9	+ 12,6	+ 3
Importations <sup>(3)</sup>	106,2	+ 16,7	+ 19,4	+ 16,1	+ 15,9	+ 7

(1) Statistisches Bundesamt, Wirtschaft und Statistik, Nr. 2/1971.

(2) Prévisions des services de la Commission.

(3) Biens, services et revenus de facteurs.

(4) Au prix de 1962.

(5) Aux prix de l'année précédente.

#### Remarques générales :

(a) Les différence entre les données relatives aux ressources, d'une part, et celles qui concernent les emplois, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

(b) Les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

Le *marché des capitaux* a été caractérisé, jusqu'au début de l'année, par une baisse sensible des taux d'intérêt. Sur le marché des valeurs à revenu fixe, notamment, le climat s'est nettement modifié en ce qui concerne les placements et l'évolution des taux d'intérêt. Alors que les taux d'intérêt diminuaient, l'afflux de capitaux vers le marché des valeurs à revenu fixe s'est accru sensiblement, de nombreux investisseurs ayant cherché à se procurer, pendant qu'il était encore temps, des valeurs émises à un taux plus rémunérateur. La détente a gagné le marché des actions, mais le redressement des cours observé sur ce dernier est resté limité en raison de l'amenuisement prévisible des bénéfices des entreprises.

## 2. Les perspectives

L'ampleur et le rythme actuels du processus de détente permettent d'escompter que la normalisation de l'évolution économique se poursuivra. Si, contre toute attente, le danger de tendances récessives devait néanmoins apparaître dans le courant de l'année, la politique conjoncturelle disposerait d'un potentiel d'expansion considérable.

Il semble bien que la *demande étrangère* donnera, dans les prochains mois, de nouvelles impulsions à l'activité économique. Les entrées de commandes émanant de l'étranger étaient même de nouveau en légère progression durant les derniers mois. De plus, les entreprises pourraient renforcer à nouveau leur effort d'exportation au cas où leurs perspectives de vente sur le marché intérieur deviendraient moins favorables. L'évolution prévisible de la demande dans les pays partenaires et sur les marchés mondiaux offrent sans conteste une marge d'expansion pour les exportations. En particulier, un redressement de la conjoncture aux Etats-Unis pourrait y avoir une incidence sur les livraisons en provenance de la République fédérale.

Les *investissements* joueront, en 1971, un rôle décisif pour l'évolution ultérieure de la conjoncture. Certes, la réduction du taux d'imposition des investissements, ramené de 6 à 4 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la réintroduction des possibilités d'amortissement dégressif au début de février, ainsi que la suppression, pour le milieu de l'année, du supplément « conjoncturel » perçu sur

l'imposition des revenus et des sociétés, sont autant d'éléments favorables à l'amélioration du climat des investissements. Néanmoins, il faut plutôt s'attendre, dans les premiers temps, à un nouvel affaiblissement de la propension des entreprises aux investissements d'équipement, sous l'effet direct d'une pression accrue des coûts et de perspectives de vente moins favorables. A cela s'ajoute que la pression exercée par les capacités disponibles influera sans doute davantage sur les décisions d'investissement de certaines entreprises. Il faut toutefois observer qu'après plusieurs années d'une expansion exceptionnellement vigoureuse, un fléchissement passager de l'activité d'investissement n'est guère préoccupante tant qu'il ne prend pas les proportions d'un autorenforcement de la récession. A cet égard, il ne faut pas oublier dans ce contexte que la part des investissements des entreprises, construction résidentielle non comprise, dans le produit national brut (taux d'investissement) a atteint un niveau record en 1970, de sorte que 1971 pourrait être, pour les entreprises, une année de consolidation et de rationalisation interne. Par ailleurs, les investissements d'équipement des secteurs non industriels devraient encore montrer un développement appréciable. Les investissements sous forme de construction exerceront également un effet expansif sur l'évolution économique. Ce sera notamment le cas pour la construction de logements, mais aussi pour le secteur du génie civil, qui dispose manifestement de capacités considérables, et où les prévisions budgétaires actuelles, assez nettement orientées à l'expansion, laissent prévoir que les investissements des administrations publiques donneront des impulsions sensibles à la conjoncture.

Les *dépenses de consommation* conserveront certainement durant les prochains mois leur rythme de croissance relativement rapide. Une légère accélération pourrait même être observée dans le secteur des administrations publiques. Pour la consommation des ménages, les indicateurs les plus récents laissent également prévoir la persistance d'une vive expansion, en dépit d'un certain ralentissement. Les revenus disponibles des salariés, qui constituent un facteur déterminant de l'évolution de la consommation, étaient toujours, ces derniers temps, en forte augmentation. Pendant les prochains mois, l'accroissement des gains effectifs ne devrait se modérer que progressivement. Par ailleurs, la situation des reve-

nus des ménages sera améliorée, durant l'été, par la suppression du supplément « conjoncturel » perçu sur l'imposition du revenu. En revanche, la propension croissante à l'épargne pourrait exercer un effet modérateur sur la consommation.

L'évolution de la *production* est particulièrement difficile à prévoir en cette période de relative instabilité de la conjoncture. Dans l'ensemble, les services de la Commission s'attendent, pour les prochains mois, à une légère tendance à l'expansion de la production industrielle, tan-

dis que, dans le secteur des services, l'offre accusera sans doute une progression rapide, sous l'influence de l'évolution des revenus. Le taux de croissance du produit national brut en termes réels pourrait ainsi atteindre un peu plus de 3 %.

Dans un tel contexte, l'accélération du développement des *importations* sera très limitée; elle devrait porter principalement sur les biens de consommation.

Les *prix* ne devraient s'adapter que progressivement, au cours des prochains mois, aux change-

Le budget de l'Etat (1)

	1970		1971	1970	1971
	Budget initial	Résultats initial	Budget initial		
	en milliards de DM			Variations en % par rapport au budget initial de l'année précédente	
Dépenses (2)	89,3	87,2	100,1	+ 8,2	+ 12,1
dont :					
— dépenses courantes	73,3	71,1	80,6	+ 8,5	+ 10,1
— dépenses en capital (3)	16,1	16,0	19,5	+ 7,0	+ 21,4
Recettes	90,5	88,2	96,3	+ 15,1	+ 6,4
dont :					
— impôts directs	30,6	28,4	32,1	+ 59,8	+ 4,9
— impôts indirects	55,8	55,4	59,2	+ 1,0	+ 6,3
Solde (2)	+ 1,1	+ 1,0	- 3,9	—	—

(1) Budget du Bund.

(2) Non compris l'amortissement de la dette.

(3) Y compris les participations et prêts.

Remarque:

Les chiffres présentés dans ce tableau résultent de la transposition des données budgétaires nationales dans un cadre communautaire.



ments survenus dans l'évolution de l'offre et de la demande. Ce n'est que pour plus tard que l'on pourrait espérer, dans ce domaine, une réelle amélioration, qui s'amorcerait alors au niveau des producteurs. Pareille évolution supposerait toutefois une stabilisation des coûts salariaux par unité produite.

Dans le précédent rapport trimestriel, les services de la Commission avaient déjà fait observer que, dans la phase de transition que traverse la conjoncture, et qui est caractérisée par une tendance à l'affaiblissement de l'expansion de la demande, une poussée vigoureuse des salaires et des prix risquerait d'entraîner une détérioration sensible du climat conjoncturel. Ils avaient souligné, à ce propos, l'urgente nécessité, pour les partenaires sociaux, de ne plus formuler, en matière de salaires et de prix, que des revendications répondant aux impératifs de l'économie générale. Or si, dans certains secteurs, et notamment dans la fonction publique, les accords salariaux les plus récents semblent mieux tenir compte des tendances actuelles de l'évolution économique, il faut néanmoins s'attendre, pour d'autres secteurs, à des majorations de salaires dépassant de beaucoup ce qu'il serait possible d'accorder de ce point de vue.

Dans ces conditions, le Gouvernement fédéral et la Bundesbank — conformément aux vues de la Commission — n'ont pas jugé opportun de donner à leur *politique de conjoncture* une orientation moins restrictive. Compte tenu des décisions budgétaires qui ont été prises, notamment dans le domaine des investissements publics, on dispose de toute manière, en matière de finances publiques, d'un important potentiel d'expansion. Mais la gestion budgétaire devrait, dans les premiers temps, demeurer très prudente, eu égard notamment aux impulsions qui émaneront de toute manière des allègements fiscaux déjà mentionnés. S'il devait apparaître ultérieurement, notamment au regard de l'évolution des investissements, que l'affaiblissement de l'activité économique dépasse la mesure d'une simple normalisation, il serait toujours possible d'envisager des mesures de soutien de la conjoncture. Celles-ci devraient viser non pas tant à stimuler directement les investissements privés, qui s'étaient fortement développés en 1969 et en 1970, mais plutôt à promouvoir les investissements des administrations publiques, qui avaient régressé durant cette période du fait des restrictions budgétaires. Le financement des dé-

penses supplémentaires du Bund et des Länder ne devrait pas poser de problèmes majeurs à cet égard, puisqu'il est possible de recourir à cet effet au fonds de réserve conjoncturelle constitué dans le cadre de la politique de stabilisation et que le marché financier devrait disposer de capitaux plus abondants. Il faudrait cependant veiller également à ce que les communes puissent disposer des moyens nécessaires au financement de leurs investissements.

Bien que la persistance des tendances inflationnistes justifie le maintien d'une politique monétaire restrictive durant les prochains mois, il faut cependant tenir compte du fait que les tendances qui ont amélioré, ces derniers temps, la situation des liquidités intérieures, grâce à l'afflux persistant de capitaux étrangers, resteront déterminantes pendant cette période, surtout dans l'hypothèse d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt sur les marchés internationaux. De nouveaux ajustements des instruments de la politique des taux d'intérêt et des liquidités pourraient ainsi devenir nécessaires.

### **3. La situation économique à Berlin-Ouest**

Au cours de l'année écoulée, l'évolution économique à Berlin a été caractérisée par la persistance du plein-emploi et d'une vive expansion. Suivant de premiers résultats, encore provisoires, le produit intérieur brut accuserait un taux de croissance annuelle de 4,1 % en termes réels et de 11,0 % en valeur. La détente conjoncturelle s'opère, dans l'ensemble, au même rythme que sur le territoire fédéral; si certains indices donnent à penser qu'à Berlin ce rythme serait tout de même un peu plus rapide depuis le milieu de 1970, on ne peut cependant parler d'une réelle divergence.

L'évolution des *livraisons* de Berlin au reste du territoire fédéral est restée très nettement orientée à l'expansion, puisque leur taux de croissance s'est élevé à 10 %. Ce n'est qu'au dernier trimestre de l'année dernière et au cours des premiers mois de l'année 1971 que l'accalmie de la conjoncture s'est reflétée sur le rythme des livraisons. Le développement des exportations a été légèrement inférieur au taux enregistré pour le territoire fédéral; la part relative des exportations vers les pays de la C.E.E. a de nouveau augmenté.

L'évolution économique en 1970 a surtout été caractérisée par la vive expansion de la *formation brute de capital fixe*, bien que le fléchissement des investissements qui s'est dessiné au second semestre sur le territoire fédéral ait été assez fortement ressenti à Berlin. Le développement des investissements sous forme de construction a été entravé en 1970 par des conditions climatiques défavorables; l'importance des commandes en attente et des travaux en cours à la fin de l'année indique pourtant que la demande est restée très dynamique, notamment dans le secteur de la construction résidentielle.

L'évolution de la *consommation privée* a reflété tout au long de l'année la très forte augmentation des revenus disponibles. La consommation des administrations publiques a progressé davantage encore, du fait notamment des améliorations des traitements et salaires accordées dans la fonction publique.

Une détente de plus en plus prononcée s'est manifestée sur le *marché de l'emploi*. Le nombre d'offres d'emploi non satisfaites est en régression depuis le milieu de l'année; à fin février, il accusait une diminution de 27 % par rapport au chiffre enregistré un an auparavant. Le taux de chômage, en s'établissant à 1 %, n'a cependant augmenté que très légèrement par rapport à l'année précédente. Grâce à l'afflux persistant de main-d'œuvre, et notamment de travailleurs étrangers, le nombre de personnes occupées a de nouveau augmenté au cours de l'année écoulée. Le développement de la production s'est ralenti. La production industrielle ne s'est plus accrue que de 3,3 % en 1970.

Les *perspectives* d'évolution de l'économie berlinoise donnent à penser que la détente se poursuivra durant les prochains mois. Une assez forte diminution du degré d'utilisation des capacités pourrait être enregistrée dans certains secteurs de l'industrie des biens d'investissement, de même que dans l'industrie du vêtement; mais dans l'ensemble, grâce aux progrès réalisés au cours des dernières années sur le plan de l'intégration avec l'économie du territoire fédéral et des autres pays de la C.E.E., il n'y a pas lieu de s'attendre à un décalage notable du rythme de la conjoncture entre Berlin-Ouest et le territoire fédéral. En ce qui concerne la politique économique, le régime préférentiel accordé en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires a été amélioré depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971, en ce sens

qu'il est également tenu compte, désormais, de la valeur effectivement ajoutée sur le territoire de Berlin. En même temps, les préférences accordées en matière d'impôt sur les salaires ont été rendues plus équitables et plus claires pour les salariés.

## Principales mesures de politique conjoncturelle

### Novembre :

— A la mi-novembre, la Bundesbank ramène le taux de l'escompte de 7 à 6,5 % et le taux des avances sur titres de 9 à 8 %. En même temps, l'obligation de constituer des réserves minima sur l'accroissement des engagements des banques à l'intérieur a été supprimée avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 1970, tandis que le taux des réserves minima sur l'ensemble des engagements bancaires a été relevé de 15 %. Au total, il en résulte une légère réduction supplémentaire des liquidités bancaires.

— Le Conseil d'experts chargé d'émettre un avis sur l'évolution économique globale publie, le 19 novembre, son rapport pour l'année 1970.

### Décembre :

— La Bundesbank ramène le taux de l'escompte de 6,5 à 6 % et le taux des avances sur titres de 8 à 7,5 %, avec effet au 3 décembre.

### Janvier :

— Une majoration linéaire de 7 % des rémunérations est accordée, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, aux ouvriers et employés des services publics. Compte tenu d'une prime mensuelle supplémentaire de 27 marks versée uniformément à tous les travailleurs, les améliorations des salaires et traitements ainsi obtenues s'échelonnent entre 7,9 et 10,8 %, selon la catégorie. Les rémunérations des fonctionnaires doivent être augmentées à peu près dans les mêmes proportions, également avec effet au 1<sup>er</sup> janvier.

— Le Gouvernement fédéral publie, le 22 janvier, son rapport économique pour 1971, dans lequel il expose notamment ses objectifs de politique économique et financière pour 1971 (pro-

jection annuelle), ainsi que la politique économique et financière qu'il se propose d'appliquer pour les atteindre. Dans sa projection annuelle, qui se fonde sur les « Orientations relatives à l'évolution économique en 1971 » arrêtées le 22 octobre 1970, le Gouvernement fédéral se fixe pour objectif une augmentation de 3 à 4 % du produit national brut en termes réels.

#### *Février :*

— Le 12 février, le Bundestag vote le budget fédéral pour 1971. D'après les estimations les plus récentes, les recettes fiscales pour 1971 seront vraisemblablement inférieures de plus d'un milliard de marks au montant prévu dans le

projet de budget. Le volume des dépenses, soit 100,1 milliards de marks, reste inchangé. Au total, les dépenses doivent augmenter en 1971 de 12,1 % par rapport au budget de 1970, et de 14,9 % par rapport aux dépenses effectives de cette même année. Le montant des emprunts nets passera de 2,9 milliards à 3,9 milliards de marks.

#### *Mars :*

— La Bundesbank, dans le cadre de sa politique d'open market, relève de 0,25 %, au 9 mars 1971, le taux d'émission des bons du Trésor. Cette mesure annule l'abaissement de ce taux effectué en date du 17 février 1971.

# Allemagne

TABLEAU 1 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	1966	1967	1968	1969	1970	1970
	Variation en volume par rapport à l'année précédente (en %)					1963 = 100
Produit national brut	+ 2,9	- 0,3	+ 7,2	+ 8,1	+ 4,9	141
Production industrielle	+ 2,5	- 2,4	+ 9,5	+ 10,4	+ 5,7	149
Importations totales	+ 2,6	- 1,3	+ 14,6	+ 16,7	+ 16,1	200
Consommation privée	+ 3,7	+ 0,6	+ 4,0	+ 8,0	+ 7,3	141
Consommation publique	+ 2,1	+ 3,3	- 0,1	+ 4,2	+ 2,9	118
Formation brute de capital fixe	+ 0,9	- 8,4	+ 8,0	+ 12,1	+ 10,7	145
Exportations totales	+ 10,7	+ 8,5	+ 13,0	+ 12,6	+ 9,0	198
Produit national brut par tête	+ 1,8	- 0,7	+ 6,6	+ 6,9	+ 3,7	134
Produit national brut par personne active occupée	+ 3,2	+ 2,7	+ 7,0	+ 6,2	+ 3,5	139
	Variation en valeur par rapport à l'année précédente (en %)					
Rémunération brute par salarié	+ 7,5	+ 3,4	+ 6,7	+ 9,6	+ 15,0	+ 178

TABLEAU 2 : Évolution des conditions de l'équilibre interne et externe de l'économie

	1966	1967	1968	1969	1970
Solde extérieur					
Mio. u.c.	+ 1 613	+ 4 063	+ 4 488	+ 3 906	+ 3 156
% du produit national brut	+ 1,3	+ 3,3	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,7
Taux de chômage	0,6	1,7	1,2	0,7	0,5
Prix de la consommation privée (variation par rapport à l'année précédente en %)	+ 3,5	+ 1,7	+ 1,8	+ 2,5	+ 3,8

TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variation par rapport à l'année précédente (en %)					1963=100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1965	1966	1967	1968	1969	1969	1969	1969
Exportations de marchandises								
Total	+ 10,3	+ 12,5	+ 8,0	+ 14,3	+ 16,9	199	29 053	100,0
Intra-C.E.E.	+ 6,7	+ 16,0	+ 9,4	+ 16,7	+ 23,9	212	11 571	39,8
Extra-C.E.E.	+ 12,4	+ 10,6	+ 7,2	+ 12,9	+ 12,8	191	17 481	60,2
Exportations de produits alimentaires, boissons, tabacs								
Total	+ 25,0	- 2,0	+ 26,9	+ 21,8	+ 27,0	290	836	2,9
Intra-C.E.E.	+ 22,6	+ 6,6	+ 61,2	+ 32,8	+ 31,0	447	496	1,7
Extra-C.E.E.	+ 26,6	- 7,3	+ 2,6	+ 9,4	+ 21,6	191	340	1,2
Exportations de matières premières et produits énergétiques								
Total	+ 3,4	+ 7,1	+ 1,3	+ 10,7	+ 4,2	131	1 635	5,6
Intra-C.E.E.	+ 4,1	+ 8,5	+ 1,5	+ 10,6	+ 5,4	132	1 009	3,5
Extra-C.E.E.	+ 2,3	+ 5,0	+ 0,4	+ 11,5	+ 2,4	129	627	2,1
Exportations de produits industriels finis et semi-finis								
Total	+ 10,1	+ 13,8	+ 6,6	+ 15,9	+ 17,5	203	26 581	91,5
Intra-C.E.E.	+ 5,3	+ 18,9	+ 4,7	+ 21,6	+ 25,8	220	10 066	34,6
Extra-C.E.E.	+ 12,7	+ 11,3	+ 7,6	+ 13,0	+ 13,0	194	16 515	56,9
Importations de marchandises								
Total	+ 19,6	+ 3,2	- 3,7	+ 16,1	+ 23,7	192	24 933	100,0
Intra-C.E.E.	+ 30,7	+ 4,2	- 1,0	+ 21,7	+ 30,0	250	10 862	43,6
Extra-C.E.E.	+ 13,6	+ 2,5	- 5,4	+ 12,5	+ 19,3	162	14 071	56,4
Importations de produits alimentaires, boissons, tabacs								
Total	+ 21,6	+ 2,4	- 4,2	+ 3,7	+ 16,7	156	4 333	17,4
Intra-C.E.E.	+ 28,0	+ 6,8	+ 0,1	+ 11,9	+ 26,8	212	2 045	8,2
Extra-C.E.E.	+ 18,1	- 0,1	- 6,9	- 1,9	+ 9,0	127	2 288	9,2
Importations de matières premières et produits énergétiques								
Total	+ 4,6	+ 2,8	- 0,6	+ 15,8	+ 12,2	162	5 825	23,3
Intra-C.E.E.	+ 8,8	+ 8,1	+ 9,4	+ 18,1	+ 23,3	218	1 195	4,8
Extra-C.E.E.	+ 3,9	+ 1,8	- 2,5	+ 15,3	+ 9,7	152	4 630	18,5
Importations de produits industriels finis et semi-finis								
Total	+ 27,2	+ 3,6	- 5,0	+ 21,1	+ 31,4	222	14 775	59,3
Intra-C.E.E.	+ 35,7	+ 2,8	- 3,0	+ 25,4	+ 32,0	270	7 623	30,6
Extra-C.E.E.	+ 20,0	+ 4,3	- 6,9	+ 16,8	+ 30,7	187	7 153	28,7

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Production industrielle (1963 = 100)	1969	138,9	141,8	144,1	142,7	145,9	146,4	141,6	150,6	146,1	148,7	157,6	153,6
	1970	154,8	156,4	159,7	152,6	164,8	150,8	151,6	156,6	151,5	155,4	156,5	153,3
	1971	164,0											
Entrées de commandes, total (1963 = 100)	1969	163,0	161,6	166,2	169,3	168,9	166,1	176,6	174,8	177,6	179,6	171,9	170,9
	1970	176,6	185,3	179,5	181,3	169,0	182,1	178,5	176,1	180,3	173,6	177,6	181,2
	1971	180,0											
Nombre de chômeurs (en 1000)	1969	197,0	203,3	186,8	156,0	161,6	170,7	177,6	176,2	166,4	160,7	148,0	149,4
	1970	156,1	132,5	152,5	121,2	155,1	141,9	158,6	163,3	165,4	166,8	160,2	150,6
	1971	150,5	117,3										
Construction : Nombre de permis de construire pour logements (en 1000)	1969	43,4	47,2	44,8	45,6	47,2	48,1	48,1	45,6	47,0	49,5	48,7	44,1
	1970	48,8	50,7	46,0	52,7	47,3	51,4	55,3	54,4	54,4	49,1	50,6	46,8
	1971												
Consommation privée : Chiffre d'affaires de grands magasins (1963 = 100)	1969	164,1	155,7	162,3	159,4	170,5	167,0	170,1	173,2	176,4	180,5	177,9	176,9
	1970	184,7	175,2	185,1	180,6	185,6	198,5	202,8	190,2	199,7	208,4	198,9	198,0
	1971	207,0											
Prix à la consommation (1963 = 100)	1969	115,1	115,4	115,5	115,7	115,9	116,2	116,1	115,8	116,1	116,5	117,0	117,6
	1970	119,1	119,3	119,8	120,1	120,3	120,7	120,7	120,6	120,6	121,2	121,8	122,3
	1971	128,5											
Importations de marchandises (Mio. u.c.)	1969	1 933	1 880	1 974	2 071	2 021	2 038	2 144	2 045	2 122	2 391	2 125	2 127
	1970	2 378	2 458	2 384	2 630	2 350	2 607	2 537	2 373	2 508	2 593	2 560	2 558
	1971	2 366											
Exportations de marchandises (Mio. u.c.)	1969	2 073	2 155	2 219	2 403	2 380	2 445	2 558	2 478	2 456	2 786	2 616	2 480
	1970	2 497	2 767	2 656	2 935	2 650	3 024	3 083	2 808	2 883	2 954	2 844	3 085
	1971	2 884											
Solde de la balance commerciale (Mio. u.c.)	1969	+ 140	+ 276	+ 245	+ 332	+ 360	+ 407	+ 414	+ 434	+ 135	+ 395	+ 492	+ 351
	1970	+ 159	+ 308	+ 271	+ 309	+ 300	+ 416	+ 546	+ 435	+ 375	+ 451	+ 284	+ 527
	1971	+ 358											
Réserves officielles d'or et de devises (Mio. u.c.)	1969	6 229	6 169	5 926	6 173	9 326	7 738	7 762	8 322	9 664	8 165	6 880	5 679
	1970	5 951	6 172	6 211	6 354	6 633	7 594	8 538	8 740	9 767	10 341	11 948	11 834
	1971	12 029	12 839										
Disponibilités monétaires (Mrd. DM)	1969	89,2	89,2	90,3	90,3	91,5	92,2	93,2	94,3	94,3	95,7	95,0	93,2
	1970	96,1	95,9	97,5	96,6	97,1	97,8	99,7	99,5	99,2	98,4	100,6	101,9
	1971												

## Allemagne

### REMARQUES CONCERNANT LES GRAPHIQUES ET LES TABLEAUX

Source: Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

Conversion en unités de compte (1 U.C. = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US) sur la base des cours de change officiels.

#### Graphique 1

- Exportations (f.o.b.) : Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

#### Graphique 2

- Marché de l'emploi: Séries désaisonnalisées. Moyennes mobiles sur trois mois. Situation en fin de mois.

#### Graphique 3

- Production industrielle : à l'exclusion de la construction et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs; indice désaisonné; moyennes mobiles sur trois mois.

#### Graphique 4

- Importations (c.a.f.) : Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

#### Graphique 5

- Prix à la consommation et salaires: Indice du coût de la vie de l'ensemble des ménages privés (au milieu du mois); non désaisonné. Indice des gains horaires bruts moyens dans l'industrie (y compris la construction).

#### Graphique 6

- Balance commerciale : Différence entre les exportations et les importations désaisonnalisées.

#### Graphique 7

- Crédits bancaires à l'économie: Crédits à court terme aux entreprises et particuliers à l'intérieur du pays; non désaisonnés. Situation en fin de mois.

---

#### Tableau 1

- Produit national brut aux prix du marché.
- Production industrielle: Valeur ajoutée par l'industrie (y compris l'artisanat).
- Exportations et importations totales: Biens, services et revenus de facteurs.
- Rémunération brute par salarié: Cotisations de sécurité sociale des employeurs comprises.

#### Tableau 2

- Solde extérieur: En termes de comptabilité nationale.
- Taux de chômage: Nombre de chômeurs en pourcentage de la population active (moyennes annuelles). Source: « Statistisches Bundesamt » et « Bundesanstalt für Arbeit ».
- Prix de la consommation privée: Prix implicites fournis dans les comptes nationaux.

#### Tableau 3

- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le commerce international » (C.S.T.). Produits alimentaires, boissons et tabacs: Groupes 0 et 1; matières premières et produits énergétiques: Groupes 2 à 4; produits finis et semi-finis: Groupes 5 à 9.

#### Tableau 4

- Production industrielle: Construction et alimentation exclues; indice désaisonné.
- Entrées de commandes: Industrie manufacturière (sans les industries alimentaires, boissons et tabacs). Indice de valeur désaisonné.
- Nombre de chômeurs: Chiffres désaisonnés; situation en fin de mois.
- Construction: Nombre de logements autorisés; chiffres désaisonnés.
- Consommation privée: Indice de valeur désaisonné.
- Prix à la consommation: Indice du coût de la vie de l'ensemble des ménages privés (non désaisonné).
- Importations f.o.b.; exportations c.a.f. Chiffres désaisonnés.
- Balance commerciale: Différence entre les importations et les exportations désaisonnées.
- Réserves officielles en or et en devises: Réserves brutes en or et en devises convertibles de la Bundesbank. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires: billets et monnaies divisionnaires en circulation (sans les encaisses des instituts de crédit) et dépôts à vue des entreprises non bancaires et des particuliers résidents (sans les dépôts des pouvoirs publics auprès de la Bundesbank); chiffres désaisonnés; Situation en fin de mois.

## B. France

*Une nouvelle physionomie de la demande caractérise depuis plusieurs mois l'économie française. Les exportations ont perdu beaucoup de leur importance en tant que facteur de croissance de la production et de l'emploi, et le développement des investissements des entreprises privées s'est apparemment ralenti. En revanche, la consommation privée se trouve de nouveau en forte expansion, tandis que l'évolution des dépenses de l'Etat atteste clairement d'une nouvelle orientation de la politique conjoncturelle, axée désormais sur l'objectif de la croissance économique.*

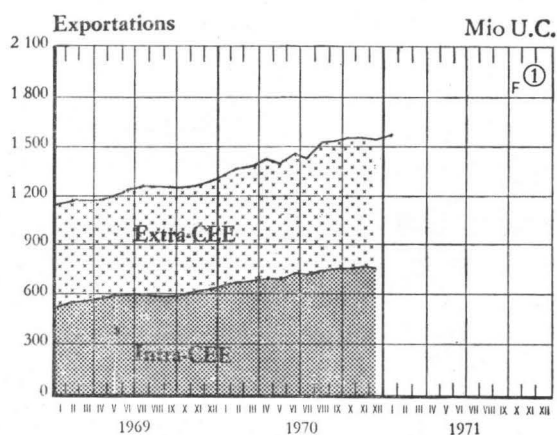
*Les perspectives ne sont pas particulièrement favorables en ce qui concerne la possibilité d'une consolidation rapide des équilibres fondamentaux. En effet, il ne semble pas que l'on puisse escompter, pour le proche avenir, un ralentissement notable de la hausse des salaires, le climat des prix paraît accuser une nouvelle détérioration et l'excédent des échanges extérieurs se réduit. La marge de capacités disponibles pour assurer une expansion plus rapide, mais exempte de tensions, pourrait se révéler plus étroite que ne le laissent supposer l'essor vigoureux des investissements enregistré au cours des trois dernières années et les statistiques de l'emploi. Cette éventualité commande une prudence toute particulière dans le maniement de mesures destinées à soutenir la demande intérieure.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

En ce début d'année 1971, la conjoncture française reflète nettement les modifications intervenues depuis l'automne dernier dans l'importance relative des différents éléments de la demande. Alors que, jusqu'ici, le rythme et la vigueur de l'expansion économique étaient déterminés par les exportations et les investissements des entreprises, les impulsions décisives proviennent à présent des dépenses de l'Etat et surtout de la forte augmentation de la propension à consommer des ménages. Dans le contexte d'une croissance accélérée des dépenses intérieures, on ne constate plus guère de nouveaux progrès sur la voie d'une consolidation des équilibres fondamentaux.

L'expansion conjoncturelle des *exportations* s'est ralentie notablement, bien que la valeur globale (fob) des marchandises exportées au cours de la période décembre-janvier ait encore dépassé de 14,5 % le résultat enregistré un an auparavant. Outre que l'incidence favorable des modifications de parité intervenues en 1969 semble

se résorber progressivement, une certaine accalmie de la conjoncture commence manifestement à se faire sentir sur quelques-uns des principaux marchés d'exportation. Parmi les pays partenaires de la France au sein de la C.E.E., l'Allema-



gne seule a nettement accru ses achats de produits français durant les derniers mois. La demande en provenance des pays non membres — les Etats-Unis exceptés — a également témoigné moins de dynamisme.

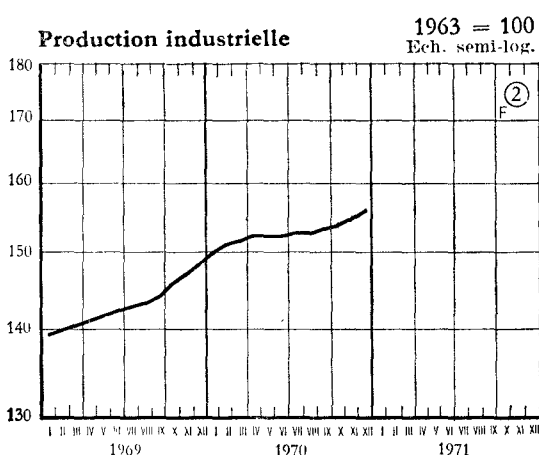
De toute évidence, la demande intérieure est devenue l'élément moteur de l'expansion. Certes, les impulsions données à la production et à l'emploi par les investissements des entreprises privées ne sont plus tout à fait aussi vives que l'an dernier; si l'on en juge d'après les résultats de l'enquête C.E.E. du mois de novembre, les projets d'investissement pour 1971 ont fait l'objet d'une légère révision en baisse dans quelques secteurs de l'industrie. En revanche, selon toute apparence, la *formation brute de capital fixe* des entreprises publiques et de l'Etat connaît un développement plus rapide. Le déblocage de crédits supplémentaires provenant du fonds d'action conjoncturelle, amorcé au milieu de l'année dernière et poursuivi au début de 1971, ainsi que la concentration des dépenses sur les premiers mois de l'année, laissent supposer une expansion plus vive de la construction de logements sociaux. La construction de logements du secteur privé devrait, elle aussi, accusar une certaine reprise, notamment par suite des assouplissements apportés au cours des derniers mois aux conditions de financement.

Il semble que, depuis peu, les *investissements sous forme de stocks* aient également retrouvé un certain dynamisme. Les entreprises commerciales, en particulier, ont sans doute recommencé de reconstituer leurs stocks, qui s'étaient considérablement amenuisés à la fin de 1970.

La reprise rapide et vigoureuse de la *consommation privée*, qui s'était esquissée depuis l'été mais ne s'est fait pleinement sentir qu'au quatrième trimestre, a constitué sans doute le principal facteur de l'évolution de la conjoncture durant les derniers mois. Abstraction faite des variations saisonnières, les dépenses de consommation ont augmenté d'environ 4 % au quatrième trimestre de 1970, par rapport au précédent. Bien qu'il soit peu probable que ce rythme ait pu être maintenu au début de 1971, il y a tout lieu de penser que la consommation des ménages est restée orientée à l'expansion. Il y a de fortes chances pour que l'accroissement de la masse des revenus du travail et des revenus de transfert se soit encore accéléré, étant donné la hausse toujours rapide des taux de salaires horaires, les arriérés de rémunération versés à la fin de l'année dernière et au début de 1971, les majorations parfois appréciables des prestations sociales et, enfin, l'amélioration de l'emploi observée notamment dans les industries produc-

trices de biens de consommation. Les revenus des travailleurs indépendants, eux aussi, ont sans doute progressé plus rapidement, du fait de l'augmentation des ventes. La charge fiscale est moins lourde qu'à la même époque de l'an dernier, et les effets de la normalisation des conditions de crédit à la consommation pourraient se faire sentir pendant un certain temps encore.

L'expansion accélérée de la demande intérieure se reflète déjà sur la *production industrielle*. Il est vrai qu'à la fin de l'année et au début de 1971 certains facteurs accidentels et saisonniers, tels que les congés plus nombreux, le temps exceptionnellement rigoureux et les grèves, ont exercé un effet modérateur; mais la tendance fondamentale paraît de nouveau correspondre à

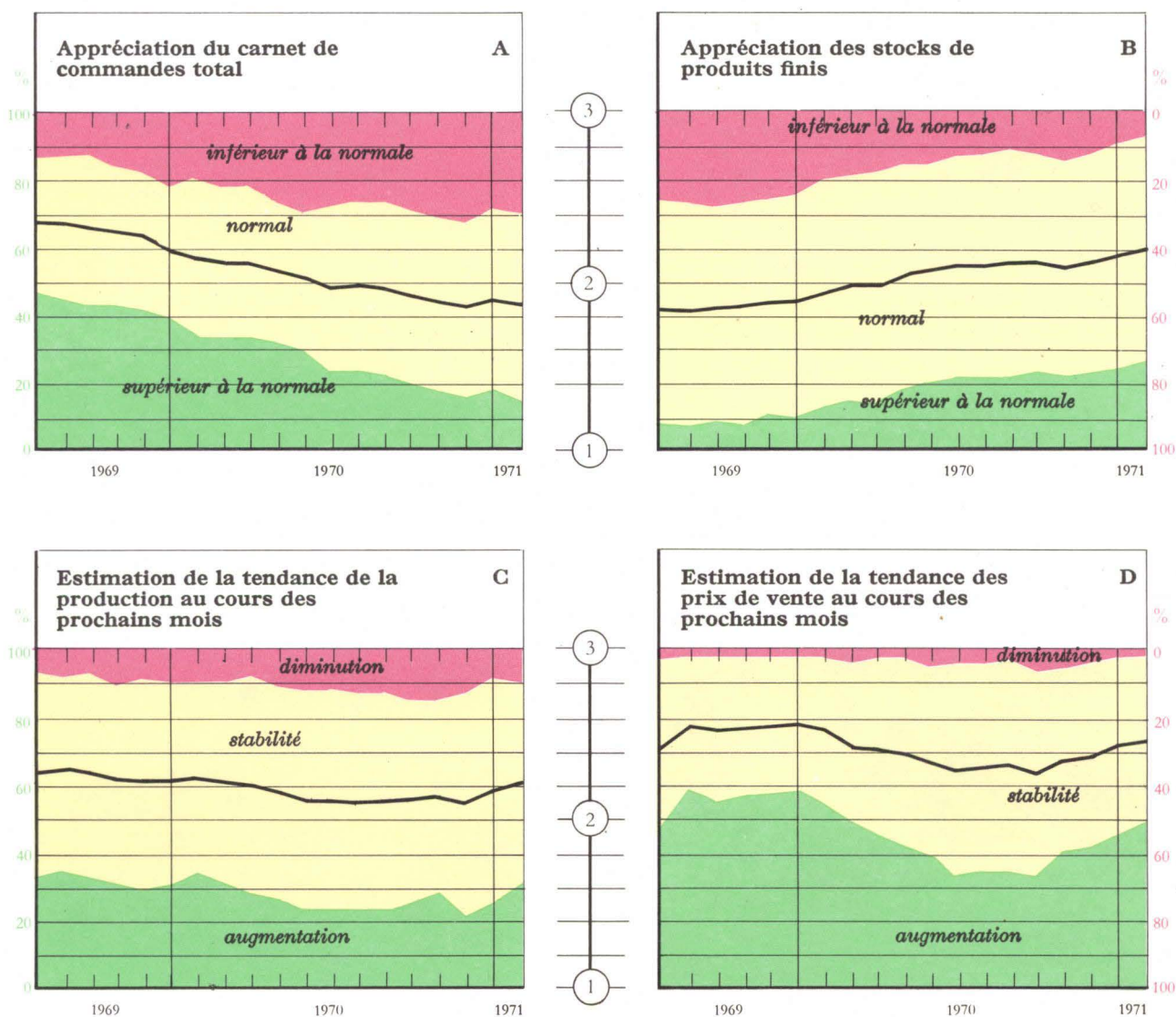


une croissance annuelle de l'ordre de 6 à 7 %. La production a pu s'accroître sensiblement, notamment dans les industries productrices de biens de consommation, où le rythme des inscriptions de commandes s'est accéléré et où le volume des commandes en carnet a recommencé d'augmenter.

Si, dans une première phase, ce développement plus rapide de la production a sans doute été le résultat d'une amélioration de la productivité, il paraît, depuis lors, s'être traduit également par un accroissement de l'*emploi*. Les possibilités d'augmenter la durée du travail étant assez limitées sur le plan psychologique et eu égard aux conventions existantes, le nombre de salariés s'est élevé, surtout dans les secteurs industriels proches de la consommation. Bien que le nombre de personnes à la recherche d'un emploi ait notablement augmenté au cours de l'année

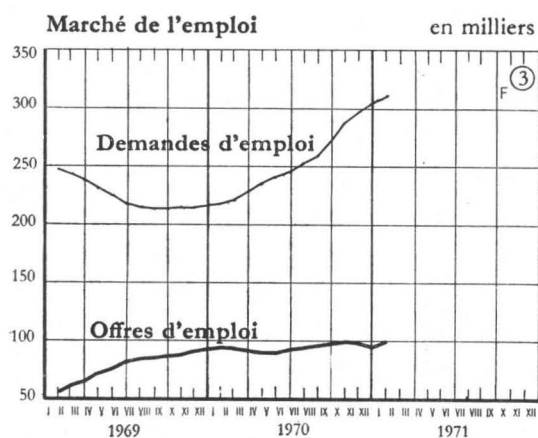


# OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE



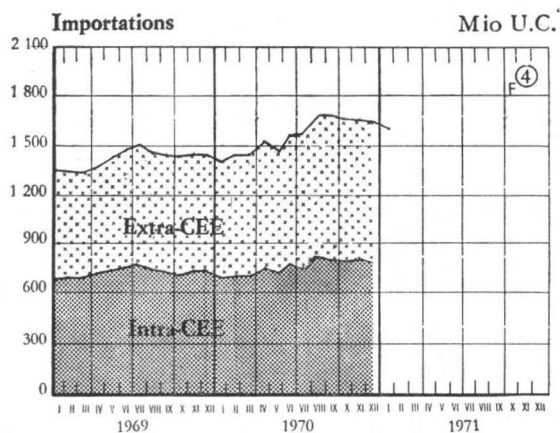


1970 <sup>(1)</sup>, il semble que de larges secteurs de l'économie, et en particulier la construction, éprouvent des difficultés à recruter de la main-d'œuvre qualifiée. Le nombre d'offres d'emploi



non satisfaites a recommencé d'augmenter quelque peu en tendance, tandis que celui des personnes à la recherche d'un emploi ne s'accroît plus que faiblement.

Les importations, dont le développement, après le vigoureux essor observé au cours du printemps et de l'été 1970, s'était fortement modéré à la fin de l'année dernière et au début de

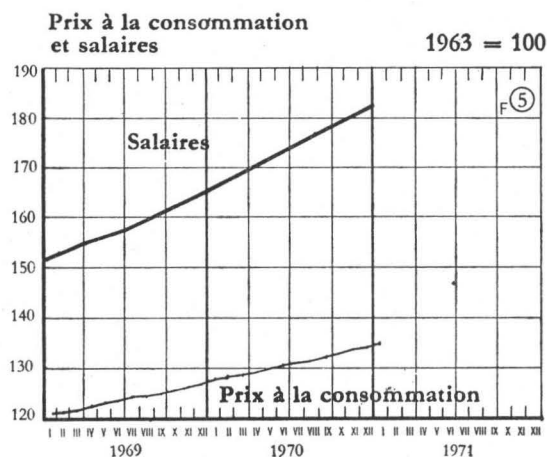


1971, par suite d'une réduction des importations de denrées alimentaires et d'une stagnation temporaire des achats de matières premières et de demi-produits, semblent avoir pris, ces derniers temps, une tendance plus nettement ascendante.

(1) Cette augmentation s'explique toutefois, pour moitié environ, par l'amélioration des statistiques qui a résulté du développement de l'activité de l'Agence nationale pour l'Emploi.

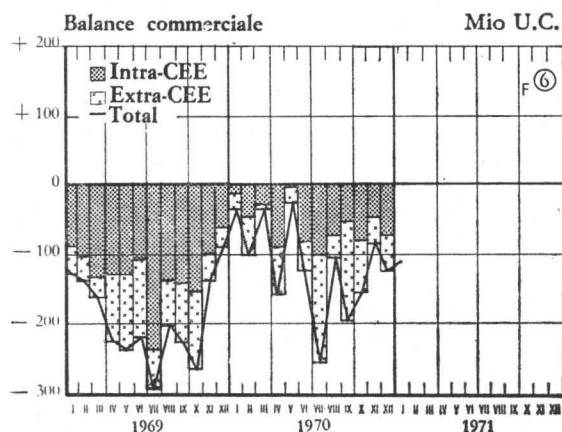
Les importations de biens de consommation, notamment, ont de nouveau augmenté sensiblement. Au total, le volume des importations de marchandises s'est accru, en décembre/janvier, d'environ 9 à 10 % en comparaison annuelle.

Malgré le volume appréciable des importations, et bien que les prix des produits importés n'aient guère varié ou aient même légèrement fléchi en ce qui concerne les matières premières et demi-produits, aucun nouveau progrès n'a pu être réalisé, au cours des derniers mois, sur la voie d'une stabilisation des prix intérieurs. Si l'augmentation des prix des denrées alimentaires s'est notablement ralentie vers la fin de 1970, tant au niveau du commerce de gros qu'au détail, la tendance ne s'est nullement infléchie



en ce qui concerne les prix des produits industriels finis sensibles à la conjoncture. D'après les chefs d'entreprise, la montée des prix à la production a même recommencé de s'accélérer pendant les mois d'hiver, surtout dans le domaine des biens de consommation. Le commerce de détail signale également, depuis peu, une accentuation des hausses de prix. L'évolution des prix des services a été caractérisée, au début de 1971, par le relèvement de divers tarifs publics. Au total, le coût de la vie, calculé d'après l'indice des 259 articles, a augmenté, de septembre à janvier, de 1,7 %, c'est-à-dire un peu plus qu'au cours des quatre mois précédents; par rapport à janvier 1970, l'indice s'est élevé de 5,2 %.

La balance des échanges extérieurs a eu plutôt tendance à se détériorer. Les échanges de marchandises présentent toujours un déficit. L'évolution favorable des termes de paiement, qui s'était amorcée après la dévaluation et avait



persisté pendant une bonne partie de l'année 1970, ne s'est pas poursuivie. Comme, en outre, des sorties de capitaux à court terme ont été enregistrées, la balance des paiements n'était plus guère équilibrée durant les derniers mois de l'année, alors qu'elle avait accusé un excédent de 1,3 milliard de dollars pour le premier semestre de 1970 et qu'au troisième trimestre le solde positif atteignait encore quelque 200 millions de dollars. Certes, la *position nette en devises* des autorités monétaires a continué de s'améliorer, mais cette évolution s'est accompagnée d'une diminution des avoirs nets en devises des banques commerciales.

L'expansion monétaire a marqué une accélération exceptionnelle au cours des derniers mois.

### Emplois et ressources de biens et services

	1968 <sup>(1)</sup>	1969 <sup>(1)</sup>		1970 <sup>(2)</sup>		1971 <sup>(3)</sup>
	Aux prix cou- rants, en milliards de F fr	Variation par rapport à l'année précédente, en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(4)</sup>	90,8	+ 14,9	+ 20,4	+ 15½	+ 25½	+ 8
Formation brute de capital fixe	157,2	+ 10,1	+ 17,1	+ 8	+ 15½	+ 6
Consommation des administrations	79,9	+ 3,6	+ 11,6	+ 3	+ 11	+ 3½
Consommation des ménages	383,5	+ 7,2	+ 14,3	+ 4½	+ 10½	+ 5½
Produit national brut	628,5	+ 7,9	+ 15,5	+ 6	+ 12	+ 5½
Importations <sup>(4)</sup>	90,3	+ 18,2	+ 25,9	+ 7	+ 18	+ 9

<sup>(1)</sup> Office statistique des Communautés européennes, « Comptes nationaux 1959-1969 ».

<sup>(2)</sup> Estimations.

<sup>(3)</sup> Prévisions.

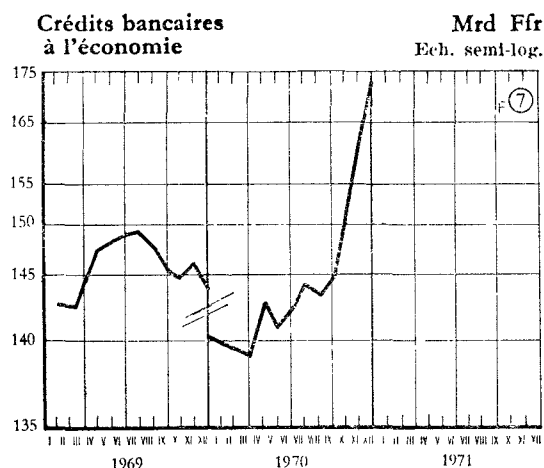
<sup>(4)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

#### Remarques générales :

(a) La différence entre les données relatives aux ressources et celles qui concernent les emplois est imputable aux variations de stocks.

(b) Les estimations et les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

L'accroissement de la *masse monétaire* <sup>(1)</sup>, qui, en termes conjoncturels, s'était chiffré à 2,7 % au troisième trimestre, n'a pas atteint moins de 7,4 % le trimestre suivant. Cette évolution a tenu au développement extrêmement rapide du



crédit — notamment à court terme — accordé aux entreprises et aux particuliers, après la suppression du contrôle quantitatif du crédit vers la fin d'octobre. Abstraction faite des variations saisonnières, le volume du crédit a augmenté de 11,8 % en l'espace de trois mois; à la fin de l'année, il dépassait de 19,5 % le montant enregistré un an auparavant. De plus, le changement d'orientation de la politique budgétaire a également influé sur les liquidités intérieures : le déficit de trésorerie semble avoir été assez important, en particulier au début de 1971, par suite d'augmentations sélectives des dépenses.

Le *marché monétaire* a montré une nette détente; celle-ci a été favorisée par une politique d'intervention très active de la Banque de France et par un abaissement du taux d'escompte, ramené de 7 à 6,5 % en date du 8 janvier. Le taux de l'argent au jour le jour n'atteignait plus que 5,75 % au début de mars. Sur le *marché des capitaux* également, les taux d'intérêt paraissent accuser depuis peu un léger fléchissement.

## 2. Les perspectives

L'évolution récente de la conjoncture française est largement conforme aux prévisions formulées dans le précédent rapport trimestriel sur la

situation économique de la Communauté. Il ne semble donc pas nécessaire de modifier les perspectives qui avaient été esquissées à l'époque pour l'année 1971.

La *demande étrangère* continuera de progresser, mais sans faire preuve d'un dynamisme particulier. En effet, l'accalmie et la normalisation progressive de la conjoncture dans certains pays européens qui sont d'importants clients de la France, de même que l'intensification de la concurrence qui en résultera vraisemblablement, devraient exercer des effets modérateurs. D'autre part, l'amélioration prévisible de l'activité économique aux Etats-Unis et dans le Royaume-Uni pourrait n'avoir qu'une incidence marginale. Au cours des derniers mois, en tout cas, l'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur les inscriptions de commandes étrangères était assez réservée; mais le volume des commandes étrangères en carnet était toujours considéré comme très important.

Le développement de la production et de l'emploi reposera essentiellement sur la demande intérieure. Dans l'ensemble, l'expansion des *investissements* se poursuit. La croissance des investissements des entreprises, bien qu'elle ne soit plus aussi vive que durant la majeure partie de 1970, reste cependant appréciable. En effet, les investissements d'équipement sont toujours fortement stimulés par les efforts de rationalisation qui ont dû être accomplis, notamment dans l'industrie, en présence d'une hausse rapide des coûts qui a résulté essentiellement de l'évolution des salaires. Par contre, les projets d'extension des capacités pour 1971 semblent moins expansionnistes; il y a toutefois maintes raisons de penser que dans les secteurs proches de la consommation, où la propension à investir s'était notablement affaiblie en 1970, les programmes d'investissement seront révisés en hausse dans le courant de l'année. L'expansion des investissements dans la construction restera sans doute appréciable, notamment en raison de l'accroissement des dépenses des administrations publiques et d'une certaine reprise de la construction de logements du secteur privé.

La *consommation* connaîtra une expansion rapide. D'une part, l'augmentation des dépenses de consommation de l'Etat, et notamment de ses dépenses de personnel, semble plus importante qu'il n'était prévu. D'autre part, la propension à consommer des ménages devrait rester forte,

(1) Volume de la monnaie en circulation, dépôts à vue et à terme.

notamment sous l'effet de craintes de nouveau plus vives touchant une accélération de la hausse des prix. En effet, au mois de novembre dernier, lors de l'enquête la plus récente effectuée par l'I.N.S.E.E. auprès des consommateurs, le pourcentage des ménages qui prévoyaient une hausse des prix importante était plus élevé encore qu'après la crise monétaire de 1968 ou la dévaluation de 1969. L'augmentation des revenus restera sans doute appréciable. La tendance de l'emploi est sans conteste ascendante, et il semble bien que la poussée des salaires ne faiblira guère dans l'immédiat, d'autant plus que les perspectives actuelles de ventes et de profits ne paraissent pas inciter les entreprises à opposer une forte résistance aux revendications syndicales. De plus, l'introduction de plus en plus fréquente, dans les conventions collectives, d'une sorte d'échelle mobile des salaires, sous la forme d'une clause dite de garantie d'augmentation du pouvoir d'achat, pourrait exercer des effets expansionnistes dans le courant de l'année.

Le développement de la demande assurera à la *production intérieure* une expansion assez vigoureuse durant les prochains mois. Etant donné l'augmentation des commandes en carnet, les prévisions des chefs d'entreprise, notamment dans l'industrie, sont empreintes d'un optimisme croissant : on s'attend à une progression plus rapide dans le secteur des biens de consommation, à une reprise dans les industries de base, et à une poursuite de l'expansion en ce qui concerne les biens d'investissement. Dans ces conditions, le degré d'utilisation des capacités techniques recommencera d'augmenter, et la demande de main-d'œuvre s'accroîtra d'autant plus que la tendance à la réduction de la durée du travail devrait persister.

Le courant des *importations* pourrait s'amplifier. Il faut s'attendre, en particulier, à une progression plus vive des importations de biens de consommation. Etant donné les perspectives des exportations, cette évolution pourrait bien constituer un nouvel obstacle à la consolidation de l'équilibre extérieur.

Les chances d'une stabilisation rapide du niveau des *prix* intérieurs ne sont pas non plus particulièrement grandes, d'autant plus que les facteurs internes de hausse ne semblent pas encore avoir perdu de leur vigueur. Ces facteurs sont, au premier chef, l'évolution des coûts dans l'industrie et le commerce, et notamment la divergence

persistante entre l'évolution des salaires et celle de la productivité. Depuis peu, cependant, l'évolution de la demande pourrait avoir repris un rôle plus important. Il est symptomatique à cet égard que, depuis la vigoureuse reprise de la consommation privée, la proportion des chefs d'entreprise qui envisagent une hausse de leurs prix de vente ait de nouveau augmenté notablement.

La nouvelle dégradation du climat des prix et l'instabilité accrue de la balance des échanges extérieurs montrent nettement les limites qui doivent actuellement être assignées en France à une *politique conjoncturelle* visant à stimuler la croissance. Les conditions de base d'un développement plus rapide de la demande intérieure et d'une expansion économique équilibrée et durable restent très précaires. La marge de capacités inutilisées est en tout cas très étroite, plus étroite même que ne laissent supposer le vigoureux boom des investissements enregistré durant les dernières années ainsi que les statistiques du marché de l'emploi. Toujours est-il qu'en novembre un tiers encore des chefs d'entreprise interrogés par l'I.N.S.E.E. avaient déclaré n'être pas en mesure d'accroître leur production, faute de capacités techniques et de main-d'œuvre qualifiée. Ceci devrait inciter les autorités responsables de la politique conjoncturelle à la plus grande prudence dans la mise en œuvre de mesures visant à soutenir la demande intérieure.

Dans le Memorandum qu'elle a adressé au Conseil, en date du 2 décembre 1970, au sujet de la situation conjoncturelle de la Communauté, la Commission a, notamment en ce qui concerne la France, insisté tout particulièrement sur la nécessité de s'en tenir à une politique budgétaire répondant aux impératifs de la stabilité économique. Ceci signifie que, dans la mesure où la demande intérieure du secteur privé continue à gagner en dynamisme, les dépenses des administrations publiques, qui ont recommencé de s'accroître fortement ces derniers temps, doivent absolument être contenues dans les limites des crédits prévus par la Loi de Finances pour 1971, et qu'un équilibre global doit être assuré pour l'ensemble de l'exercice budgétaire.

Quant aux autorités monétaires, elles devraient, semble-t-il, faire preuve d'une vigilance toute particulière, eu égard à l'expansion extrêmement rapide des liquidités observée ces derniers mois.

Même après la suppression totale du contrôle quantitatif du crédit, dont l'efficacité pourrait de toute façon apparaître douteuse à plus long terme, il reste assez de moyens d'action indirects. En particulier, l'amélioration récente du système des réserves obligatoires semble constituer un bon moyen de limiter l'accroissement de la liquidité bancaire. La baisse du niveau des taux d'intérêt sur le marché intérieur, qui s'est traduite depuis l'automne par une double réduction du taux d'escompte — ramené de 7,5 à 6,5 % —, ne devrait en aucun cas aller au-delà

du minimum, qui, eu égard à l'évolution internationale des taux d'intérêt, apparaît strictement nécessaire pour protéger l'économie intérieure contre un afflux inopportun de capitaux étrangers. En particulier, aussi longtemps que les craintes touchant la persistance d'une hausse notable des prix ne se sont pas apaisées de façon durable, une réduction des taux d'intérêt créditeurs aurait une incidence négative sur l'épargne des ménages, dont le développement devrait demeurer l'une des préoccupations dominantes des autorités.

Le budget de l'Etat

	1970		1971	1970	1971
	Budget initial	Budget rectifié	Budget initial		
	en milliards de Ffr			Variations en % par rapport au budget initial de l'année précédente	
Dépenses <sup>(1)</sup>	162,5	167,0	177,2	+ 5,7	+ 9,0
dont :					
— dépenses courantes	138,6	141,6	151,6	+ 7,8	+ 9,4
— dépenses en capital <sup>(2)</sup>	23,9	25,4	25,6	- 5,2	+ 7,2
Recettes	162,5	167,0	177,2	+ 10,3	+ 9,1
dont :					
— impôts directs	50,1	51,8	54,7	+ 22,8	+ 9,3
— impôts indirects	97,4	98,8	106,1	+ 6,1	+ 9,0
Solde <sup>(1)</sup>	0	0	0	.	.

(1) Non compris l'amortissement de la dette.

(2) Y compris les participations, prêts et avances.

Remarque :

Les chiffres présentés dans ce tableau résultent de la transposition des données budgétaires nationales dans un cadre communautaire.



Il convient d'insister encore sur le fait que les efforts déployés par les autorités responsables de la politique conjoncturelle pour assurer à la fois une croissance plus rapide de la demande intérieure, une plus grande stabilité et une position excédentaire de la balance des paiements courants, resteraient finalement sans effet si les partenaires sociaux n'adoptaient pas un comportement conforme à ces objectifs et si, pour s'assurer des avantages immédiats, ils acceptaient, consciemment ou non, que soient compromis à plus long terme, sous l'effet de hausses incessantes des coûts et des prix, la croissance économique et le niveau de l'emploi.

## **Principales mesures de politique conjoncturelle**

*Novembre :*

— Le Conseil des Ministres approuve, à la mi-novembre, le projet de Loi de Finances rectificative pour 1970. Les dépenses supplémentaires sont évaluées à environ 5 milliards de francs (soit environ 3 % des crédits initiaux), dont 2,7 milliards pour les dépenses ordinaires civiles, telles que les salaires, traitements et prestations sociales, et 1,7 milliard pour les dépenses civiles en capital. Toutefois, comme, en même temps, les estimations des recettes fiscales pour 1970 subissent une importante révision en hausse (les moins-values provenant de l'impôt sur le revenu, d'un montant de 1,6 milliard de francs, sont largement compensées par des plus-values, dont 3,9 milliards au seul titre de l'impôt sur les sociétés) et compte tenu d'autres recettes, le budget reste en équilibre.

*Décembre :*

— Le Ministre de l'Economie et des Finances annonce, au début de décembre, une réforme du mécanisme de financement des exportations. Entre autres, les divers régimes de crédit existants doivent être uniformisés et les formalités administratives simplifiées. En outre, il est envisagé d'inciter les banques commerciales à financer davantage l'exportation et de fixer à environ 7 % le coût du crédit pour les acheteurs étrangers.

— Au début de décembre, le Parlement approuve définitivement le projet de Loi de Finan-

*ces pour 1971, après n'y avoir apporté que des amendements mineurs par rapport au projet gouvernemental (cf. rapport trimestriel 3/4-1970, p. 67).*

— *A la mi-décembre, afin de faciliter pour les petites et moyennes entreprises le financement de leurs investissements, certaines conditions d'octroi du crédit bancaire à moyen terme sont améliorées, tandis que de nouvelles possibilités sont créées pour l'obtention de crédit d'équipement à long terme.*

— *Pour lutter contre le chômage, le Gouvernement décide, fin décembre, d'accélérer la formation professionnelle des jeunes par la création de centres de formation mobiles et au moyen d'arrangements directs avec les entreprises.*

— *Les dispositions prises et les accords conclus au cours des dernières années dans le cadre de la politique des prix du Gouvernement sont prorogés, fin décembre, pour les douze mois suivants. Entre autres, les « contrats de programme » conclus avec les divers secteurs industriels, et qui venaient à expiration le 31/12/1970, restent valables en 1971, de même que les conventions conclues avec le commerce de détail.*

*Janvier :*

— *Au 1<sup>er</sup> janvier, le contrôle des changes est assoupli, en vue notamment de faciliter le financement de l'établissement d'entreprises françaises à l'étranger. Le montant maximum qui peut être transféré à cette fin sans autorisation spéciale passe de 2,5 à 5 millions de francs. En outre, les entreprises qui, en 1970, auront rapatrié plus de 5 millions de francs représentant les bénéfices versés par leurs filiales établies à l'étranger seront autorisées à affecter un montant équivalent à leurs investissements à l'étranger.*

— *Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) passe, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, de 3,50 francs à 3,63 francs l'heure, ce qui représente une majoration de 3,7 %. En même temps, diverses prestations sociales sont améliorées (rentes, pensions, allocations de vieillesse, allocations de maternité, remboursement de frais de maladie).*

— *Au début de janvier, quelques tarifs publics sont relevés (entre autres ceux du transport de personnes et de marchandises par chemin de fer, du transport routier, ainsi que des postes pour ce qui concerne les lettres et télégrammes).*



— Pour lutter contre la hausse des prix à la consommation, le Gouvernement décide d'abaisser de 17,6 à 7,5 %, pour certaines denrées alimentaires, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée; cette réduction entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier pour les pâtes alimentaires, la confiserie et les crèmes glacées, et le 18 janvier pour le thé, le café et la chicorée. Cette mesure devrait entraîner une baisse de quelque 8 ½ % des prix de détail de ces produits et, pour le Trésor, une perte de recettes d'environ 650 millions de francs au cours de l'exercice 1971.

— Eu égard au fléchissement prononcé des taux d'intérêt sur les principaux marchés internationaux, le taux d'escompte, que la Banque de France avait déjà ramené de 8 à 7,5 % le 27 août dernier, puis à 7 % le 20 octobre, est abaissé à 6,5 % en date du 8 janvier. Le taux des avances sur titres est réduit d'un demi-point et s'établit ainsi à 8 %. Le taux d'escompte pour les créances nées à court terme sur l'étranger et pour les créances nées à moyen terme sur les pays de la Communauté économique européenne est également abaissé d'un demi-point. Par contre, le taux d'escompte préférentiel de 4,5 % pour les créances nées à moyen terme sur les pays non membres reste inchangé.

— Au début de janvier, le Conseil des Ministres décide d'accélérer les dépenses d'investissement des administrations publiques en vue de soutenir la croissance économique. Environ un tiers des crédits prévus à ce titre dans le budget de 1971 doivent être engagés dès le premier trimestre, alors qu'un cinquième seulement des crédits de cette catégorie avait été engagé pour le premier trimestre de 1970. En outre, à la mi-janvier, près de 300 millions de francs d'autorisations de programme inscrits au Fonds d'action conjoncturelle ont été débloqués; sur ce montant, 171,5 millions sont destinés au logement et 100 millions à l'Education nationale.

Février :

— Dans les conventions collectives conclues depuis le début de l'année dans diverses entreprises publiques (entre autres les chemins de fer, le gaz et l'électricité, la Régie Renault, les charbonnages), une clause d'échelle mobile a généralement été introduite de manière à garantir

aux salariés, en 1971, une augmentation déterminée de leur pouvoir d'achat (le plus souvent 2 ou 2,5 %). Une hausse de plus de 4 % des prix de détail en 1971 déclencherait automatiquement une augmentation supplémentaire du salaire nominal.

— A la mi-février, le Gouvernement accorde un dégrèvement à certains contribuables à revenus modestes : les personnes dont le revenu global ne dépasse pas le SMIC et dont le salaire ou la pension ne dépasse pas 50 % de ce revenu global, sont exonérées de l'impôt sur le revenu.

— Par décret du 23 février, le Conseil national du Crédit obtient le pouvoir de fixer le montant des réserves obligatoires des banques suivant les crédits qu'elles accordent et non plus seulement suivant leurs dépôts, ainsi que d'étendre le système de réserves obligatoires aux autres instituts financiers (cf. rapport trimestriel n° 3/4-1970, page 68). Le Conseil national du Crédit décide, par la suite, de porter de 10 % à 15 % le taux maximum pour les réserves imposées sur les exigibilités, et de fixer à 10 % le taux maximum pour les réserves imposées sur les crédits distribués. La Banque de France renonce toutefois provisoirement à la mise en application de ce nouveau système; elle maintient le taux de réserves obligatoires des banques à 7,5 % pour les dépôts à vue et à 2,5 % pour les dépôts à terme, et s'abstient de demander aux autres instituts financiers la constitution de réserves obligatoires.

— L'encadrement du crédit qui subsiste pour les prêts bonifiés du Crédit agricole est atténué à fin février. L'accroissement admissible de ces prêts passe de 8 à 12 % pour l'année 1971.

Mars :

— Le Conseil national du Crédit décide, avec effet au 1<sup>er</sup> mars, d'assouplir les conditions de crédit pour l'achat de véhicules utilitaires : le versement initial est ramené de 30 à 20 % du prix d'achat. En outre, certains règlements concernant l'obtention de crédits à la consommation sont modifiés, en ce sens que les taux effectifs pour le preneur de crédit — 18 à 20 % jusqu'à présent — devraient diminuer de 1 ½ % environ.

France

TABLEAU 1 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	1965	1966	1967	1968	1969	1969
	Variation en volume par rapport à l'année précédente (en %)					1963 = 100
Produit national brut	+ 4,7	+ 5,6	+ 4,7	+ 4,8	+ 7,9	140
Production industrielle	+ 5,1	+ 7,7	+ 4,3	+ 4,5	+ 9,6	147
Importations totales	+ 3,4	+ 13,9	+ 7,8	+ 12,7	+ 18,2	191
Consommation privée	+ 4,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 5,6	+ 7,2	137
Consommation publique	+ 2,7	+ 2,2	+ 3,9	+ 5,6	+ 3,6	124
Formation brute de capital fixe	+ 7,2	+ 8,4	+ 6,1	+ 6,6	+ 10,1	165
Exportations totales	+ 11,8	+ 8,4	+ 7,2	+ 10,3	+ 14,9	178
Produit national brut par tête	+ 3,7	+ 4,7	+ 3,9	+ 4,1	+ 7,1	133
Produit national brut par personne active occupée	+ 4,3	+ 4,8	+ 4,4	+ 5,2	+ 6,7	134
	Variation en valeur par rapport à l'année précédente (en %)					
Rémunération brute par salarié	+ 6,6	+ 6,1	+ 6,8	+ 11,9	+ 12,0	165

TABLEAU 2 : Évolution des conditions de l'équilibre interne et externe de l'économie

	1965	1966	1967	1968	1969
Solde extérieur					
Mio. u.c.	+ 1 012	+ 344	+ 425	+ 77	— 792
% du produit national brut	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,06	— 0,6
Taux de chômage	1,3	1,4	1,8	2,1	1,7
Prix de la consommation privée (variation par rapport à l'année précédente en %)	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,8	+ 4,7	+ 6,6

TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variation par rapport à l'année précédente (en %)					Indice 1963=100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1966	1967	1968	1969	1970			
Exportations de marchandises								
Total	+ 8,3	+ 4,5	+ 11,4	+ 17,4	+ 18,8	219	17 676	100,0
Intra-C.E.E.	+ 12,0	+ 2,0	+ 16,0	+ 30,6	+ 20,9	278	8 606	48,7
Extra-C.E.E.	+ 5,8	+ 6,3	+ 8,2	+ 7,5	+ 16,8	182	9 070	51,3
Exportations de produits alimentaires, boissons, tabacs								
Total	+ 7,5	+ 2,9	+ 19,8	+ 20,8	+ 6,0	216	2 711	15,3
Intra-C.E.E.	+ 19,4	+ 6,0	+ 26,6	+ 41,9	+ 1,7	341	1 626	9,2
Extra-C.E.E.	- 2,0	- 0,1	+ 12,8	- 3,3	+ 13,2	140	1 085	6,1
Exportations de matières premières et produits énergétiques								
Total	+ 7,3	- 3,7	+ 1,6	+ 10,6	+ 11,7	149	1 390	7,9
Intra-C.E.E.	+ 7,4	- 3,7	+ 0,9	+ 19,9	+ 13,7	184	926	5,2
Extra-C.E.E.	+ 7,2	- 3,6	+ 2,6	- 3,5	+ 7,9	107	464	2,7
Exportations de produits industriels finis et semi-finis								
Total	+ 8,7	+ 6,1	+ 11,1	+ 17,5	+ 22,5	230	13 575	76,8
Intra-C.E.E.	+ 11,2	+ 2,3	+ 16,2	+ 29,0	+ 28,7	287	6 054	34,3
Extra-C.E.E.	+ 7,2	+ 8,5	+ 8,1	+ 10,2	+ 18,0	199	7 521	42,5
Importations de marchandises								
Total	+ 14,6	+ 4,5	+ 12,5	+ 27,7	+ 9,8	217	18 913	100,0
Intra-C.E.E.	+ 20,8	+ 10,7	+ 23,1	+ 31,3	+ 6,5	295	9 252	48,9
Extra-C.E.E.	+ 10,5	+ 0,2	+ 4,4	+ 16,7	+ 13,2	173	9 661	51,1
Importations de produits alimentaires, boissons, tabacs								
Total	+ 8,4	- 2,6	+ 2,7	+ 19,6	- 6,8	158	2 453	13,0
Intra-C.E.E.	+ 1,3	+ 16,6	+ 31,8	+ 33,4	+ 3,9	296	814	4,3
Extra-C.E.E.	+ 10,3	- 7,4	- 6,4	+ 13,5	- 8,4	128	1 639	8,7
Importations de matières premières et produits énergétiques								
Total	+ 5,9	+ 0,3	+ 3,6	+ 10,6	+ 4,5	136	4 202	22,2
Intra-C.E.E.	+ 9,5	- 2,3	+ 14,2	+ 11,4	+ 8,7	146	730	3,9
Extra-C.E.E.	+ 5,3	+ 0,8	+ 1,7	+ 10,5	+ 3,7	134	3 472	18,3
Importations de produits industriels finis et semi-finis								
Total	+ 22,0	+ 9,0	+ 19,6	+ 30,3	+ 12,4	300	12 258	64,8
Intra-C.E.E.	+ 25,0	+ 12,0	+ 23,3	+ 33,3	+ 6,5	328	7 708	40,7
Extra-C.E.E.	+ 17,7	+ 4,4	+ 13,3	+ 24,6	+ 23,9	261	4 550	24,1

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Production industrielle (1963 = 100)	1969	144,1	140,5	139,4	142,2	142,0	132,5	145,4	139,4	113,9	145,5	143,4	150,0
	1970	154,8	152,9	152,9	151,6	146,3	139,3	150,4	139,6	154,4	152,9	151,9	155,1
	1971												
Nombre de chômeurs (en 1000)	1969	242,7	237,9	231,0	224,1	221,4	215,5	217,5	218,1	217,4	218,4	216,6	218,7
	1970	220,7	227,3	233,0	241,5	246,1	251,6	261,7	271,6	285,0	297,4	307,6	307,2
	1971	316,5											
Construction : Nombre de permis de construire pour logements (en 1000)	1969	51,0	46,9	44,1	46,6	50,5	51,9	56,2	50,0	58,1	53,6	39,1	50,2
	1970	41,9	50,6	48,3	49,3	45,7	56,9	44,7	46,4	51,3			
	1971												
Consommation privée : Chiffre d'affaires des grands magasins (1963 = 100)	1969	146,7	139,2	143,0	139,0	150,9	138,6	146,1	153,4	137,5	143,0	144,1	147,9
	1970	153,2	141,0	139,7	138,3	142,0	141,0	144,0	143,5	142,5	156,2	143,3	
	1971												
Prix à la consommation (1963 = 100)	1969	121,1	121,5	122,1	122,7	123,2	123,6	124,2	124,5	125,1	125,9	126,5	126,9
	1970	127,9	128,5	129,0	129,6	130,3	131,0	131,5	131,7	132,3	132,8	133,3	133,6
	1971	134,6											
Importations de marchandises (Mio. u.c.)	1969	1 362,4	1 316,9	1 272,8	1 469,6	1 460,5	1 472,9	1 573,9	1 379,4	1 462,7	1 539,1	1 374,1	1 404,4
	1970	1 431,9	1 485,5	1 397,2	1 659,6	1 335,0	1 685,8	1 670,9	1 664,2	1 621,8	1 628,8	1 655,1	1 658,6
	1971	(1 480)	(1 606)										
Exportations de marchandises (Mio. u.c.)	1969	1 229,1	1 179,0	1 107,7	1 237,8	1 231,6	1 249,7	1 282,3	1 203,4	1 240,2	1 266,9	1 237,7	1 298,9
	1970	1 421,0	1 385,0	1 364,8	1 505,3	1 319,3	1 563,6	1 416,4	1 560,0	1 584,6	1 476,3	1 570,3	1 536,6
	1971	(1 595)	(1 576)										
Solde de la balance commerciale (Mio. u.c.)	1969	- 133,3	- 137,9	- 165,1	- 231,8	- 228,9	- 223,2	- 291,6	- 176,0	- 222,5	- 272,2	- 136,4	- 105,5
	1970	- 10,9	- 100,5	- 32,4	- 154,3	- 15,7	- 122,2	- 254,5	- 104,2	- 97,2	- 152,5	- 84,8	- 122,2
	1971	(+ 115)	(- 30)										
Réserves officielles en or et en devises (Mio. u.c.)	1969	4 215	4 125	3 936	3 774	3 636	3 610	3 594	3 781	4 006	3 913	3 989	3 833
	1970	3 885	3 957	3 961	4 032	4 142	4 282	4 492	4 546	4 576	4 617	4 789	4 789
	1971	5 007	5 057										
Disponibilités monétaires (Mrd. Ff)	1969	207,9	210,6	212,6	214,5	211,4	212,4	212,4	213,3	213,6	211,8	213,2	209,2
	1970	204,6	205,8	207,5	209,1	208,1	208,4	209,1	211,2	212,8	219,7	223,8	228,4
	1971												

## France

### REMARQUES CONCERNANT LES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

Conversion en unité de compte (1 u.c. = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US) sur la base des taux de change officiels.

#### Graphique 1

— Exportations (f.o.b.) : séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

#### Graphique 2

— Production industrielle : bâtiment et industries alimentaires, boissons et tabacs exclus; série corrigée des variations saisonnières; moyennes mobiles sur trois mois.

#### Graphique 3

— Marché de l'emploi. Séries désaisonnalisées. Moyennes mobiles sur trois mois. Situation en fin de mois.

#### Graphique 4

— Importations (c.a.f.) : séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

#### Graphique 5

— Prix à la consommation et salaires.  
Indice national des prix à la consommation (259 articles).  
Indices des taux de salaires horaires, toutes activités, France entière.

#### Graphique 6

— Balance commerciale : différence entre les importations et les exportations désaisonnalisées.

#### Graphique 7

— Crédits bancaires à l'économie. Source : Conseil national du Crédit; Crédits à court terme (jusqu'à 2 ans) des organismes monétaires aux entreprises et aux particuliers. Chiffres en fin de période.

---

#### Tableau 1

— Produit national brut aux prix du marché (séries nouvelles établies sur base 1962).  
— Production industrielle: Valeur ajoutée par l'industrie.  
— Exportations et importations totales: Biens, services et revenus de facteurs.  
— Rémunération brute par salarié: y compris les cotisations sociales versées par les entreprises.

#### Tableau 2

— Source: Rapport sur les comptes de la Nation 1969. Ministère de l'Economie et des Finances — Paris  
— Solde extérieur: en termes de comptabilité nationale.  
— Taux de chômage: Rapport entre la population disponible à la recherche d'un emploi et la population active intérieure. La population disponible à la recherche d'un emploi est estimée à partir du nombre des demandes d'emploi non satisfaites; le passage d'un concept à l'autre utilise les résultats du dernier recensement de population.  
— Prix de la consommation privée: Indices des prix implicites fournis dans les comptes nationaux.

#### Tableau 3

— Exportations f.o.b., importations c.a.f. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le commerce international » (C.S.T.); produits alimentaires, boissons et tabacs: Groupes C.S.T. 0 et 1; Matières premières et produits énergétiques: Groupes C.S.T. 2 à 4; Produits finis et semi-finis: Groupes C.S.T. 5 à 9.

#### Tableau 4

— Production industrielle: Chiffres désaisonnalisés. Construction et industries des denrées alimentaires, boissons et tabacs exclues.  
— Demandes d'emploi non satisfaites: Chiffres désaisonnalisés, situation en fin de mois.  
— Construction: Nombre de logements autorisés. Chiffres désaisonnalisés.  
— Consommation privée: Indices désaisonnalisés du chiffre d'affaires des grands magasins. Echantillons constants.  
— Prix à la consommation: Indice des 259 articles.  
— Importations c.a.f., exportations f.o.b. Chiffres désaisonnalisés.  
— Balance commerciale: Différence entre les importations et les exportations désaisonnalisées.  
— Réserves officielles en or et en devises: Réserves brutes en or et en devises convertibles de la Banque de France et du Fonds de Stabilisation des Changes. Situation en fin de mois.  
— Disponibilités monétaires. Monnaie fiduciaire (total de la monnaie divisionnaire et des billets en circulation, à l'exclusion de la partie détenue par la Banque de France), dépôts à vue (dépôts de particuliers et d'entreprises à la Banque de France, aux comptes courants postaux et chez les comptables publics et les dépôts à vue correspondant à l'activité métropolitaine des banques). Séries désaisonnalisées. Situation en fin de mois.

## C. Italie

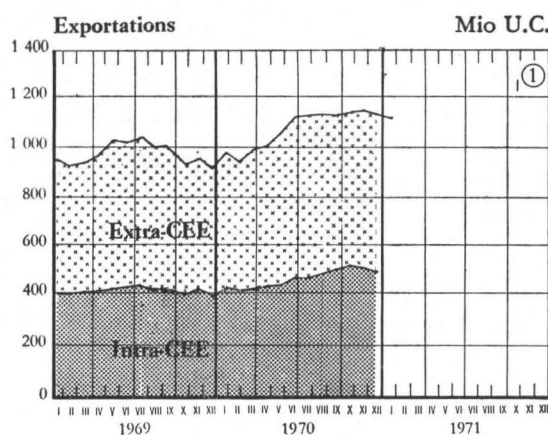
*Conformément aux prévisions, une reprise de la production industrielle s'est déclenchée vers la fin de l'année dernière; toutefois, en raison de la persistance des tensions sociales, elle est loin d'avoir revêtu l'ampleur que l'on espérait initialement. Du côté de la demande, le ralentissement de l'expansion des investissements sous forme de construction, enregistré après la poussée excessive qui s'était manifestée durant les dernières années sous l'effet de facteurs exceptionnels, est demeurée sensible. La hausse des prix s'est accentuée sous la pression des coûts. Tandis que la balance des paiements courants continuait de se détériorer, la balance globale des paiements, grâce à un important afflux de capitaux à court et à long terme, s'est soldée, au dernier trimestre de 1970, par un excédent exceptionnellement élevé.*

*La croissance de l'économie se poursuivra sans doute en 1971; toutefois, par suite de la difficulté de rétablir le rythme normal de la production, elle pourrait demeurer, pendant un certain temps encore, moins rapide que ne le permettrait le potentiel de production. Le climat des prix restera vraisemblablement précaire. A la politique conjoncturelle incombe encore la tâche difficile de rétablir l'équilibre économique et de créer les conditions de base pour une utilisation optimale des facteurs de production. Pour la réalisation de cet objectif, une normalisation des rapports entre les partenaires sociaux sera, en tout cas, d'une importance décisive.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

Vers la fin de l'année dernière et au début de 1971, l'activité économique en Italie est restée bien en-deça des prévisions, du fait que les progrès de productivité ont continué d'être entravés par des tensions sociales et par certaines difficultés qui ont résulté de l'application des conventions collectives conclues depuis l'automne de 1969. Si l'on fait abstraction des premiers mois de 1970, le potentiel de croissance de l'économie, par suite de circonstances qui ont affecté les facteurs de production, n'a été utilisé que de façon très incomplète depuis à peu près un an et demi, ce qui s'est traduit notamment par une diminution du degré d'utilisation des capacités de production dans l'industrie. Durant cette période, les bénéfices des entreprises ont aussi été comprimés par des hausses de salaires d'une ampleur exceptionnelle. L'écart appréciable, observé pendant un certain temps, entre l'accroissement des dépenses et l'évolution de la production pourrait s'être réduit sensiblement.

Le développement des *exportations* est resté hésitant durant le dernier trimestre de 1970 ainsi qu'au mois de janvier dernier. Cette faiblesse est davantage imputable aux difficultés de production qu'à l'évolution de la demande exté-



rieure, encore que l'incertitude persistante des délais de livraison semble avoir freiné de plus en plus les inscriptions de commandes en pro-

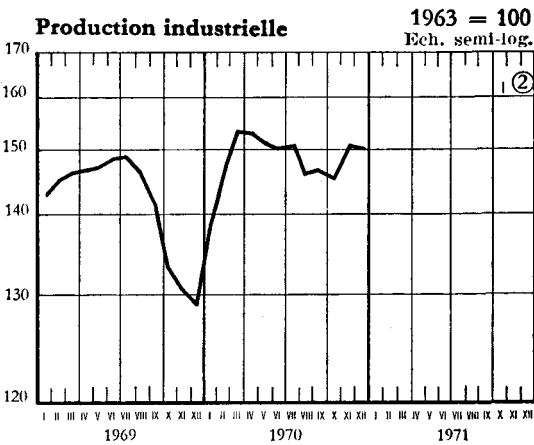
venance de l'étranger. Si la croissance annuelle, en valeur, des exportations de marchandises a néanmoins atteint, au quatrième trimestre, le taux extrêmement élevé de 22 ½ % environ, c'est du seul fait qu'à la même époque de 1969, les grèves avaient fait tomber les exportations à un niveau anormalement bas.

Du côté de la demande intérieure, il semble que les dépenses consacrées aux *investissements sous forme de construction* n'aient plus guère progressé. En ce qui concerne les logements et les bâtiments à usage industriel ou commercial, le volume des mises en chantier accusait, pour la période octobre/novembre, un fléchissement de près de 15 % par rapport au chiffre enregistré à la même époque de 1969, et qui lui-même avait subi l'incidence négative de facteurs exceptionnels; il s'est, en outre, révélé très inférieur au volume des constructions achevées. En revanche, dans le secteur des travaux publics, la nette tendance à l'accroissement des dépenses s'est poursuivie. Après un ralentissement prononcé de leur expansion au deuxième trimestre de 1970 et une réelle régression le trimestre suivant, les *investissements d'équipement* pourraient avoir repris une tendance nettement ascendante au cours des derniers mois de l'année.

Les dépenses de *consommation des ménages*, dont le taux de croissance, pour l'ensemble de l'année 1970, a été notablement plus élevé qu'en 1969, semblent avoir accusé, vers la fin de l'année, une expansion relativement faible. Sans doute la masse salariale, dont leur évolution dépend essentiellement, a-t-elle eu tendance à s'accroître sous l'effet d'un certain nombre de facteurs (conclusion de nouvelles conventions collectives au niveau national comme au niveau des entreprises, nouveaux progrès dans l'égalisation des salaires d'une zone à l'autre, en date du 1<sup>er</sup> octobre, nouvelle majoration, au 1<sup>er</sup> novembre, des indemnités de vie chère en vertu de l'échelle mobile des salaires). D'autre part, cependant, l'évolution de la durée moyenne du travail par salarié, ainsi que des revenus non salariaux, a eu, entre autres facteurs, une incidence modératrice sur l'expansion de la consommation.

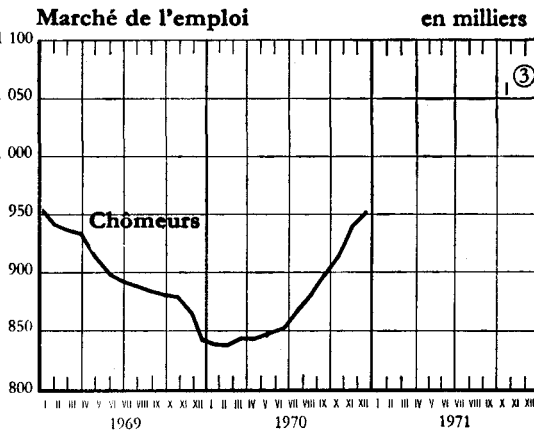
Du côté de l'offre, la *production industrielle* n'a marqué, suivant l'indice de l'ISTAT, qu'une progression conjoncturelle relativement faible au cours des derniers mois de l'année écoulée et

en janvier 1971, pour les raisons mentionnées au début du présent chapitre. Aussi n'avait-elle pas encore retrouvé, au quatrième trimestre de 1970, son niveau du premier trimestre de la même année, et ne dépassait-elle que légèrement — de 2 ½ % — son maximum de l'année 1969 (atteint au mois de juillet). Seule la production de biens d'équipement a montré une forte tendance à l'expansion. Cependant, à cause des per-

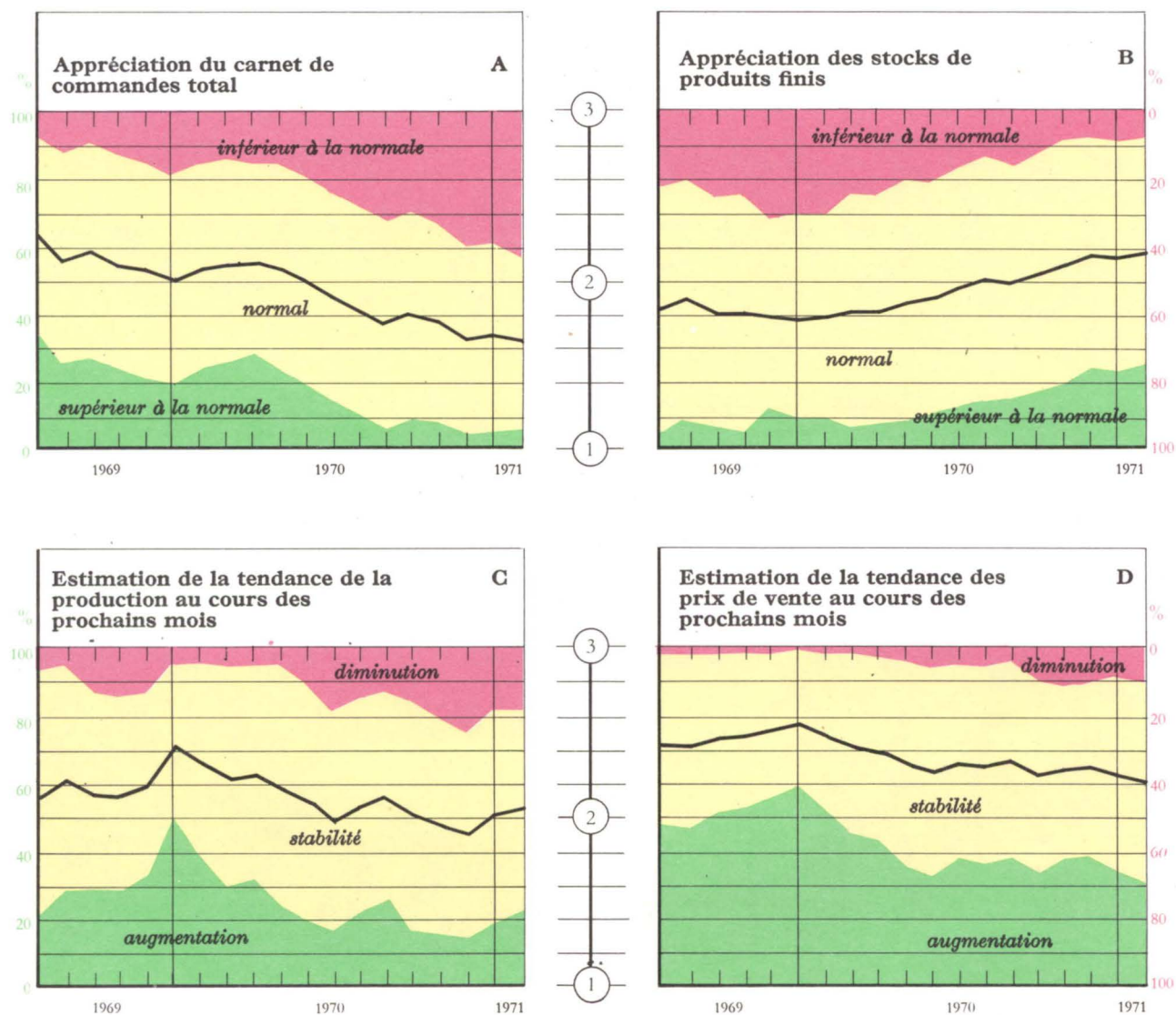


tes de production que les grèves avaient entraînées au quatrième trimestre de 1969, l'indice de la production industrielle, corrigé de l'inégalité du nombre de jours ouvrables, accusait au quatrième trimestre de 1970 une progression de 15 % en comparaison annuelle. Enfin, dans le secteur de la *construction*, la production a témoigné d'une faiblesse caractérisée, trouvant son origine dans l'évolution de la demande.

Le marché de l'emploi a connu, dans ces conditions, une détente sensible. Si le *nombre de salariés* s'est encore nettement élevé au quatrième trimestre, il faut cependant noter que son aug-



# OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE



Réponses aux questions de l'enquête de conjoncture C.E.E., effectuée en Italie par l'I.S.C.O.-Mondo Economico.

GRAPHIQUES A, B, C et D : Les trois zones, verte, jaune et rouge, représentent l'évolution des pourcentages des trois réponses possibles à la question posée.

Les courbes en noir, dont l'échelle se trouve entre les deux graphiques, représentent l'évolution de la somme des pourcentages pondérés par :

- 0,03 pour les réponses : « supérieur à la normale », ou « augmentation » ;
- 0,02 pour les réponses : « normal », ou « stabilité » ;
- 0,01 pour les réponses : « inférieur à la normale », ou « diminution ».





mentation a été supérieure à la moyenne pour les services, secteur où, en Italie, le sous-emploi non recensé est relativement important. D'autre part, la durée du travail par salarié relevée dans les statistiques s'est notablement réduite. D'après l'ISTAT, le nombre de chômeurs partiels dépassait de 14,3 %, en octobre, le nombre enregistré un an plus tôt. Le chômage a eu légèrement tendance à augmenter.

L'offre étrangère, qui s'était fortement développée pendant la majeure partie de l'année 1970, a également montré, au quatrième trimestre de l'année dernière et au début de 1971, une évo-

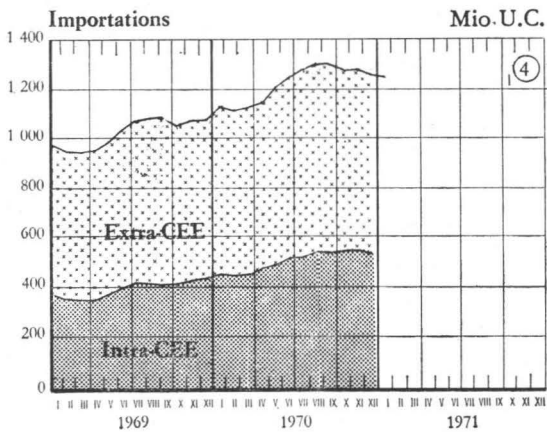
lution conjoncturelle plus modérée; mais en comparaison annuelle, les importations de marchandises ont encore augmenté, au quatrième trimestre, de 16 1/2 % en valeur.

La hausse des prix, après un ralentissement temporaire vers le milieu de l'année, s'est accélérée au cours des derniers mois de 1970. Ce phénomène a tenu exclusivement à l'incidence des coûts, et en particulier, à un notable enchérissement des importations de pétrole, aux majorations de salaires accordées dans l'industrie textile lors du renouvellement de la convention collective, ainsi qu'à l'augmentation de nombreux impôts indirects. En décembre, suivant l'ancien indice de l'ISTAT (base : 1966), la hausse des prix de gros, en comparaison annuelle, se chiffrait à 5,3 %, et celle des prix à la consommation à 5,4 %. Pour janvier, les taux correspondants d'augmentation annuelle se sont élevés à 4,2 et 5,3 %; mais il faut noter qu'ils ont été calculés sur la base d'un indice révisé, pondéré suivant la « corbeille » de l'année 1970.

La balance des paiements s'est soldée, au quatrième trimestre de 1970, par l'excédent le plus élevé qui, depuis la guerre, ait été enregistré à pareille époque (599 millions de dollars). Certes, suivant les statistiques de l'Office des changes, la détérioration de la balance des opérations courantes s'est poursuivie, bien qu'elle se soit apparemment atténuée; mais cette évolution a

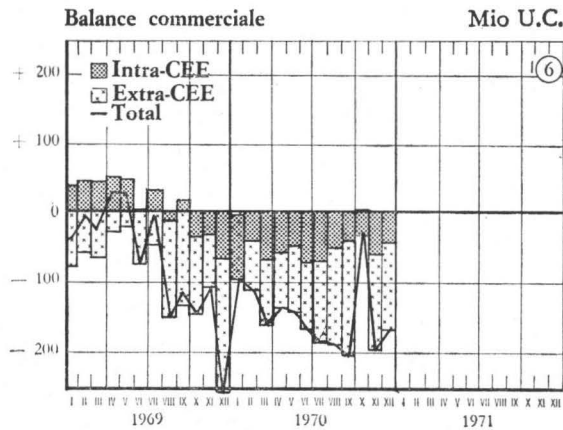
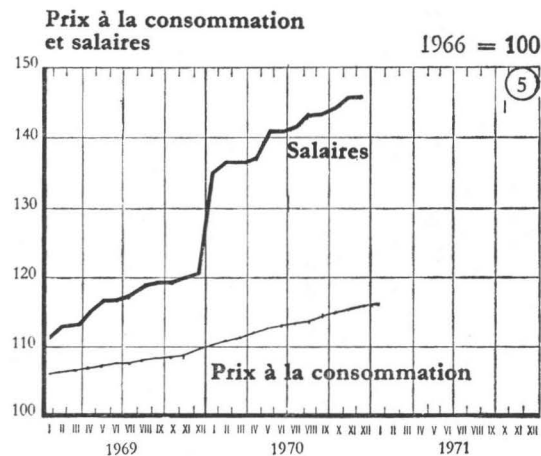
été bien plus que compensée par l'amélioration de la balance des opérations en capital, qui a résulté de nouveaux emprunts italiens à l'étranger. L'accroissement des réserves nettes d'or et de devises des autorités monétaires a atteint 860 millions de dollars; il a même été bien supérieur à l'excédent de la balance des paiements, du fait des importations considérables de fonds à court terme effectuées par les banques. Les réserves ont encore fortement augmenté en janvier, grâce à une nouvelle attribution de droits de tirage spéciaux et à l'émission de nouveaux emprunts à l'étranger.

La liquidité intérieure des banques a marqué, vers la fin de l'année 1970, une expansion con-



lution conjoncturelle plus modérée; mais en comparaison annuelle, les importations de marchandises ont encore augmenté, au quatrième trimestre, de 16 1/2 % en valeur.

La hausse des prix, après un ralentissement temporaire vers le milieu de l'année, s'est accélérée au cours des derniers mois de 1970. Ce phénomène a tenu exclusivement à l'incidence des

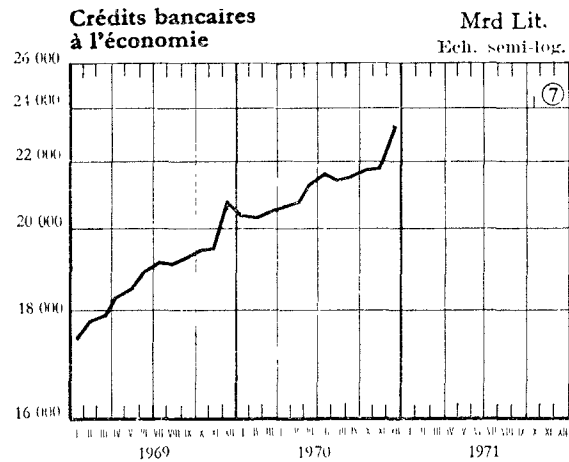


été bien plus que compensée par l'amélioration de la balance des opérations en capital, qui a résulté de nouveaux emprunts italiens à l'étranger. L'accroissement des réserves nettes d'or et de devises des autorités monétaires a atteint 860 millions de dollars; il a même été bien supérieur à l'excédent de la balance des paiements, du fait des importations considérables de fonds à court terme effectuées par les banques. Les réserves ont encore fortement augmenté en janvier, grâce à une nouvelle attribution de droits de tirage spéciaux et à l'émission de nouveaux emprunts à l'étranger.

La liquidité intérieure des banques a marqué, vers la fin de l'année 1970, une expansion con-

joncturelle extrêmement vive, bien qu'eu égard à la demande de crédit du public, au total relativement faible, les établissements bancaires aient utilisé une grande partie des fonds recueillis pour réduire encore leurs engagements assumés envers la Banque d'Italie au titre d'opérations de refinancement. Les transactions avec l'étranger, et surtout un déficit de caisse du Trésor exceptionnellement élevé, accru notamment par des transferts aux organismes de sécurité sociale et, par ailleurs, financé en grande partie par des moyens monétaires, ont constitué les sources principales de cet afflux de liquidités. Le rapport entre les crédits et les dépôts a encore diminué; il a atteint en novembre son point le plus bas de l'année, mais semble ensuite avoir recommencé d'augmenter en tendance, par suite

d'un léger raffermissement de la demande de crédit.



*Emplois et ressources de biens et services*

	1968 <sup>(1)</sup>	1969 <sup>(1)</sup>		1970 <sup>(1)</sup>		1971 <sup>(2)</sup>
	Aux prix cou- rants, en milliards de Lit.	Variation par rapport à l'année précédente, en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(3)</sup>	9.119	+ 13,8	+ 15,9	+ 6,0	+ 11,6	+ 6½
Formation brute de capital fixe	9.322	+ 8,0	+ 14,7	+ 3,8	+ 15,3	+ 3
Consommation des administrations	6.382	+ 3,3	+ 8,3	+ 3,2	+ 7,1	+ 4½
Consommation des ménages	30.066	+ 6,3	+ 9,4	+ 8,0	+ 13,2	+ 6½
Produit national brut	47.280	+ 5,9	+ 10,3	+ 5,1	+ 11,7	+ 5
Importations <sup>(3)</sup>	7.689	+ 20,6	+ 21,5	+ 17,2	+ 22,0	+ 9

<sup>(1)</sup> Relazione generale sulla situazione economica del Paese (1970).

<sup>(2)</sup> Prévisions des services de la Commission.

<sup>(3)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

*Remarques générales :*

(a) La différence entre les données relatives aux emplois, d'une part, et celles qui concernent les ressources, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

(b) Les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

La *masse monétaire* <sup>(1)</sup> s'est encore fortement accrue. Au quatrième trimestre, l'augmentation n'atteignait pas moins de 25 ½ % par rapport au montant enregistré un an auparavant.

Sur le *marché des valeurs mobilières*, la tendance au fléchissement des cours des actions a persisté. En revanche, les cours des obligations ont accusé un redressement continu, en corrélation avec le mouvement analogue observé sur d'importants marchés financiers internationaux et grâce aussi à la politique monétaire plus souple appliquée depuis le milieu de 1970.

## 2. Les perspectives

Les perspectives d'évolution de l'activité économique en Italie, telles qu'elles ont été esquissées pour 1971 dans le précédent rapport trimestriel, se fondaient sur l'hypothèse d'une normalisation des rapports entre les partenaires sociaux. Or ce processus n'est pas encore suffisamment engagé, et il n'est pas exclu que les tensions entre les partenaires sociaux ne persistent pendant un certain temps. C'est notamment pour cette raison que la croissance de la production sera vraisemblablement plus faible qu'on ne le supposait.

Il faut prévoir, à présent, un taux d'expansion moins élevé des *exportations*, bien que la demande potentielle de produits italiens doive assurément demeurer importante.

Les perspectives d'expansion de la demande intérieure apparaissent également plus limitées. Ceci est en particulier le cas de la *formation brute de capital fixe*. Pour ce qui est des investissements sous forme de construction, il faut s'attendre, en raison de l'évolution défavorable des coûts et de la tension persistante du climat social, à une forte tendance au ralentissement dans la construction de bâtiments à usage industriel ou commercial. Malgré les mesures de soutien projetées par le Gouvernement, l'évolution de la construction de logements restera sans doute hésitante pendant quelque temps encore, ne serait-ce qu'en raison des délais de préparation technique et administrative, qui sont forcé-

ment, dans ce domaine, particulièrement longs. L'expansion assez rapide des travaux publics, à laquelle on peut s'attendre, ne pourra sans doute contrebalancer ces tendances dans une mesure suffisante. Enfin, malgré l'action énergique des autorités — octroi plus libéral et moins onéreux du crédit, incitations fiscales à l'investissement, programmes d'investissement expansionnistes des entreprises contrôlées par l'Etat — l'absence prolongée d'une amélioration fondamentale du climat social et la pression qui s'exerce sur les marges bénéficiaires de nombreuses entreprises pourraient, entre autres facteurs, sérieusement entraver les investissements d'équipement.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1970, l'expansion des *dépenses de consommation* sera certainement bien plus vive que celle des investissements. Il semble pourtant qu'elle doive se révéler nettement moins rapide que l'année précédente, bien que le relèvement prochain des traitements des fonctionnaires doive entraîner un développement accéléré de la consommation des administrations publiques. En effet, l'augmentation des revenus des ménages, d'une année à l'autre, sera sans doute beaucoup moins forte qu'en 1970, par suite d'une évolution plus hésitante de l'emploi et de majorations de salaires vraisemblablement moins importantes. En outre, les consommateurs pourraient continuer, dans les premiers temps, à faire preuve de retenue dans leurs achats, avant que leur propension à dépenser ne recommence de s'accroître, notamment dans la perspective de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée.

Dans ces conditions, on s'attend à présent à une augmentation de 4 ½ à 5 % du *produit national brut* en termes réels. En ce qui concerne la *production industrielle*, un taux de croissance de l'ordre de 5 % est considéré comme probable.

Le taux d'expansion prévu pour les *importations*, et qui est également inférieur à celui qui avait été retenu dans le précédent rapport, pourrait encore une fois dépasser notablement celui des exportations.

Le nombre de *saliés* continuera sans doute d'augmenter, tandis que la réduction de la durée moyenne du travail par salarié se poursuivra vraisemblablement.

Ces hypothèses impliquent assurément un relâchement des tensions entre l'évolution de la demande nominale et celle de la production. Il

(1) Selon la définition de la Banque d'Italie (billets de banque, monnaies, dépôts courants de la clientèle, lettres de change émises par certaines banques et chèques circulaires).

est pourtant à prévoir que, tout en s'atténuant, la détérioration de la *balance des paiements courants* et la hausse des *prix* resteront sensibles. Les prix continueront de subir les effets de la forte divergence observée durant les deux dernières années entre l'évolution des coûts et celle de la productivité.

Les perspectives d'évolution du produit national brut, du solde extérieur et du niveau des prix, telles qu'elles viennent d'être esquissées, s'écartent notablement des orientations quantitatives contenues dans le programme de politique éco-

nomique à moyen terme récemment approuvé par le Conseil. Elles imposent à la *politique conjoncturelle* la tâche difficile de rétablir l'équilibre économique perturbé, notamment dans le souci de préserver l'emploi à plus long terme. L'accalmie conjoncturelle actuellement observée dans d'importants pays, mais aussi l'instauration prochaine en Italie de la taxe sur la valeur ajoutée, font apparaître comme une urgente nécessité le retour rapide à une évolution économique plus équilibrée. Outre que ce retour est une condition essentielle pour que la production et l'emploi puissent retrouver prochainement une

Le budget de l'Etat

	1970		1971	1970	1971
	Budget initial	Budget rectifié	Budget initial		
	en 1 000 milliards de Lit.			Variations en % par rapport au budget initial de l'année précédente	
Dépenses <sup>(1)</sup>	12,9	13,2	14,4	+ 15,8	+ 12,0
dont :					
— dépenses courantes	10,1	10,2	11,5	+ 17,9	+ 14,1
— dépenses en capital <sup>(2)</sup>	2,8	3,0	3,0	+ 8,9	+ 4,5
Recettes	10,3	10,5	11,9	+ 13,0	+ 16,1
dont :					
— impôts directs	2,8	2,8	3,1	+ 15,1	+ 9,5
— impôts indirects	6,9	7,1	8,2	+ 13,1	+ 19,0
Solde <sup>(1)</sup>	— 2,6	— 2,7	— 2,5		

<sup>(1)</sup> Non compris l'amortissement de la dette.

<sup>(2)</sup> Y compris les participations, prêts et avances.

Remarque :

Les chiffres présentés dans ce tableau résultent de la transposition des données budgétaires nationales dans un cadre communautaire.

croissance à la fois plus rapide et durable, il fournirait aussi une base solide pour la réalisation des nombreux projets de réformes. L'utilisation optimale des facteurs de production, et en particulier la mise en service des capacités disponibles, revêtent une importance décisive à cet égard.

En ce qui concerne la politique budgétaire, le déficit de caisse du Trésor ne devrait pas dépasser celui de 1970, et devrait autant que possible être financé par un recours à l'épargne réelle. Une expansion accélérée des dépenses axées sur l'investissement serait pourtant tout à fait souhaitable. En particulier, les investissements sous forme de construction, qui ont une forte incidence sur l'emploi mais ne se reflètent que dans une faible mesure sur les importations, doivent être soutenus tant par des mesures directes que de manière indirecte, d'autant plus qu'ils répondent à des besoins sociaux pressants. Le fait que les entraves qui freinent la production des autres secteurs de l'industrie n'affectent apparemment pas la construction, du moins pas dans la même mesure, est un autre argument en faveur d'une politique active en ce domaine. Par ailleurs, on pourrait, dans le cadre des travaux en cours en vue de la réforme fiscale, tenir compte de la nécessité de faciliter le maniement du budget de l'Etat en tant qu'instrument de la politique conjoncturelle.

Outre l'octroi de primes à la construction, il conviendrait de prendre d'autres mesures d'encouragement pour développer l'épargne, et de favoriser son utilisation à l'intérieur du pays en ménageant, sur le marché italien des capitaux, des possibilités de placement aussi larges et attrayantes que possible. Il serait hautement souhaitable que le projet déjà ancien de création de fonds d'investissement italiens puisse être réalisé dans le cadre de la réforme fiscale. D'autre part, une stabilisation suffisamment durable du niveau des prix ne manquerait pas de renforcer sensiblement les effets des mesures visant à favoriser l'épargne et à consolider le marché des capitaux.

En matière de politique monétaire, une vigilance et une souplesse toutes particulières s'imposent actuellement pour éviter de trop fortes fluctuations de l'évolution conjoncturelle. Il semble que la propension à investir des chefs d'entreprise ne soit guère affectée, pour le moment, par une insuffisance des possibilités de crédit, mais

plutôt par d'autres facteurs, tels que la persistance des tensions sociales, la forte compression des marges bénéficiaires et, de manière générale, l'incertitude des perspectives d'évolution de l'économie. L'adaptation des taux d'intérêt en fonction de la tendance à la baisse enregistrée sur les marchés financiers internationaux devrait être poursuivie avec prudence, eu égard notamment à l'équilibre de la balance des paiements.

La mise en œuvre de la politique conjoncturelle qui vient d'être décrite se trouverait grandement facilitée si tous ceux qui participent au processus de production tenaient davantage compte de l'interdépendance des facteurs économiques et des limites de charge à ne pas dépasser, et surtout si les partenaires sociaux pouvaient retrouver la voie d'une coopération constructive.

## Principales mesures de politique conjoncturelle

*Décembre :*

— *Fin décembre, plusieurs décrets sont publiés, qui marquent le début de la réforme administrative décidée depuis longtemps : réorganisation des différentes carrières et catégories, amélioration (de 14,5 % en moyenne) des rémunérations des fonctionnaires en service actif, majoration de 10 % des pensions nettes par anticipation sur la fixation de nouveaux barèmes, aménagement des traitements des magistrats.*

*Janvier :*

— *Pour la première fois depuis longtemps, le coût du crédit de refinancement de la Banque d'Italie — majoré à plusieurs reprises depuis le mois de mars 1969 — est réduit, avec effet au 11 janvier 1971 (par un abaissement du taux d'intérêt des avances sur titres, ramené de 5,5 à 5 %). Le supplément (de 0,5 à 1,5 point) qui avait été institué pour les avances remboursables à échéances fixes est maintenu.*

— *Vers la fin de janvier, le Gouvernement dépose un projet de loi prévoyant d'importantes mesures en faveur du développement économique de l'Italie du Sud. Ces mesures doivent permettre de réaliser, au cours de la période 1971-1975, des investissements industriels s'élevant,*

*en moyenne annuelle, à 1 200 milliards de liras, ainsi qu'une augmentation annuelle de l'emploi portant sur 160 000 personnes; ces chiffres représentent respectivement plus du double et plus du triple des résultats obtenus dans le cadre des programmes gouvernementaux antérieurs. Sont notamment prévus :*

- un relèvement du pourcentage d'investissements que les entreprises contrôlées par l'Etat doivent réaliser dans le Sud de l'Italie (le pourcentage est porté de 60 à 80 % des investissements totaux de ces entreprises);*
- une prorogation (jusqu'à fin 1980) et un élargissement de la « fiscalisation » partielle — en vigueur depuis le mois d'août 1968 — des charges sociales portant sur les*

*entreprises industrielles et artisanales du Sud de l'Italie et sur leur personnel;*

- en tant que mesure indirecte en faveur de l'économie de l'Italie du Sud, l'institution d'une taxe spéciale à charge des entreprises industrielles qui, après l'entrée en vigueur de la loi, effectueront dans certaines régions à forte concentration industrielle du Nord et du Centre de l'Italie des investissements d'une valeur supérieure à 400 millions de liras. Ces investissements seront soumis à autorisation. La taxe spéciale — d'un montant de 1 million de liras par travailleur nouvellement recruté au delà d'une augmentation d'effectif de 100 personnes — est destinée à améliorer l'infrastructure sociale dans la région où est établie l'entreprise en question.*

TABLEAU 1 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	1966	1967	1968	1969	1970	1970
	Variations en volume par rapport à l'année précédente (en %)					1963 = 100
Produit national brut	5,9	6,8	6,0	5,9	5,1	142
Production industrielle	7,4	8,7	8,7	7,0	6,4	151
Importations totales	13,7	12,6	7,5	20,6	17,2	189
Consommation privée	6,8	7,1	4,7	6,3	8,0	145
Consommation publique	3,2	4,3	4,1	3,3	3,2	129
Formation brute de capital fixe	4,0	11,8	7,7	8,0	3,8	122
Exportations totales	13,2	6,7	15,4	13,8	6,0	225
Produit national brut par tête	5,1	6,0	5,4	5,1	4,8	132
Produit national brut par personne active occupée	7,4	5,7	6,0	7,0	4,6	144
	Variations en valeur par rapport à l'année précédente (en %)					
Rémunération brute par salarié	7,9	8,5	7,1	8,8	13,7	188

TABLEAU 2 : Évolution des conditions de l'équilibre interne et externe de l'économie

	1966	1967	1968	1969	1970
Solde extérieur					
mio. u.c.	1 723	1 235	2 274	1 963	637
% du produit national brut	+ 2,7	+ 1,8	+ 3,0	+ 2,4	+ 0,7
Taux de chômage	3,9	3,5	3,5	3,4	3,1
Prix de la consommation privée (variations par rapport à l'année précédente, en %)	+ 2,9	+ 3,0	+ 1,6	+ 2,9	+ 4,8

TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variations par rapport à l'année précédente (en %)					Indice 1963=100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1965	1966	1967	1968	1969	1969	1969	1969
Exportations de marchandises								
Total	20,7	11,7	8,3	17,0	15,3	233	11 736	100,0
Intra-C.E.E.	27,6	12,8	3,3	20,9	22,2	278	4 986	42,5
Extra-C.E.E.	16,4	11,0	11,6	14,5	10,6	188	6 750	57,5
Exportations de produits alimentaires, boissons, tabacs								
Total	20,5	1,5	4,7	3,7	15,7	146	1 006	8,6
Intra-C.E.E.	31,4	0,4	1,7	1,3	21,4	169	550	4,7
Extra-C.E.E.	9,5	2,8	12,4	6,1	9,5	126	456	3,9
Exportations de matières premières et produits énergétiques								
Total	18,7	10,6	9,1	14,1	1,1	189	895	7,6
Intra-C.E.E.	34,2	21,5	15,9	14,7	2,0	262	334	2,8
Extra-C.E.E.	12,4	5,2	5,3	13,7	3,1	162	561	4,8
Exportations de produits industriels finis et semi-finis								
Total	20,9	13,4	8,8	20,0	16,7	253	9 835	83,8
Intra-C.E.E.	26,2	14,6	3,2	25,4	24,9	306	4 101	35,0
Extra-C.E.E.	17,8	12,6	12,4	16,7	11,5	225	5 734	48,8
Importations de marchandises								
Total	1,6	16,7	12,9	4,3	21,5	165	12 453	100,0
Intra-C.E.E.	3,1	21,6	21,5	9,1	29,9	195	4 819	38,7
Extra-C.E.E.	3,9	14,4	8,8	1,8	16,7	151	7 634	61,3
Importations de produits alimentaires, boissons, tabacs								
Total	18,9	9,7	0,7	8,5	14,9	167	2 118	17,8
Intra-C.E.E.	20,6	13,5	26,6	29,0	26,8	328	789	6,3
Extra-C.E.E.	18,4	8,7	6,4	0,9	9,2	132	1 429	11,5
Importations de matières premières et produits énergétiques								
Total	8,5	15,1	13,7	1,0	13,0	161	4 170	33,5
Intra-C.E.E.	18,7	18,2	14,2	3,0	20,6	187	597	4,8
Extra-C.E.E.	7,0	14,6	13,6	1,7	11,3	157	3 573	28,7
Importations de produits industriels finis et semi-finis								
Total	10,8	22,0	13,8	8,6	31,0	167	6 064	48,7
Intra-C.E.E.	10,8	24,2	22,3	8,1	32,4	179	3 432	27,6
Extra-C.E.E.	10,9	19,4	14,5	9,2	29,1	154	2 632	21,1

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Production industrielle (1963 = 100)	1963	136,3	127,5	136,7	133,7	135,0	138,2	137,3	138,7	142,3	141,9	136,8	144,4
	1969	116,1	143,9	147,3	147,7	145,0	151,5	150,0	136,6	137,6	127,5	126,5	133,3
	1970	151,5	154,0	153,6	151,3	148,8	151,5	152,7	132,0	153,5	148,6	152,6	151,0
Nombre de chômeurs (en 1000)	1968	970,4	963,8	952,7	943,7	962,1	958,2	962,3	962,9	975,3	976,6	952,1	931,3
	1969	934,8	938,7	915,3	895,8	883,0	896,6	833,3	875,3	879,5	868,4	844,7	828,6
	1970	847,4	844,0	847,5	845,8	850,7	863,8	878,8	890,8	929,7	938,8	962,1	954,1
Construction : Nombre de permis de construire pour logements (en 1000)	1968	31,3	48,1	55,3	55,6	53,6	60,5	69,0	313,4	78,6	72,7	38,6	45,6
	1969	19,4	21,4	23,3	21,4	25,3	22,8	25,1	22,6	25,8	25,3	24,5	24,4
	1970	17,0	22,3	24,6	25,3	27,5	24,8	27,0	21,5	23,2	24,5		
Consommation privée : Chiffre d'affaires des grands magasins (1963 = 100)	1963	137,9	150,3	116,8	151,1	119,7	149,6	159,5	159,9	152,2	155,0	161,1	156,7
	1969	155,1	150,6	164,4	159,7	182,0	162,7	174,6	182,2	183,2	174,3	169,2	185,5
	1970	182,0	176,8	198,2	170,7	170,1	195,2	198,6	196,1	202,0	214,8		
Prix à la consommation (1963 = 100)	1969	119,9	120,1	120,6	121,1	121,4	121,8	123,1	122,9	123,1	123,4	124,1	124,6
	1970	125,1	126,1	126,6	127,2	127,7	128,0	128,2	128,4	129,2	129,8	130,8	131,3
	1971	131,8											
Importations de marchandises (Mio. u.c.)	1969	972,8	940,1	934,1	995,7	1 016,7	1 078,2	1 093,4	1 076,2	1 108,8	1 007,4	1 110,8	1 114,2
	1970	1 175,0	1 058,6	1 143,0	1 250,8	1 252,7	1 320,3	1 311,0	1 301,4	1 336,6	1 214,7	1 329,3	1 253,2
	1971	(1158,6)											
Exportations de marchandises (Mio. u.c.)	1969	936,9	935,4	912,4	1 025,0	1 075,8	1 008,6	1 085,8	921,4	995,7	913,6	1 007,5	860,4
	1970	1 079,2	943,1	986,0	1 118,8	1 113,7	1 155,9	1 133,0	1 120,4	1 155,0	1 191,2	1 134,7	1 088,3
	1971	(1125,6)											
Solde de la balance commerciale (Mio. u.c.)	1969	- 55,9	- 4,6	- 21,7	+ 29,3	+ 29,1	- 69,6	- 7,6	- 154,8	- 113,1	- 93,8	- 103,3	- 253,8
	1970	- 95,8	- 115,2	- 157,0	- 132,0	- 139,0	- 164,4	- 178,0	- 181,0	- 201,6	- 23,5	- 194,6	- 164,9
	1971	(- 33,0)											
Réserves officielles en or et en devises (Mio. u.c.)	1969	4 727	4 636	4 493	4 571	4 366	4 514	4 582	4 686	4 547	4 566	4 668	4 696
	1970	4 457	3 943	3 947	3 923	4 368	4 233	4 130	4 226	4 411	4 776	4 903	5 271
	1971	5 652	5 816										
Disponibilités monétaires (Mrd. Lit.)	1968	17 863	17 652	17 976	18 235	18 463	18 795	18 993	18 975	19 379	19 373	19 695	21 104
	1969	20 440	20 379	20 836	20 845	21 282	21 558	21 590	21 681	22 138	22 351	22 831	24 388
	1970	23 839	24 122	24 689	24 896	25 538	26 117	26 522	26 660	27 247	27 811	28 452	31 108



# REMARQUES CONCERNANT LES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire). Conversion en unité de compte (1 u.c. = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US) sur la base des taux de change officiels.

## Graphique 1

— Exportations : (f.o.b.). Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

## Graphique 2

— Production industrielle : Série corrigée des variations saisonnières. A l'exclusion du bâtiment et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs. Moyennes mobiles sur trois mois.

## Graphique 3

— Marché de l'emploi : nombre de personnes inscrites au chômage. Séries du Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale, corrigées des variations saisonnières par l'O.S.C.E.; moyennes mobiles sur trois mois.

## Graphique 4

— Importations : (c.a.f.). Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

## Graphique 5

— Prix à la consommation et salaires : Source ISTAT. Salaires minima conventionnels (à l'exclusion des allocations familiales) des travailleurs de l'industrie; séries calculées d'après les salaires horaires.

## Graphique 6

— Balance commerciale : Différence entre les importations et les exportations désaisonnalisées.

## Graphique 7

— Crédits bancaires à l'économie : Source Banca d'Italia. Crédits à court terme accordés aux entreprises et aux particuliers. Situation en fin de mois.

## Tableau 1

Source pour 1969 et 1970 : Relazione generale sulla situazione economica del Paese (1970).

- Produit national brut aux prix du marché.
- Production industrielle : valeur ajoutée par l'industrie au coût des facteurs.
- Exportations et importations totales; biens, services et revenus de facteurs.
- Rémunération des salariés par salarié : déduction faite des cotisations sociales à charge de l'État.

## Tableau 2

- Solde extérieur : biens, services et revenus de facteurs.
- Taux de chômage : nombre de chômeurs en pourcentage de la population active. Source : I.S.T.A.T.
- Prix de la consommation privée : indice des prix implicites calculé sur la base des comptes nationaux.

## Tableau 3

- Exportations f.o.b., importations c.i.f. Conversion sur base des taux de change officiels. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « classification statistique et tarifaire pour le Commerce international » (C.S.T.); produits alimentaires, boissons et tabacs : groupes 0 et 1; matières premières et produits énergétiques : groupes 2 à 4; produits industriels finis et semi-finis : groupes 5 à 9.

## Tableau 4

- Production industrielle (à l'exclusion du bâtiment et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs) chiffres désaisonnalisés.
- Chômeurs : séries du Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale; chiffres désaisonnalisés par l'O.S.C.E.
- Construction : autorisations de bâtir dans les communes chefs-lieux de province et dans les communes de plus de 20 000 habitants; chiffres non désaisonnalisés.
- Consommation privée : indice de valeur du chiffre d'affaires des grands magasins; chiffres désaisonnalisés.
- Prix à la consommation : indice brut.
- Importations c.i.f., exportations f.o.b. Chiffres désaisonnalisés.
- Solde de la balance commerciale : différence entre les chiffres désaisonnalisés des exportations et des importations.
- Réserves officielles nettes d'or et de devises : Source Ufficio Italiano dei Cambi. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires : billets et monnaies divisionnaires en circulation, à l'exclusion des encaisses du Trésor, Comptes courants à vue du secteur non bancaire auprès des établissements de crédit recensés; chèques circulaires (vaglia e assegni) de la Banque centrale et des autres banques et instituts de crédit. Situation en fin de mois.



## D. Pays-Bas

*L'évolution économique aux Pays-Bas est restée caractérisée, à la fin de l'année écoulée, par de fortes tensions inflationnistes. Certes l'expansion de la demande, tant intérieure qu'extérieure, a été un peu moins vive qu'à l'automne dernier; mais la production intérieure a perdu, elle aussi, de son dynamisme, par suite surtout d'importants goulots d'étranglement au niveau des capacités et de la pénurie aiguë de main-d'œuvre. Au cours des derniers mois, la hausse des prix est demeurée rapide sur le marché intérieur, non seulement du fait de l'évolution du rapport entre l'offre et la demande, mais aussi sous l'effet de l'augmentation persistante des coûts. Malgré l'aggravation du déficit de la balance des paiements courants, la balance globale des paiements s'est soldée par de nouveaux excédents.*

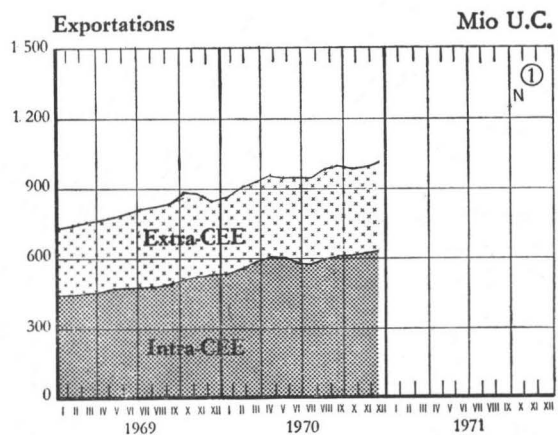
*Il n'y a guère lieu, pour le moment, d'escompter une accalmie prochaine de la conjoncture. C'est dans l'évolution des prix et des salaires que réside le danger le plus sérieux pour les prochains mois. Aussi conviendrait-il, pour préserver la capacité concurrentielle de l'économie néerlandaise, de maintenir l'orientation restrictive de la politique économique jusqu'au moment où des tendances à la stabilisation se seront clairement affirmées.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

L'essor vigoureux qui a caractérisé l'économie néerlandaise durant la majeure partie de l'année écoulée semble maintenant avoir dépassé son point culminant. Si les tensions sont demeurées très vives, on discerne cependant certains signes d'essoufflement de la demande. L'accentuation de l'orientation restrictive de la politique économique a sans doute joué un rôle important à cet égard.

Durant les derniers mois, les impulsions données par les *exportations* à la croissance économique se sont légèrement affaiblies. Tel est surtout le cas des exportations vers les autres pays de la Communauté. Le fait s'explique, au premier chef, par le ralentissement observé dans l'expansion de la demande en provenance de ces pays, mais peut-être aussi par la concurrence accrue d'autres fournisseurs qui ont pu, entre-temps, raccourcir leurs délais de livraison. En outre, les ventes de divers produits agricoles ont accusé une régression. Suivant les statistiques douanières, les exportations de marchandises, au quatrième trimestre de 1970, ont dé-

passé de 15,7 % en valeur les résultats enregistrés un an plus tôt.



Dans le domaine de la demande intérieure, on observe, depuis le début de l'année, les premiers indices d'un développement moins rapide de la propension à investir des entreprises. D'une part, de nombreuses entreprises, en particulier dans le secteur des biens de consommation, se sont efforcées de mieux adapter leurs *stocks* à leurs possibilités d'écoulement; d'autre

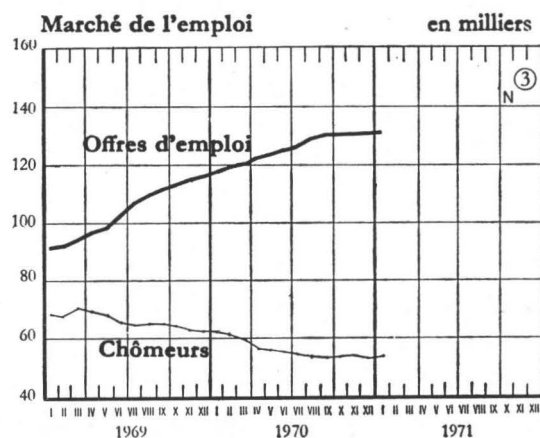
part, il semble que l'expansion de la *formation brute de capital fixe* des entreprises ne soit plus aussi vive que durant la majeure partie de l'année écoulée. Cette évolution a tenu non seulement aux restrictions apportées, dans certaines régions du pays, à la délivrance de permis pour des constructions à usage industriel, mais encore à la pression exercée sur les marges bénéficiaires. Il semble aussi que les dépenses d'investissement des administrations publiques, et en particulier de l'Etat, n'aient augmenté que faiblement au cours des derniers mois. En revanche, à en juger d'après le nombre des récentes mises en chantier, il se pourrait que la construction de logements ait montré un peu plus de dynamisme, bien que ce secteur précisément souffre beaucoup de la pénurie de main-d'œuvre.

L'économie néerlandaise est de plus en plus nettement caractérisée par une conjoncture de *consommation*. Vers la fin de l'année dernière, la perspective d'une majoration des taux de la taxe sur la valeur ajoutée a même donné lieu, temporairement, à un véritable boom des achats de biens de consommation durables, qui a été suivi d'une évolution plus modérée dans les mois suivants. L'expansion, importante au total, des dépenses de consommation privée est surtout imputable à l'accroissement rapide des revenus salariaux enregistré à l'automne dernier, et qui n'a été freiné qu'au début de 1971, au moment où le Gouvernement a temporairement limité les nouvelles majorations de salaires. Le pouvoir d'achat des ménages a également été réduit, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, par l'alourdissement de l'imposition directe.

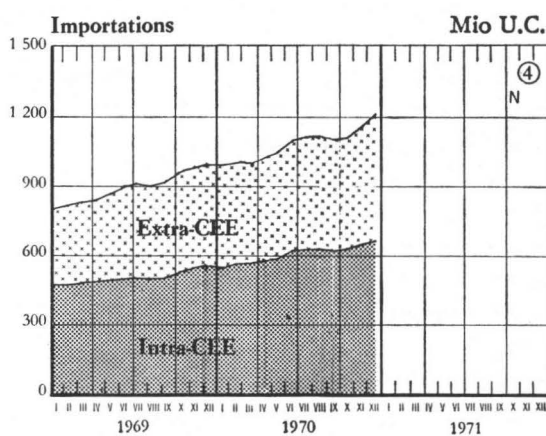
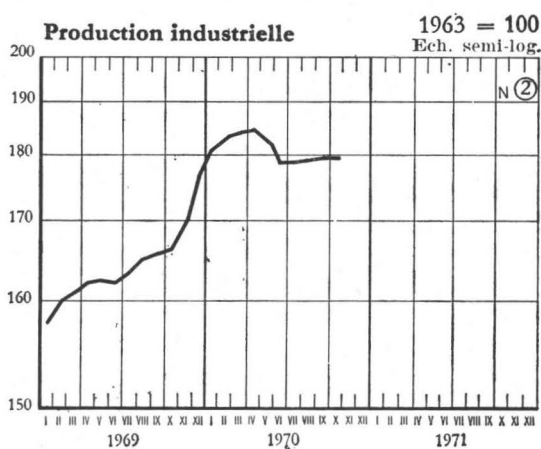
Du fait surtout d'une complète utilisation des capacités dans de nombreux secteurs de l'éco-

nomie, la croissance de la *production* s'est ralentie au cours des derniers mois. Aussi l'indice de la production industrielle du Bureau central de Statistique (C.B.S.), corrigé des variations saisonnières, n'a-t-il plus guère augmenté vers la fin de l'année. En décembre, cependant, la production industrielle dépassait encore de 5 % son niveau de décembre 1969. Dans les autres branches d'activité, en particulier dans le secteur des services, il semble que l'expansion de la production considérée dans son ensemble soit restée assez vive.

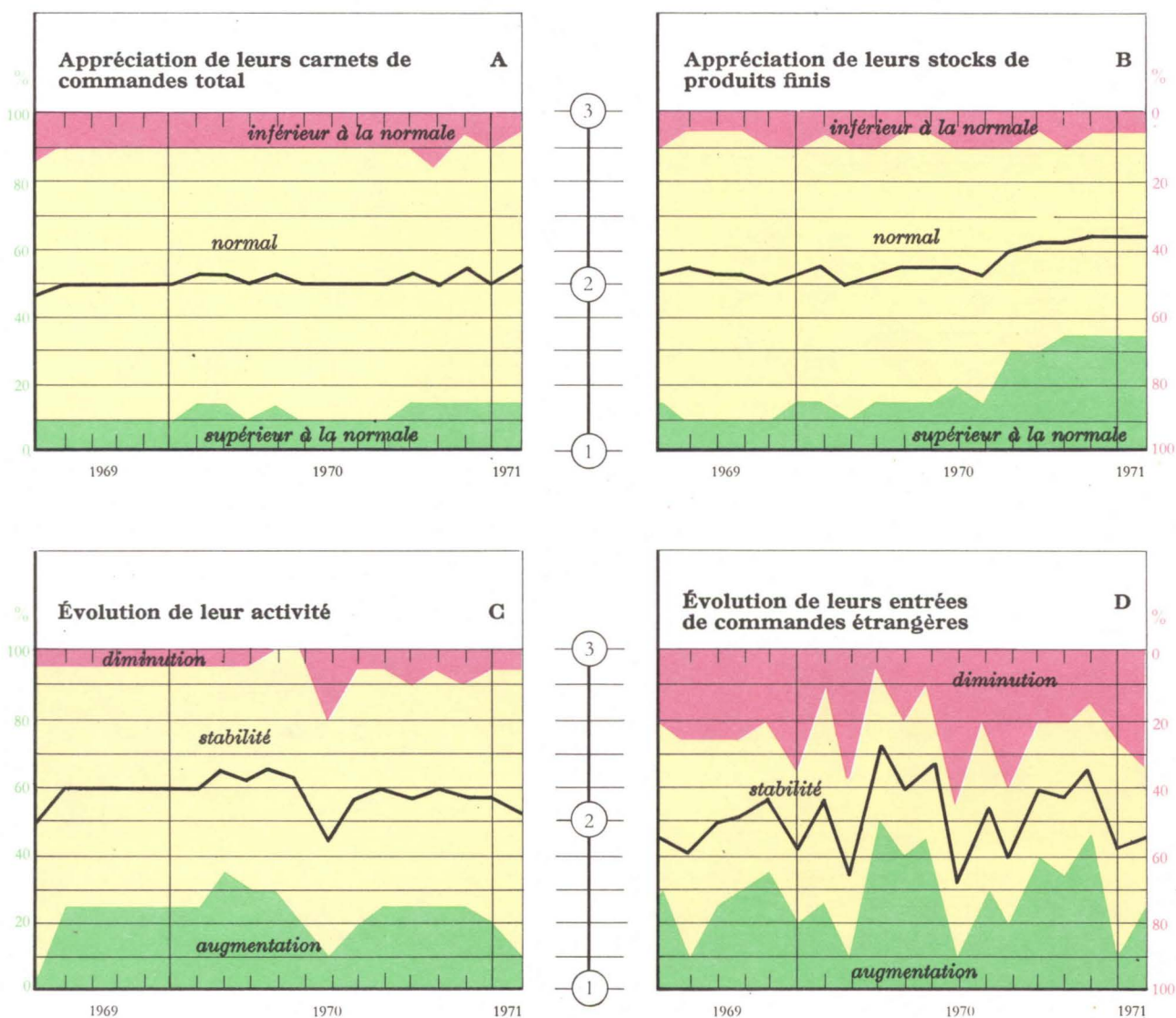
Alors que les tensions sur le marché de l'emploi n'ont cessé de croître jusqu'à l'automne de 1970, des indices de légère détente sont apparus vers la fin de l'année. Pour la première fois depuis 1967, le nombre d'emplois vacants a cessé d'aug-



menter. En février, le taux de chômage (nombre de chômeurs par rapport à la population active civile) était, après correction de l'incidence saisonnière, légèrement plus élevé — soit de plus de 1,2 % — qu'à l'automne dernier.



# OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE



Source : Enquête de conjoncture du Centraal Bureau voor de Statistiek.

Remarque : L'enquête recouvre le secteur de la construction, mais non les secteurs suivants : papier, pétrole, minéraux non métalliques.

GRAPHIQUES A, B, C et D : Les trois zones, verte, jaune et rouge, représentent l'évolution des pourcentages des trois réponses possibles à la question posée.

Les courbes en noir, dont l'échelle se trouve entre les deux graphiques, représentent l'évolution de la somme des pourcentages pondérés par :

- 0,03 pour les réponses : « supérieur à la normale », ou « augmentation »;
- 0,02 pour les réponses : « normal », ou « stabilité »;
- 0,01 pour les réponses : « inférieur à la normale », ou « diminution ».



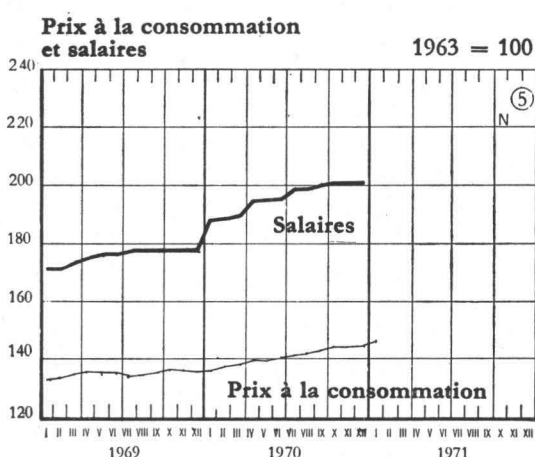
Les *importations*, qui avaient brutalement augmenté au cours du second semestre de 1970 sous l'effet du développement rapide de la demande intérieure finale, ont sans doute accusé, au début de 1971, une légère tendance au ralentissement. Selon les statistiques douanières, elles ont dépassé de 21 % en valeur et de 16,5 % en volume, au quatrième trimestre, le niveau enregistré un an auparavant.

Etant donné l'écart considérable qui subsiste entre la demande nominale et l'offre réelle, et surtout du fait de la forte hausse des coûts salariaux enregistrée en 1970, le climat des *prix* a continué de se détériorer. En outre, dans le

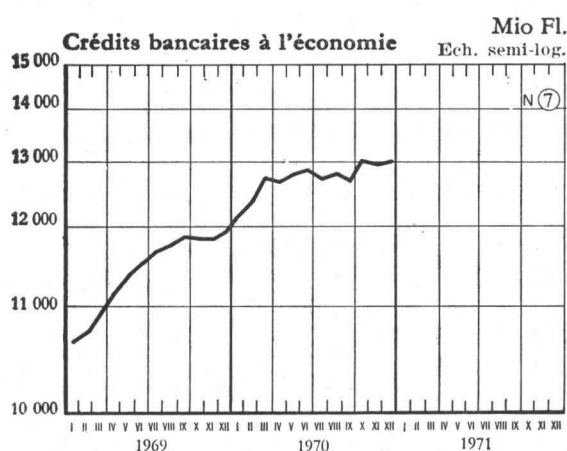
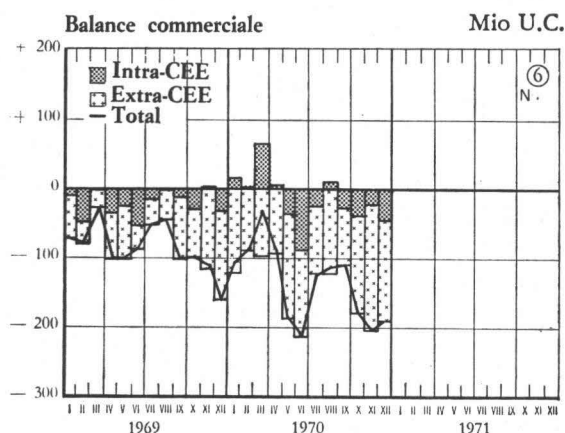
La détérioration de la *balance des paiements courants*, particulièrement nette depuis le second semestre de 1970, s'est poursuivie durant les derniers mois. Le déficit élevé de la balance commerciale a joué un rôle décisif à cet égard. Cette détérioration n'apparaît toutefois pas dans l'évolution de la balance globale des paiements, du fait que l'afflux de capitaux étrangers aux Pays-Bas, en dépit d'un certain ralentissement par rapport à l'automne dernier, est demeuré considérable. Les réserves nettes d'or et de devises de la banque d'émission ont donc continué de s'accroître. Compte tenu d'une attribution de 271 millions de florins au titre des droits de tirage spéciaux, elles ont dépassé de 2,38 milliards de florins, en janvier, le montant enregistré un an plus tôt.

L'effet expansif exercé sur les liquidités intérieures par l'étranger et par le crédit bancaire accordé aux entreprises et aux particuliers a été, au quatrième trimestre, en grande partie compensé par les opérations de trésorerie des administrations publiques. La baisse du *taux de liquidité* (rapport entre la masse monétaire et quasi-monétaire et le revenu national), qui s'était amorcé au milieu de l'année dernière, s'est donc poursuivie. En décembre toutefois, la masse monétaire accusait un accroissement de 11,7 % par rapport à décembre 1969.

Depuis le mois d'août, l'expansion du crédit à court terme consenti au secteur privé est restée dans les limites du plafond fixé. Celui-ci a d'ailleurs été abaissé une nouvelle fois, pour les



domaine des prix à la consommation, le relèvement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que l'augmentation des tarifs de divers services publics, ont accentué la hausse. L'indice des prix à la consommation s'est élevé de 2,4 % de décembre à février; il a ainsi dépassé de 6,9 % le niveau atteint un an auparavant.



mois de janvier et février. Sur le marché monétaire et financier, la tendance à la baisse des taux d'intérêt s'est poursuivie, par suite notamment de l'afflux de capitaux étrangers.



Emplois et ressources de biens et services

	1968 <sup>(1)</sup>	1969 <sup>(1)</sup>		1970 <sup>(2)</sup>		1971 <sup>(3)</sup>
	Aux prix cou- rants, en milliards de Fl	Variation par rapport à l'année précédente, en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(4)</sup>	42,06	+ 15,6	+ 17,5	+ 12½	+ 18½	+ 8½
Formation brute de capital fixe	24,18	+ 0,6	+ 7,9	+ 7	+ 15½	+ 6
Consommation des administrations	14,33	+ 1,7	+ 11,8	+ 3½	+ 12½	+ 3
Consommation des ménages	51,67	+ 4,0	+ 10,5	+ 7½	+ 11½	+ 5
Produit national brut	91,87	+ 5,1	+ 11,4	+ 6	+ 11	+ 4
Importations <sup>(4)</sup>	41,47	+ 14,5	+ 18,4	+ 14½	+ 22	+ 8

<sup>(1)</sup> Centraal Bureau voor de Statistiek.

<sup>(2)</sup> Estimations du C.P.B.

<sup>(3)</sup> Prévisions.

<sup>(4)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

Remarques générales :

(a) La différence entre les données relatives aux emplois, d'une part, et celles qui concernent les ressources, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

(b) Les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées. le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

2. Les perspectives

Même si les tendances, actuellement perceptibles, d'un rapprochement progressif entre la croissance de la demande en termes nominaux et l'offre en termes réels devaient se poursuivre durant les prochains mois, les facteurs conjoncturels d'expansion resteront si actifs que de nouvelles tensions sont à craindre dans le domaine des prix, des coûts et de la balance des paiements. Ce serait surtout le cas si, au cours du second semestre, quand aura pris fin la limitation temporaire de majorations de salaires qui a été introduite au début de l'année, la progression des revenus des ménages se faisait plus rapide encore.

Etant donné la pleine utilisation des facteurs de production dans de nombreux secteurs de l'économie, la forte demande intérieure, et enfin les tendances conjoncturelles observées dans les principaux pays acheteurs, le rythme des *exportations* néerlandaises ne devrait guère s'accélérer dans les prochains mois, d'autant plus que l'augmentation des coûts salariaux par unité produite est plutôt de nature à aggraver les difficultés en matière d'exportation, déjà latentes auparavant dans des secteurs en proie à des difficultés structurelles, tels que les industries textile, de l'habillement, du cuir et des denrées alimentaires.



L'expansion de la demande intérieure continuera vraisemblablement de se modérer durant les prochains mois. L'affaiblissement des investissements des entreprises est sans doute la seule raison de cette évolution. Le niveau des *stocks* étant très élevé, les investissements des entreprises dans ce domaine ne contribueront guère à l'expansion de la demande. Abstraction faite de l'accroissement important des investissements en moyens de transport, et en particulier des achats d'avions, les *investissements fixes* des entreprises connaîtront probablement un ralentissement, imputable notamment à l'incidence de la politique économique restrictive et à la forte pression des coûts. En revanche, il est à prévoir que l'évolution des investissements des administrations publiques et de la construction de logements restera nettement orientée à l'expansion; à cet égard, les mesures de soutien prises par le Gouvernement en faveur de la construction résidentielle et, en ce qui concerne le secteur public, les investissements en construction des collectivités locales subordonnées, joueront un rôle important.

Après l'accalmie passagère qui a marqué le début de l'année, les dépenses de *consommation des ménages* devraient de nouveau accuser une vigoureuse expansion. Jusqu'au milieu de 1971, les salaires par tête n'augmenteront qu'à un rythme relativement lent. En effet, lors du renouvellement des conventions collectives, les majorations de salaires ont été limitées à 3 %, avec la possibilité de les relever d'un point après une période de trois mois. Mais au milieu de l'année, ces restrictions seront levées pour un grand nombre de travailleurs, de sorte qu'il faut escompter pour lors un mouvement de rattrapage. En moyenne annuelle, l'augmentation des salaires par travailleur devrait être à peu près la même qu'en 1970 (12,5 %). L'expansion des revenus disponibles des ménages sera toutefois sensiblement moins élevée que la hausse des salaires, en raison de l'évolution relativement plus modérée des autres revenus — à l'exception des revenus de transfert — ainsi que de l'incidence de la progressivité de l'impôt.

Etant donné la persistance d'importants goulots d'étranglement de la production, l'*offre intérieure* ne montrera qu'une faible élasticité durant les prochains mois et ne sera donc pas en mesure de s'adapter à l'expansion de la demande. Les tensions sur le marché de l'emploi resteront

de toute manière assez vives, d'autant plus que de nouvelles réductions de la durée du travail sont prévues dans les conventions collectives. Le taux de croissance de 4 % environ du produit national brut en termes réels, avancé pour l'année 1971 dans le précédent rapport trimestriel, apparaît toujours comme une estimation réaliste.

Les tensions relativement vives qui affectent l'économie, ainsi que les importants achats d'avions auxquels il faut s'attendre entraîneront dans les prochains mois un développement appréciable des *importations*. Aussi, dans une première phase, la *balance des paiements courants* devrait-elle rester fortement déficitaire; ce n'est que pour la fin de l'année qu'un redressement pourrait être escompté.

Le climat des *prix* restera défavorable, ce qu'il faut attribuer non seulement à l'évolution du rapport entre l'offre et la demande, mais aussi à l'accroissement des coûts salariaux par unité produite, qui sera vraisemblablement beaucoup plus important qu'en 1970. En tout cas, la hausse de l'indice des prix à la consommation privée se situera, en moyenne annuelle, bien au-dessus des orientations figurant dans le troisième programme de politique économique à moyen terme de la Communauté.

Les perspectives d'évolution de la demande et, en particulier, le danger d'une nouvelle et vigoureuse poussée des prix et des salaires excluent provisoirement une atténuation du caractère restrictif de la *politique économique*.

Même si l'expansion de la demande devait se ralentir, il ne faut pas oublier que l'offre intérieure, de son côté, a perdu de son élasticité. Aussi la consolidation de l'économie néerlandaise devrait-elle rester, dans les premiers temps, l'objectif essentiel de la *politique économique*. Etant donné les fortes tensions qui menacent cette économie, il est pleinement justifié de maintenir, pour le moment, les restrictions qui ont été progressivement introduites depuis septembre dernier. Comme les mesures adoptées dans le cadre de la politique des revenus n'ont qu'un caractère provisoire, il ne semble pas opportun, surtout dans les circonstances présentes, d'assouplir la politique monétaire ou budgétaire. Pareil assouplissement serait d'autant moins souhaitable que les prévisions les plus récentes des autorités néerlandaises ont mis en lumière qu'à

# Le budget de l'Etat

	1970		1971	1970	1971
	Budget initial	Résultats provisoires	Budget initial		
	en milliards de Fl.			Variations en % par rapport au budget initial de l'année précédente	
			( <sup>1</sup> )		( <sup>1</sup> )
Dépenses ( <sup>2</sup> )	28,4	28,9	32,1	+ 11,2	+ 13,0
dont :					
— dépenses courantes	20,7	21,1	23,8	+ 12,3	+ 15,0
— dépenses en capital ( <sup>3</sup> )	7,3	7,4	7,7	+ 8,4	+ 6,5
Recettes	26,8	26,7	30,7	+ 15,6	+ 14,5
dont :					
— impôts directs	13,4	13,2	15,5	+ 15,0	+ 15,5
— impôts indirects	10,2	10,3	11,4	+ 10,1	+ 11,2
Solde ( <sup>2</sup> )	— 1,6	— 2,3	— 1,4		

(<sup>1</sup>) A l'exclusion des mesures de stabilisation (limitation des dépenses et alourdissement de la fiscalité) proposées en septembre 1970.

(<sup>2</sup>) Non compris l'amortissement de la dette.

(<sup>3</sup>) Y compris les participations, prêts et avances.

## Remarque :

Les chiffres présentés dans ce tableau résultent de la transposition des données budgétaires nationales dans un cadre communautaire.

défaut d'une stabilisation suffisante obtenue à brève échéance, les déséquilibres actuels pourraient aisément prendre un caractère durable.

A cet égard, il importe tout particulièrement que les ressources budgétaires soient mobilisées, dans la mesure qui est actuellement prévue, pour modérer la conjoncture. Aussi les dépenses supplémentaires devraient-elles toujours être couvertes par des économies équivalentes réalisées sur d'autres postes. Il importe, en outre, que

le financement du déficit budgétaire n'ait pas d'effet inflationniste.

L'orientation restrictive de la politique monétaire devrait également être maintenue, du moins aussi longtemps que l'affaiblissement de la propension à investir des entreprises ne dépasse pas des proportions normales. A cet égard, il faut tenir compte du fait qu'aux Pays-Bas, comme d'ailleurs dans la plupart des autres pays de la Communauté, la part actuelle des investissements des

entreprises dans le produit national brut est la plus importante qui ait été enregistrée depuis la création du Marché commun. Il pourrait toutefois apparaître nécessaire de procéder, le cas échéant, à une réduction des taux d'intérêt pour freiner l'afflux de capitaux étrangers.

Le comportement des partenaires sociaux est également d'une importance essentielle en vue d'une stabilisation rapide de l'économie néerlandaise. En effet, une course qui s'engagerait entre les salaires et les prix, après la suppression ou l'assouplissement des mesures qui sont prévues dans ce domaine jusqu'au milieu de l'année, pourrait avoir de graves conséquences pour la capacité concurrentielle de l'économie néerlandaise et la sauvegarde de l'emploi.

## Principales mesures de politique conjoncturelle

### Novembre :

— A la suite de l'avis unanime du Conseil économique et social contre l'application de l'article 8 de la loi sur les salaires, qui prévoit la possibilité d'une intervention du Gouvernement dans les conventions salariales en particulier, le Gouvernement déclare qu'il ne fera pas usage de cette disposition.

— L'accroissement du crédit consenti par les banques commerciales et agricoles aux provinces et aux communes ne pourra pas dépasser 10 % sur base annuelle.

— Le Conseil économique et social émet un avis au sujet du programme gouvernemental de stabilisation du mois de septembre dernier. Il recommande des majorations d'impôts de 4 % au lieu des 3 % envisagés par le Gouvernement, de réduire les dépenses budgétaires de l'Etat de 400 millions de florins au lieu de 140 millions, et de ne pas relever les taux de la taxe sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, le Conseil est partagé au sujet de l'opportunité d'introduire une « pause » dans l'évolution des salaires, conformément à l'article 10 de la loi sur les salaires. Le Gouvernement déclare toutefois devant la Deuxième Chambre qu'il ne suivra pas les suggestions du Conseil économique et social.

— Une allocation unique de 400 florins est accordée aux chômeurs et aux bénéficiaires d'une pension d'invalidité.

### Décembre :

— Le Parlement adopte les modifications de la fiscalité proposées par le Gouvernement : le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est porté de 12 à 14 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1971, le taux de cette taxe est abaissé pour un certain nombre de produits de première nécessité, tandis que les taux de l'impôt sur les revenus et les salaires, de l'impôt sur les sociétés, de la taxe sur les véhicules automobiles et de la taxe sur l'essence sont temporairement majorés de 3 %.

— Le système de financement centralisé des dépenses des provinces et des communes est prorogé d'un an.

— Pour consolider leur dette flottante, les communes se voient attribuer 400 millions de florins provenant de comptes de souscription anticipée des organismes de sécurité sociale auprès du Trésor (il s'agit de comptes auxquels sont versés les fonds dans l'attente de la prochaine émission).

— Un projet de loi est déposé, qui prévoit l'établissement d'une statistique des prêts contractés sur le marché libre (« onderhandse leningen ») et des prêts hypothécaires d'un montant minimum de 250 000 florins.

— Le Gouvernement propose une « pause » dans l'évolution des salaires. A la suite du débat parlementaire, il accepte l'incorporation de l'allocation unique de 400 florins dans les conventions collectives, lors du renouvellement de celles-ci; mais l'augmentation maxima des salaires autorisée sera de 3 % à ce moment et de 1 % supplémentaire trois mois plus tard.

— Les subventions à la construction de logements sont majorées.

— Les mesures d'encadrement du crédit à court terme octroyé par les banques commerciales et agricoles, ainsi que par les postes, sont prorogées pour les mois de janvier et de février 1971. Le taux d'accroissement mensuel autorisé n'est plus que de 1 %, contre 1,5 % auparavant. D'autre part, les normes ne sont plus fixées que pour deux mois, au lieu de quatre.

*Janvier :*

— Les pensions de vieillesse, les pensions de veuves et d'orphelins, ainsi que les allocations familiales, sont majorées de 7 %. Le salaire minimum hebdomadaire garanti passe de 157,50 à 166,20 florins au 1<sup>er</sup> janvier. Il est décidé de le porter à 165,70 florins au 1<sup>er</sup> avril.

— Pour le premier comme pour le second semestre de 1971, l'accroissement des prêts personnels consentis par les banques et autres organismes de crédit devrait être limité à 4 %. Leur taux d'augmentation annuelle s'établira ainsi à 8 %, contre 12 % pour chacune des deux années précédentes.

*Février :*

— Les formalité douanières sont supprimées aux frontières intérieures du Benelux à la date du 1<sup>er</sup> février. Le Benelux ne maintient donc plus que ses frontières extérieures.

— Le Gouvernement décide de relever les loyers de 7 %, avec effet au 1<sup>er</sup> avril.

*Mars :*

— La politique des prix suivie depuis le mois de novembre dernier, et dont l'application n'était prévue que jusqu'à la mi-mars, est prorogée sans qu'un nouveau terme soit fixé.

TABLEAU 1 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	1965	1966	1967	1968	1969	1969
	Variation en volume par rapport à l'année précédente (en %)					1963 = 100
Produit national brut	+ 5,4	+ 2,6	+ 5,8	+ 6,7	+ 5,1	140
Production industrielle	+ 6,3	+ 5,9	+ 5,7	+ 10,6	+ 8,2	158
Importations totales	+ 6,5	+ 7,3	+ 6,7	+ 13,2	+ 14,5	181
Consommation privée	+ 7,4	+ 3,4	+ 5,2	+ 5,9	+ 4,0	136
Consommation publique	+ 1,6	+ 1,6	+ 2,8	+ 1,2	+ 1,7	111
Formation brute de capital fixe	+ 4,9	+ 8,5	+ 8,1	+ 11,6	+ 0,6	163
Exportations totales	+ 7,6	+ 5,2	+ 7,8	+ 12,3	+ 15,6	177
Produit national brut par tête	+ 4,0	+ 1,2	+ 4,6	+ 5,6	+ 3,9	130
Produit national brut par personne active occupée	+ 4,5	+ 1,8	+ 6,1	+ 5,8	+ 3,6	132
	Variation en valeur par rapport à l'année précédente (en %)					
Rémunération brute par salarié	+ 11,7	+ 11,1	+ 9,2	+ 8,7	+ 11,2	191

TABLEAU 2 : Évolution des conditions de l'équilibre interne et externe de l'économie

	1965	1966	1967	1968	1969
Solde extérieur					
Mio. u.c.	+ 76	- 135	+ 23	+ 163	+ 91
% du produit national brut	+ 0,4	- 0,6	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,3
Taux de chômage	0,8	1,0	2,0	1,9	1,5
Prix de la consommation privée (variation par rapport à l'année précédente en %)	+ 4,2	+ 5,4	+ 3,4	+ 2,6	+ 6,3

# **Pays-Bas**

**TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)**

	Variation par rapport à l'année précédente (en %)					Indice 1963=100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1965	1966	1967	1968	1969	1969	1969	1969
<b>Exportations de marchandises</b>								
Total	+ 10,1	+ 5,6	+ 7,9	+ 14,5	+ 19,6	201	9 973	100
Intra-C.E.E.	+ 10,2	+ 5,3	+ 6,7	+ 19,7	+ 25,1	226	5 993	60,1
Extra-C.E.E.	+ 10,0	+ 6,0	+ 9,4	+ 8,2	+ 12,1	172	3 980	39,9
<b>Exportations de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>								
Total	+ 13,0	+ 0,3	+ 9,9	+ 15,9	+ 15,4	182	2 311	23,2
Intra-C.E.E.	+ 19,7	- 0,2	+ 9,6	+ 22,1	+ 19,6	215	1 549	15,5
Extra-C.E.E.	+ 3,6	+ 1,0	+ 10,5	+ 6,1	+ 7,8	139	762	7,6
<b>Exportations de matières premières et produits énergétiques</b>								
Total	+ 7,4	- 0,4	+ 10,1	+ 12,8	+ 20,0	177	1 649	16,5
Intra-C.E.E.	+ 3,4	- 0,7	+ 10,7	+ 22,5	+ 26,0	197	1 004	10,1
Extra-C.E.E.	+ 12,3	- 0,1	+ 9,5	+ 1,7	+ 11,7	152	645	6,5
<b>Exportations de produits industriels finis et semi-finis</b>								
Total	+ 9,7	+ 9,7	+ 6,6	+ 14,4	+ 21,1	219	6 013	60,3
Intra-C.E.E.	+ 8,1	+ 9,8	+ 4,5	+ 17,8	+ 27,5	243	3 440	34,5
Extra-C.E.E.	+ 11,7	+ 9,6	+ 9,0	+ 10,6	+ 13,4	191	2 573	25,8
<b>Importations de marchandises</b>								
Total	+ 5,9	+ 7,5	+ 4,0	+ 11,5	+ 17,3	183	10 900	100
Intra-C.E.E.	+ 8,7	+ 8,7	+ 5,0	+ 13,2	+ 19,2	199	6 132	56,3
Extra-C.E.E.	+ 2,9	+ 6,0	+ 2,9	+ 9,5	+ 15,0	165	4 768	43,7
<b>Importations de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>								
Total	+ 3,5	+ 3,9	+ 11,3	+ 9,7	+ 19,0	181	1 487	13,6
Intra-C.E.E.	+ 13,1	+ 8,8	+ 22,7	+ 28,1	+ 49,4	387	578	5,3
Extra-C.E.E.	- 1,2	+ 2,5	+ 7,6	+ 3,2	+ 5,4	135	909	8,3
<b>Importations de matières premières et produits énergétiques</b>								
Total	+ 1,0	+ 0,9	+ 5,2	+ 8,6	+ 13,8	157	2 214	20,3
Intra-C.E.E.	+ 5,7	+ 7,7	+ 9,9	+ 4,8	+ 3,0	145	445	4,1
Extra-C.E.E.	- 0,2	- 0,9	+ 3,9	+ 9,7	+ 16,9	160	1 769	16,2
<b>Importations de produits industriels finis et semi-finis</b>								
Total	+ 8,0	+ 10,5	+ 2,2	+ 12,8	+ 18,1	192	7 199	66,1
Intra-C.E.E.	+ 8,0	+ 8,8	+ 3,3	+ 12,9	+ 18,1	195	5 109	46,9
Extra-C.E.E.	+ 8,1	+ 14,7	- 0,3	+ 12,6	+ 18,1	189	2 090	19,2

**TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels**

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Production industrielle (1963 = 100)</b>	1969	156,2	159,7	161,4	160,2	162,0	161,8	165,1	164,8	163,2	167,5	176,8	180,9
	1970	180,2	183,6	183,3	183,1	177,9	175,8	181,6	178,1	177,2	184,5	187,9	
	1971												
<b>Nombre de chômeurs (en 1000)</b>	1969	70,2	69,6	70,9	67,5	64,9	63,9	64,6	65,8	64,0	63,4	62,2	63,7
	1970	62,4	57,5	57,0	55,5	56,6	56,1	52,9	53,6	55,2	56,4	54,7	52,0
	1971	59,6											
<b>Construction : Nombre de permis de construire pour logements</b>	1969	9 393	8 939	12 663	11 359	10 793	9 869	6 864	14 422	11 121	9 424	10 450	12 821
	1970	10 988	7 495	12 478	10 472	10 370	11 772	12 539	14 330	13 628	12 212	9 910	9 153
	1971												
<b>Consommation privée : Chiffre d'affaires de grands magasins (1963 = 100)</b>	1969	170	191	196	192	210	198	186	206	197	202	200	222
	1970	208	215	215	210	226	217	216	216	222	246	209	
	1971												
<b>Prix à la consommation (1963 = 100)</b>	1969	132,3	133,4	134,4	135,6	135,4	135,4	134,2	134,9	135,8	136,4	136,2	136,1
	1970	136,6	137,9	139,3	139,9	139,8	140,5	140,9	142,3	143,3	143,8	143,8	143,9
	1971	145,3											
<b>Importations de marchandises (Mio. u.c.)</b>	1969	816,8	845,9	821,4	883,5	916,5	907,5	894,3	912,5	976,0	1 015,2	966,2	1 031,7
	1970	1 003,9	1 045,6	980,9	1 081,2	1 116,9	1 164,7	1 110,0	1 123,2	1 119,1	1 126,6	1 264,2	1 256,9
	1971												
<b>Exportations de marchandises (Mio. u.c.)</b>	1969	745,2	766,4	797,6	780,3	815,9	823,7	839,8	864,2	873,7	916,3	851,9	875,0
	1970	900,3	912,1	946,4	944,3	928,7	951,8	991,0	1 013,3	1 012,4	949,8	1 061,6	1 065,0
	1971												
<b>Solde de la balance commerciale (Mio. u.c.)</b>	1969	- 71,5	- 79,1	- 23,7	- 103,2	- 100,6	- 83,8	- 54,4	- 48,1	- 102,2	- 98,9	- 114,2	- 156,7
	1970	- 103,6	- 93,5	- 34,5	- 86,9	- 188,2	- 212,9	- 119,0	- 109,9	- 106,7	- 176,8	- 202,6	- 191,9
	1971												
<b>Réserves officielles en or et en devises (Mio. u.c.)</b>	1969	1 892	1 937	1 954	1 981	2 046	1 965	2 031	1 999	2 005	2 502	2 235	2 090
	1970	2 126	2 096	2 108	2 046	2 018	2 038	2 131	2 267	2 359	2 622	2 593	2 552
	1971												
<b>Disponibilités monétaires (Mio. u.c.)</b>	1969	6 066	6 065	6 076	6 071	6 175	6 191	6 161	6 197	6 214	6 465	6 414	6 486
	1970	6 505	6 482	6 641	6 698	6 843	6 807	6 920	6 935	7 057	7 141	7 195	
	1971												

## REMARQUES CONCERNANT LES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

Conversion en unités de compte sur la base des taux de change officiels (1 U.C. = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US).

*Graphique 1*

— Exportations : (f.o.b.). Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

*Graphique 2*

— Production industrielle : à l'exclusion de la construction et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs. Chiffres désaisonnalisés. Moyennes mobiles sur trois mois.

*Graphique 3*

— Marché de l'emploi : Séries désaisonnalisées. Moyennes mobiles sur trois mois. Situation en fin de mois.

*Graphique 4*

— Importations : (c.a.f.). Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

*Graphique 5*

— Prix à la consommation et salaires : Indice du coût de la vie. Source : C.B.S. Indices des salaires horaires bruts dans l'industrie (industries extractives et construction non comprise); indice des salaires conventionnels.

*Graphique 6*

— Balance commerciale : Différence entre les importations et les exportations désaisonnalisées.

*Graphique 7*

— Crédits bancaires à l'économie : Crédits à court terme des banques commerciales. Chiffres en fin de période.

*Tableau 1*

- Produit national brut aux prix du marché.
- Production industrielle: Valeur ajoutée par l'industrie.
- Exportations et importations totales: Biens, services et revenus de facteurs.
- Rémunération brute par salarié: Y compris les cotisations sociales versées par les entreprises.

*Tableau 2*

- Solde extérieur: en termes de comptabilité nationale.
- Taux de chômage: Source: C.B.S. Pourcentage du nombre de chômeurs par rapport à la population active civile occupée.
- Prix de la consommation privée: Indices des prix implicites fournis dans les comptes nationaux.

*Tableau 3*

- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le commerce international » (C.S.T.); produits alimentaires, boissons et tabacs: Groupes C.S.T. 0 et 1; Matières premières et produits énergétiques: Groupes C.S.T. 2 à 4; Produits finis et semi-finis: Groupes C.S.T. 5 à 9.

*Tableau 4*

- Production industrielle: Chiffres désaisonnalisés. Construction et alimentation exclues.
- Chômeurs: Chiffres désaisonnalisés. Situation en fin de mois.
- Construction: Nombre de logements autorisés. Chiffres désaisonnalisés.
- Consommation privée: Indices désaisonnalisés du chiffre d'affaires des grands magasins.
- Prix à la consommation: Chiffres non désaisonnalisés.
- Importations c.a.f., exportations f.o.b. Conversion sur la base des taux de change officiels. Chiffres désaisonnalisés.
- Balance commerciale: Différence entre les importations et les exportations désaisonnalisées.
- Réserves officielles en or et en devises: Réserves brutes en or et en devises. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires: Billets et monnaies divisionnaires en circulation sans les encaisses des institutions monétaires. Dépôts à vue auprès des instituts de Crédit. Chiffres désaisonnalisés. Situation en fin de mois.





## E. Union économique belgo-luxembourgeoise

### Belgique

*Le système de la taxe sur la valeur ajoutée, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1971, a eu des effets sensibles sur le comportement des agents économiques. C'est ainsi qu'avant la mise en application de cette réforme, on a enregistré une diminution de certains stocks dans l'industrie et au stade du commerce, ainsi qu'une augmentation accélérée des dépenses de consommation privée. Ces tendances paraissent avoir pris fin au début de l'année. Il semble, par ailleurs, que l'expansion de la demande étrangère soit devenue un peu plus vive. Quant aux conditions de l'équilibre interne, elles se sont nettement détériorées.*

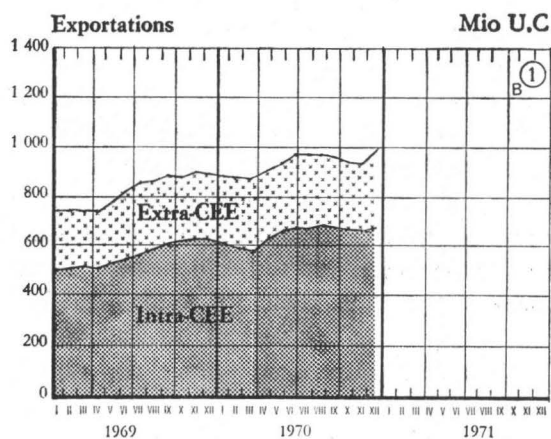
*En effet, l'accroissement plus rapide des coûts de production et le passage au système de la taxe sur la valeur ajoutée ont entraîné une hausse sensible des prix à la consommation, que la politique des prix du Gouvernement a cependant réussi à contenir jusqu'à présent. La balance des paiements s'est de nouveau soldée par un excédent élevé.*

*Si l'on peut escompter une tendance à la normalisation pour les prochains mois, il est cependant à craindre que la poussée des coûts et des prix ne persiste. La stabilisation du niveau de ceux-ci reste donc un objectif important de la politique conjoncturelle.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

Durant les derniers mois, le développement de la demande globale a montré une légère tendance à l'accélération. Celle-ci s'explique surtout par les achats anticipés effectués par les ménages dans la perspective de la mise en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que par une expansion un peu plus vive de la demande étrangère.

En effet, malgré le ralentissement de la conjoncture dans d'importants pays acheteurs, la croissance des *exportations* paraît s'être légèrement accélérée durant les derniers mois. Suivant les statistiques douanières, elle aurait atteint, sur base annuelle, 13,3 % en valeur en novembre et en décembre. Ce résultat serait toutefois imputable, pour une part, à des facteurs accidentels, tels que certaines modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.



En ce qui concerne la demande intérieure, le développement encore assez rapide de la demande finale a contrasté avec la faiblesse qui a caractérisé les investissements sous forme de *stocks* dans l'industrie et dans le commerce,

avant et immédiatement après l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée.

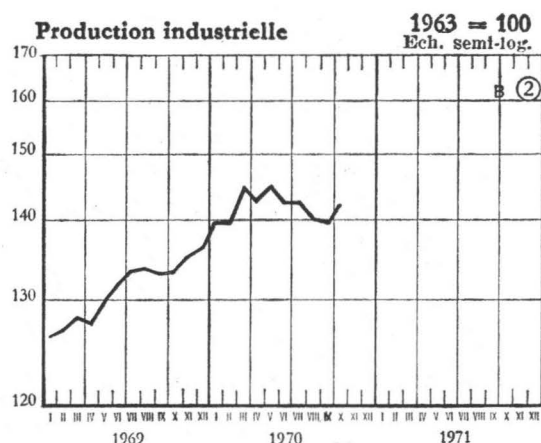
Le degré d'utilisation encore relativement élevé des capacités de production, les ressources de financement toujours appréciables, ainsi que les efforts visant à améliorer les structures économiques, sont restés d'importants facteurs d'expansion des *investissements fixes*. La propension à investir des entreprises a cependant montré depuis peu, par rapport à la majeure partie de l'année 1970, un léger affaiblissement, qui traduit sans doute une réaction de l'industrie au boom vigoureux des investissements de ces dernières années. Dans le secteur de la construction de logements, où la pression des coûts et les difficultés de financement se sont accrues depuis assez longtemps déjà, la tendance à l'expansion s'est atténuée.

Les variations du rythme des adjudications publiques du Gouvernement pour les travaux de génie civil, rythme qui s'est accéléré à la fin de l'année dernière, puis modéré au début de 1971, n'ont guère affecté, semble-t-il, le développement des investissements du secteur public; ceux-ci ont, par contre, subi l'incidence modératrice du ralentissement constaté dans l'expansion des dépenses d'investissement des collectivités locales.

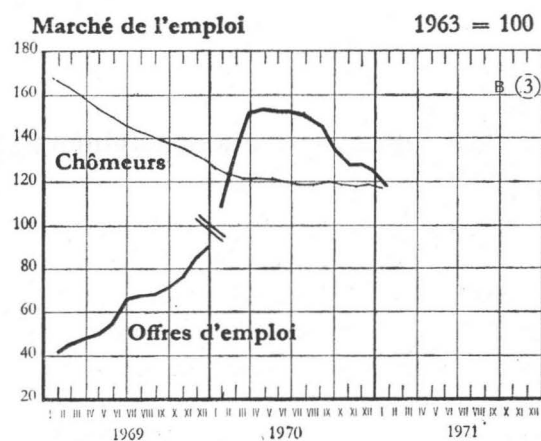
Durant les derniers mois, la *consommation privée* a été caractérisée par des tendances contraires. Avant la fin de l'année, on a enregistré une nette accélération des dépenses — et en particulier des achats de biens de consommation durables — due essentiellement à l'imminence de l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée. Ce mouvement a fait place, ensuite, à une accalmie vraisemblablement temporaire. Indépendamment de ces fluctuations à court terme de la propension à la consommation, la tendance fondamentale des dépenses de consommation est restée nettement ascendante, du fait que, comme il résulte des données disponibles, les revenus salariaux continuent de s'accroître à un rythme très rapide, voire accéléré. Il est d'ailleurs probable que les autres catégories de revenus — revenus de transfert et, dans une moindre mesure, revenus de la propriété et de l'entreprise — ont, elles aussi, assez fortement augmenté.

En dépit d'une différenciation plus nette dans l'évolution des divers éléments de la demande, le rythme d'expansion de l'offre intérieure ne

s'est plus ralenti. Il semble même que la croissance de la *production industrielle* ait marqué une accélération à la fin de 1970, après la fin des grèves dans la sidérurgie et la mise en service de bon nombre d'installations nouvelles,

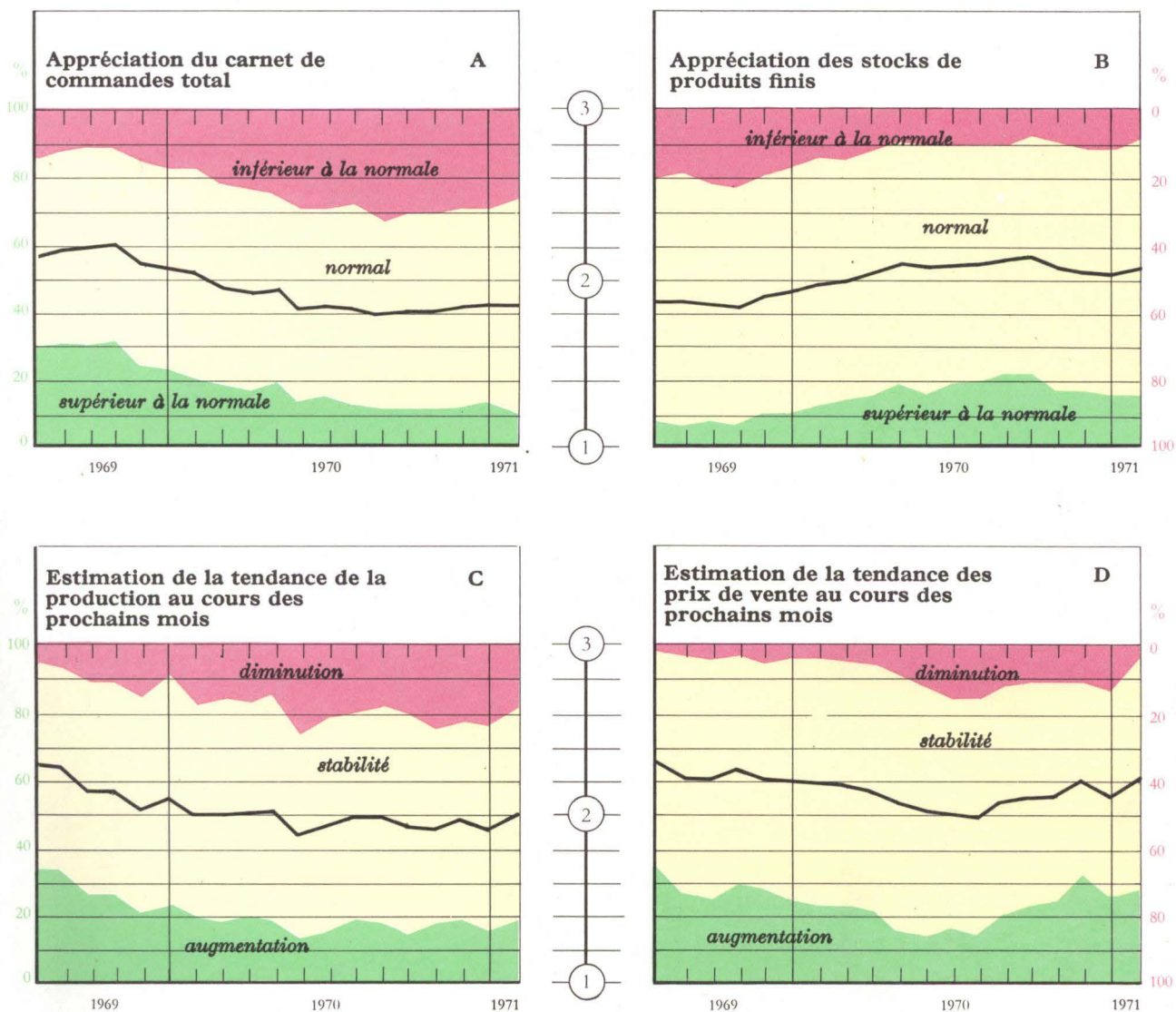


destinées surtout à la production pour l'exportation. Selon l'indice de l'Institut national de Statistique, la *production industrielle* a dépassé de 8,5 %, en novembre-décembre, le niveau enregistré un an auparavant. Le nombre d'heures de travail supplémentaires, dans l'industrie, est pourtant moins élevé, et les entreprises se mon-



trent plus prudentes en matière de recrutement de personnel, de sorte que le *marché de l'emploi* a connu une légère détente. Cette évolution s'est traduite par une notable régression du nombre d'offres d'emploi non satisfaites. Au début de 1971, le taux de chômage (nombre désaffectés de chômeurs complets indemnisés, en pourcentage de la population active civile) était tombé à 1,8 % et atteignait ainsi son niveau conjoncturel le plus bas.

# OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE



Réponses aux questions de l'enquête de conjoncture C.E.E., effectuée en Belgique par la Banque nationale de Belgique.

GRAPHIQUES A, B, C et D : Les trois zones, verte, jaune et rouge, représentent l'évolution des pourcentages des trois réponses possibles à la question posée.

Les courbes en noir, dont l'échelle se trouve entre les deux graphiques, représentent l'évolution de la somme des pourcentages pondérés par :

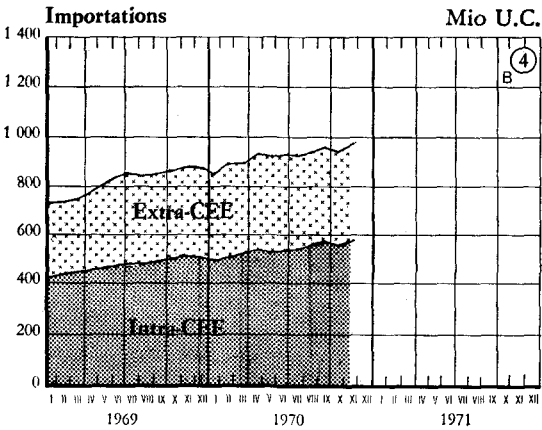
0,03 pour les réponses : « supérieur à la normale », ou « augmentation »;

0,02 pour les réponses : « normal », ou « stabilité »;

0,01 pour les réponses : « inférieur à la normale », ou « diminution ».

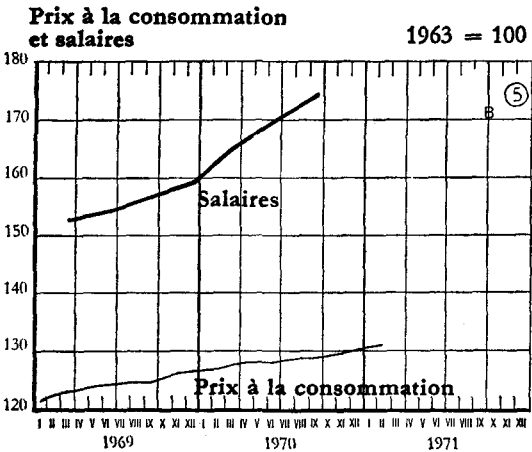


Les importations, dont l'évolution avait été relativement calme jusqu'à l'automne, essentiellement sous l'effet de la politique de stockage prudente suivie par les entreprises, ont depuis lors repris une progression accélérée. Celle-ci



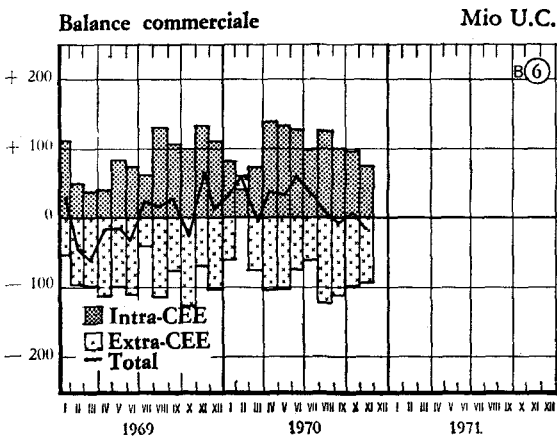
s'explique notamment par l'expansion plus rapide des importations de biens d'investissement et surtout d'avions. Suivant les statistiques douanières, les importations de marchandises ont dépassé de 17,5 % en valeur, pour la période novembre/décembre, le niveau qu'elles avaient atteint un an plus tôt.

La crainte, souvent exprimée, de voir l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée déclencher une hausse importante des prix ne s'est pas confirmée jusqu'à présent. Ceci est d'autant plus remarquable que le décalage entre l'évolution de la demande et celle de l'offre, encore qu'il soit moins accusé qu'auparavant et que dans les autres pays de la Communauté, n'en persiste pas moins, et que l'augmentation des coûts salariaux par unité produite s'est faite plus rapide. Grâce



à un strict contrôle des prix, les autorités ont réussi à éviter, pendant les premiers mois de l'année, les fortes réactions de caractère spéculatif qu'aurait pu déclencher le passage au nouveau système d'imposition. La hausse de l'indice des prix à la consommation, qui s'est chiffrée à 1,3 % entre décembre et février, est restée jusqu'à présent en deçà de l'incidence purement mécanique du passage au système de la taxe sur la valeur ajoutée, incidence que les autorités belges avaient estimée à 2 % environ. En février, l'indice des prix à la consommation dépassait de 3,7 % le niveau enregistré en février 1970.

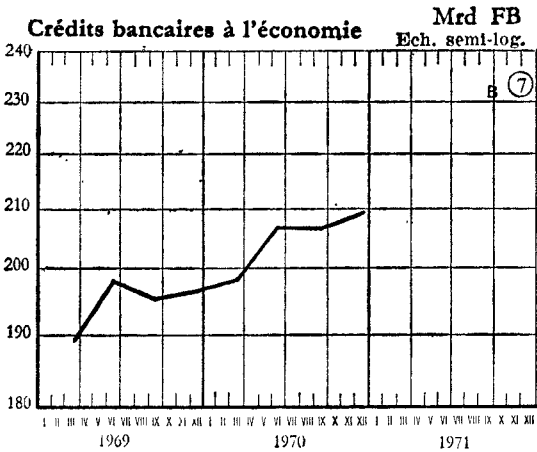
La balance des paiements courants (biens, services et transferts), sur la base des opérations de caisse, s'est de nouveau soldée, pour le quatrième trimestre de 1970, par un excédent important, atteignant 8,2 milliards de francs contre 14,7 milliards au quatrième trimestre de 1969. Pour l'ensemble de l'année, le surplus s'est ainsi élevé à 37,2 milliards de francs, contre 4,2 milliards en 1969. Cette tendance, qui a persisté en janvier, s'explique tant par des facteurs conjoncturels — amélioration des termes de l'échange, politique de stockage prudente des



entreprises, déséquilibre entre l'offre et la demande moins prononcé que dans les autres pays — que par des tendances à plus long terme, résultant essentiellement du renforcement de la capacité concurrentielle de la Belgique. Malgré le déficit de 1,6 milliard de francs de la balance des capitaux, la balance globale des paiements a laissé un solde positif au quatrième trimestre de 1970. Au cours de cette période, les avoirs extérieurs nets des autorités monétaires se sont accrus de 4,5 milliards de francs et ceux des

banques commerciales et autres organismes financiers de 0,8 milliard.

Du fait de l'excédent de la balance des paiements et d'une expansion plus vive du crédit à court terme accordé aux entreprises, l'expansion de la *liquidité intérieure* a repris un rythme plus rapide. A fin décembre, le volume du crédit bancaire octroyé aux entreprises et aux particuliers dépassait de 11,4 % le résultat enregistré en décembre 1969. En revanche, les opérations de caisse de l'Etat n'ont contribué que faiblement à l'accroissement de la liquidité de l'économie. Les recettes de l'Etat ayant augmenté beaucoup plus que ses dépenses, le déficit a été moins élevé qu'un an auparavant.



Emplois et ressources de biens et services

	1968 <sup>(1)</sup>	1969 <sup>(1)</sup>		1970 <sup>(2)</sup>		1971 <sup>(3)</sup>
	Aux prix cou- rants, en milliards de Fb.	Variation par rapport à l'année précédente, en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(4)</sup>	422,0	+ 15,6	+ 21,1	+ 11½	+ 17	+ 9½
Formation brute de capital fixe	218,2	+ 7,1	+ 11,4	+ 9	+ 15½	+ 6
Consommation des administrations	144,0	+ 7,5	+ 12,2	+ 5	+ 10½	+ 4
Consommation des ménages	660,7	+ 5,5	+ 7,7	+ 5½	+ 9½	+ 4
Produit national brut	1.036,9	+ 6,5	+ 10,3	+ 5½	+ 10	+ 4
Importations <sup>(4)</sup>	418,8	+ 15,8	+ 19,8	+ 10½	+ 15	+ 9½

<sup>(1)</sup> Institut national de Statistique (I.N.S.).  
<sup>(2)</sup> Estimations.  
<sup>(3)</sup> Prévisions.  
<sup>(4)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

Remarques générales :

(a) La différence entre les données relatives aux emplois, d'une part, et celles qui concernent les ressources, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.  
(b) Les estimations et les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

Les tendances assez nettes à la détente sur le *marché monétaire* se sont maintenues. Pour empêcher l'afflux inopportun de capitaux étrangers, le taux d'escompte, qui avait déjà été ramené de 7,5 à 7 % au mois d'octobre, a été abaissé à 6,5 % en décembre. Sur le *marché des capitaux*, la tendance au fléchissement des taux d'intérêt a été bien plus modérée. L'emprunt émis par l'Etat au mois de janvier offrait encore un intérêt nominal de 8,25 ou 8,50 %; mais la demande a été si forte que la souscription a été clôturée avant l'expiration du délai, et que le produit a permis à l'Etat non seulement de compenser des moins-values fiscales résultant de l'introduction du système de la taxe sur la valeur ajoutée, mais encore d'amortir ses dettes auprès de la banque d'émission et, pour la première fois depuis 1968, d'y accumuler temporairement des avoirs. En même temps, l'endettement extérieur a encore été réduit.

## 2. Les perspectives

Etant donné le volume toujours important des commandes en carnet dans l'industrie et le secteur de la construction, l'amélioration de la position concurrentielle de la Belgique, ainsi que les impulsions plus vives, par rapport à 1970, que le budget de l'Etat devrait imprimer à la conjoncture intérieure, on peut écarter l'éventualité d'un ralentissement dangereux de la croissance économique au cours des mois à venir. Par ailleurs, il faut s'attendre que l'assouplissement prévu du contrôle des prix soit suivi d'une nouvelle et vigoureuse poussée des prix à la consommation.

La *demande étrangère* restera dans les prochains mois un facteur d'expansion assez dynamique. L'affaiblissement de la demande d'importation qui est à prévoir dans un certain nombre de pays acheteurs importants, par exemple en Allemagne, sera sans doute compensé en grande partie par les achats plus considérables d'autres pays, membres ou non de la Communauté. En outre, des facteurs particuliers, tels que la demande accrue d'acier aux Etats-Unis, pourraient jouer un rôle à cet égard.

L'expansion de la demande intérieure en termes nominaux ne devrait guère se ralentir au cours des prochains mois. Il faut même s'attendre que des impulsions assez sensibles émaneront

de nouveau de la formation des *stocks*, notamment au niveau du commerce. En revanche, la croissance des *investissements fixes* pourrait continuer de se modérer. Tel serait surtout le cas dans l'industrie — en particulier dans l'industrie des matières premières et dans la métallurgie — où l'augmentation des dépenses d'investissement avait pris, en 1970, des proportions inhabituelles. L'accroissement des liquidités des entreprises, en corrélation avec les modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que la suppression des restrictions de crédit pour ce qui concerne les investissements, rendent cependant improbable un trop brusque fléchissement de la propension à investir des entreprises. Un nouvel affaiblissement de l'expansion n'est pas à exclure non plus dans le secteur de la construction résidentielle. Par contre, on peut de nouveau s'attendre à un développement appréciable des investissements des administrations publiques, et surtout de la construction de routes.

Après l'accalmie passagère observée au début de l'année, l'expansion des *dépenses de consommation privée* reprendra sans doute un rythme plus rapide. C'est ce qui ressort des perspectives d'une augmentation encore importante des salaires et des revenus de transfert, et notamment de leur adaptation à l'évolution des prix à la consommation, en vertu des clauses d'indexation.

Malgré de nouvelles réductions de la durée du travail, les légères tendances à la détente devraient se poursuivre sur le *marché de l'emploi*, d'autant que la vague récente d'investissements favorise les progrès de la productivité du travail. La progression de l'emploi s'en trouvera probablement un peu ralentie.

L'expansion de l'*offre intérieure*, qui avait beaucoup souffert, dans le passé, de la pénurie de facteurs de production, sera sans doute plus largement déterminée, désormais, par l'évolution de la demande. Durant les prochains mois, la production industrielle pourrait augmenter à un rythme annuel de 5 % environ.

Etant donné surtout la nécessité de procéder à une reconstitution des stocks dans un certain nombre de secteurs, il faut s'attendre que les *importations* accusent de nouveau une croissance un peu plus rapide. Aussi l'évolution de la *balance commerciale* pourrait-elle n'être plus tout à fait aussi favorable, d'autant qu'elle subi-



ra sans doute les effets d'une détérioration des termes de l'échange.

Bien que, du côté de la demande, la marge disponible pour des majorations de prix se soit rétrécie, le danger reste grand d'une nouvelle détérioration du climat des prix. En effet, les mesures temporaires de freinage de la hausse des *prix* viendront à expiration au printemps et il est à craindre que la forte augmentation des coûts ne se répercute alors plus nettement sur les prix intérieurs, et plus particulièrement sur les prix à la consommation.

Compte tenu de ces perspectives, il apparaît nécessaire de maintenir, pour le moment, l'orientation restrictive de la *politique économique*. Aussi longtemps que les tensions directement provoquées par l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée n'auront pas été éliminées, il faudrait s'abstenir de toute modification importante dans le dosage des divers instruments de la politique économique, et ce d'autant plus que la hausse des coûts menace de s'accroître.

Les progrès réalisés en 1970 quant à l'assainissement budgétaire et à l'amélioration de la

### *Le budget de l'Etat*

	1970		1971	1970	1971
	Budget initial	Budget rectifié	Projet de budget	Budget initial	Projet de budget
	en milliards de Fb			Variations en %, par rapport au budget initial de l'année précédente	
Dépenses <sup>(1)</sup>	339,6	349,6	378,5	+ 11,2	+ 11,5
dont :					
— dépenses courantes	278,5	285,0	312,4	+ 11,4	+ 12,2
— dépenses en capital <sup>(2)</sup>	61,0	64,6	66,4	+ 9,9	+ 8,9
Recettes	297,1	300,8	325,7	+ 11,9	+ 9,6
dont :					
— impôts directs	121,9	122,0	138,0	+ 18,0	+ 13,2
— impôts indirects	159,2	162,9	172,6	+ 6,4	+ 8,4
Solde <sup>(1)</sup>	— 42,5	— 48,9	— 52,8		

<sup>(1)</sup> Non compris l'amortissement de la dette ni les prévisions de dépenses de la « tranche conditionnelle ».

<sup>(2)</sup> Y compris les participations, prêts et avances.

#### *Remarque :*

Les chiffres présentés dans ce tableau résultent de la transposition des données budgétaires nationales dans un cadre communautaire.



balance des paiements élargissent la marge de manœuvre dont disposeraient les autorités belges pour assurer une croissance harmonieuse de l'économie, au cas où les tendances à l'affaiblissement de la conjoncture prendraient trop d'ampleur. Il importe cependant de ménager l'utilisation de cette marge. La diminution de l'épargne publique et l'accroissement des besoins nets de financement, qui sont à prévoir pour 1971, ne devraient en tout cas pas se manifester avant le second semestre, et il ne faudrait recourir aux ressources budgétaires affectées aux « tranches conjoncturelles » que dans l'hypothèse où une utilisation suffisante des facteurs de production ne serait plus assurée. D'une manière générale, il faudrait, eu égard à la hausse des prix, s'abstenir de certaines mesures fiscales, telles que certains impôts à la consommation, qui se répercuteraient directement sur les prix à la consommation.

Dans le domaine de la politique du crédit, il conviendrait également de maintenir les restrictions existantes aussi longtemps que la conjoncture n'aura pas repris un cours plus normal.

Il ne sera toutefois possible d'assurer pleinement une croissance équilibrée de l'économie que lorsque les chefs d'entreprise et les travailleurs adopteront un comportement plus conforme aux nécessités de la conjoncture, c'est-à-dire en modérant leurs revendications en matière de prix et de salaires, et en ne perdant pas de vue, dans leur recherche d'avantages immédiats, les impératifs économiques à plus long terme.

## **Principales mesures de politique conjoncturelle**

*Décembre :*

— Le 10 décembre 1970, le taux d'escompte — qui avait déjà été ramené de 7,5 à 7 % en date du 22 octobre — a été abaissé à 6,5 %.

— L'encadrement du crédit bancaire à court terme accordé au secteur privé est prorogé jusqu'à fin mars 1971. Les restrictions sont maintenues pour le crédit affecté au financement des stocks et de la consommation; mais elles ne s'appliqueront plus, à l'avenir, au crédit destiné au financement des investissements fixes. Les banques sont invitées à ne pas dépasser de plus

de 5 % le volume du crédit à la consommation octroyé à fin septembre 1970 et à veiller à ce que le crédit accordé ne soit pas utilisé pour des spéculations sur la hausse des prix. Pour l'ensemble du crédit, le taux d'expansion annuelle autorisé se chiffre à 15 % pour le premier trimestre de 1971, contre 20 % pour le trimestre précédent. Des dispositions analogues sont prises en ce qui concerne le crédit à court terme octroyé par les intermédiaires financiers.

*Janvier :*

— Les dispositions législatives instituant la taxe sur la valeur ajoutée sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1971. L'exportation bénéficie à présent d'une détaxation partielle. Jusqu'à la fin de 1971, une taxe de 0,5 % frappera l'exportation de tous les produits qui, jusqu'au 31 décembre 1970, bénéficiaient d'un remboursement forfaitaire à l'exportation; un taux de 1,75 % est appliqué aux autres produits, qui représentent 25 % des exportations globales. Le rendement de cette taxe à l'exportation est estimé à 4 ½ milliards de francs, soit la moitié de la charge fiscale qui grevait l'exportation au moment de l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée.

— En corrélation avec la mise en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée, diverses mesures sont prises dans le domaine des prix. C'est ainsi que, jusqu'au 30 avril 1971, les taux de cette taxe sont ramenés de 14 à 6 % pour le charbon, les briquettes, le lignite et le coke. Des prix maxima sont imposés pour le lait vendu au consommateur et une limite est prévue pour la hausse des tarifs des hôtels et restaurants. La marge bénéficiaire brute des grossistes en viande bovine et porcine est fixée, tandis qu'un arrêté ministériel abaisse les prix à la consommation de ces viandes. Les prix des spécialités pharmaceutiques (T.V.A. comprise) sont bloqués à leur niveau antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1971, et la marge bénéficiaire des grossistes en produits pharmaceutiques ainsi que des pharmaciens est fixée par le Gouvernement. Depuis le mois de novembre, le délai de notification préalable des hausses de prix est porté temporairement d'un à trois mois, avec possibilité d'une prorogation supplémentaire de deux mois.

— La loi sur l'expansion économique est publiée. Elle remplace les lois et arrêtés royaux relatifs aux aides au développement régional. La

*nouvelle loi comporte notamment des mesures d'encouragement et d'aide en matière de politique régionale, fixe des critères pour la délimitation des zones de développement qui bénéficieront des aides d'infrastructure, prévoit des contrats de progrès et de promotion pour la gestion des entreprises, des contrats pour la promotion technologique, définit le rôle de la Société nationale et des sociétés régionales d'investissement, organise le contrôle des transferts à des étrangers d'une fraction importante des pouvoirs sur des entreprises belges.*

*— La législation favorisant les fusions d'entreprises est prorogée jusqu'au 30 avril 1971.*

*— Le Ministère des Finances décide un abaissement des taux d'intérêt appliqués aux bons de caisse (0,50 %) et aux obligations (0,25 %). Les dépôts bancaires à court terme subissent également une réduction du taux d'intérêt, de 0,25 à 0,50 % selon leur durée.*

*Février :*

*— A partir du 1<sup>er</sup> février 1971, les formalités douanières sont supprimées aux frontières intérieures du Benelux. Les trois Etats du Benelux ont donc désormais des frontières extérieures communes.*

TABLEAU 1 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	1965	1966	1967	1968	1969	1969
	Variation en volume par rapport à l'année précédente (en %)					1963 = 100
Produit national brut	+ 3,8	+ 2,9	+ 3,8	+ 3,6	+ 6,5	131
Production industrielle	+ 2,7	+ 4,9	+ 2,1	+ 4,1	+ 8,1	137
Importations totales	+ 6,6	+ 8,1	+ 3,4	+ 13,2	+ 15,8	173
Consommation privée	+ 4,4	+ 3,3	+ 2,4	+ 5,7	+ 5,5	127
Consommation publique	+ 5,6	+ 4,1	+ 6,0	+ 4,0	+ 7,5	136
Formation brute de capital fixe	+ 3,9	+ 6,4	+ 2,5	- 2,2	+ 7,1	134
Exportations totales	+ 7,7	+ 3,8	+ 6,7	+ 11,8	+ 15,6	171
Produit national brut par tête	+ 2,9	+ 2,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 6,2	126
Produit national brut par personne active occupée	+ 3,5	+ 2,5	+ 4,3	+ 3,6	+ 4,8	127
	Variation en valeur par rapport à l'année précédente (en %)					
Rémunération brute par salarié	+ 9,5	+ 8,9	+ 7,1	+ 6,4	+ 8,4	162

TABLEAU 2 : Évolution des conditions de l'équilibre interne et externe de l'économie

	1965	1966	1967	1968	1969
Solde extérieur					
Mio. u.c.	+ 162	- 48	+ 176	+ 64	+ 186
% du produit national brut	+ 1,0	- 0,3	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,8
Taux de chômage	1,5	1,7	2,3	2,8	2,3
Prix de la consommation privée (variation par rapport à l'année précédente en %)	+ 4,3	+ 4,3	+ 2,6	+ 2,1	+ 2,1

Belgique

TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variation par rapport à l'année précédente (en %)					Indice 1963=100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1965	1966	1967	1968	1969	1969	1969	1969
Exportations de marchandises								
Total	+ 14,2	+ 5,2	+ 3,0	+ 16,0	+ 22,9	207	10 038	100
Intra-C.E.E.	+ 12,8	+ 6,1	+ 3,2	+ 18,5	+ 29,2	231	6 786	67,6
Extra-C.E.E.	+ 16,5	+ 3,9	+ 2,5	+ 11,7	+ 11,7	171	3 252	32,4
Exportations de produits alimentaires, boissons, tabacs								
Total	+ 31,5	+ 8,4	+ 13,8	+ 15,5	+ 21,6	245	778	7,8
Intra-C.E.E.	+ 31,6	+ 5,4	+ 25,7	+ 24,6	+ 26,8	290	665	6,6
Extra-C.E.E.	+ 31,3	+ 17,1	+ 1,3	- 13,4	+ 1,8	130	114	1,1
Exportations de matières premières et produits énergétiques								
Total	+ 3,1	+ 0,5	- 2,4	+ 13,4	+ 20,7	142	835	8,3
Intra-C.E.E.	+ 1,4	+ 1,5	- 3,6	+ 10,8	+ 21,1	140	500	5,0
Extra-C.E.E.	+ 5,9	- 1,0	- 0,5	+ 17,4	+ 20,2	144	335	3,3
Exportations de produits industriels finis et semi-finis								
Total	+ 14,4	+ 7,7	+ 2,3	+ 16,4	+ 23,5	215	8 425	83,9
Intra-C.E.E.	+ 12,7	+ 9,8	+ 1,9	+ 18,7	+ 30,4	239	5 621	56,0
Extra-C.E.E.	+ 17,1	+ 4,2	+ 2,9	+ 12,8	+ 11,6	179	2 803	27,9
Importations de marchandises								
Total	+ 7,6	+ 12,6	0	+ 16,1	+ 19,8	195	9 986	100
Intra-C.E.E.	+ 10,1	+ 15,4	- 0,6	+ 14,8	+ 25,2	213	5 731	57,4
Extra-C.E.E.	+ 4,8	+ 9,1	+ 0,6	+ 17,8	+ 13,3	175	4 256	42,6
Importations de produits alimentaires, boissons, tabacs								
Total	+ 15,2	+ 8,1	+ 10,0	+ 2,8	+ 14,8	189	1 159	11,6
Intra-C.E.E.	+ 22,5	+ 10,6	+ 11,8	+ 24,0	+ 23,3	269	642	6,4
Extra-C.E.E.	+ 10,6	+ 6,4	+ 8,6	- 13,1	+ 5,8	138	517	5,2
Importations de matières premières et produits énergétiques								
Total	+ 1,5	+ 1,1	- 2,1	+ 22,8	+ 11,2	157	2 193	22,0
Intra-C.E.E.	+ 3,1	+ 5,2	- 5,5	+ 17,6	+ 15,3	157	782	7,8
Extra-C.E.E.	+ 0,6	- 1,3	- 0,2	+ 25,7	+ 9,0	157	1 410	14,1
Importations de produits industriels finis et semi-finis								
Total	+ 8,8	+ 18,3	- 1,1	+ 16,7	+ 24,0	215	6 634	66,6
Intra-C.E.E.	+ 10,3	+ 18,4	- 1,1	+ 13,0	+ 27,5	221	4 307	43,2
Extra-C.E.E.	+ 6,2	+ 18,1	- 1,2	+ 23,6	+ 18,0	204	2 329	23,3

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Production industrielle (1963 = 100)	1969	127,5	125,9	130,5	126,3	134,4	117,4	131,8	135,5	132,3	132,5	141,2	134,9
	1970	143,2	141,2	149,9	136,6	148,1	142,3	135,8	141,2	140,9	144,0	140,6	
	1971												
Nombre de chômeurs (en 1000)	1969	95,3	93,8	90,4	88,5	86,3	84,2	84,1	82,1	81,0	79,1	76,8	76,5
	1970	71,5	71,9	72,2	72,2	71,3	69,5	71,9	70,5	70,5	68,7	69,8	71,4
	1971	69,4											
Construction : Nombre de permis de construire pour logements (en 1000)	1969	3 229	3 657	3 100	4 264	4 006	4 361	4 593	3 947	3 975	3 198	3 213	3 460
	1970	3 106	2 896	2 323	3 758	2 692	2 734	2 963	3 053	2 944			
	1971												
Consommation privée : Chiffre d'affaires des grands magasins (1963 = 100)	1969	144	137	145	142	159	145	144	154	145	149	148	156
	1970	157	154	148	156	165	162	163	157	163	174		
	1971												
Prix à la consommation (1963 = 100)	1969	121,44	121,96	122,62	122,95	123,32	123,65	124,10	124,28	124,64	125,14	125,70	126,20
	1970	126,73	127,12	127,85	128,33	128,35	128,40	129,07	129,34	129,30	129,53	129,91	130,12
	1971	130,50	132,00										
Importations de marchandises (Mio. u.c.)	1969	773,7	736,8	765,4	811,8	833,0	861,1	893,2	809,6	868,0	915,4	829,7	860,6
	1970	811,2	940,6	877,5	1 021,8	860,8	940,5	1 018,6	885,6	979,7	979,0	984,6	1 016,8
	1971												
Exportations de marchandises (Mio. u.c.)	1969	837,7	694,4	707,9	797,5	819,8	831,1	917,8	825,7	900,8	896,2	901,5	875,7
	1970	872,6	873,7	877,1	1 061,8	895,3	999,3	1 053,0	894,0	975,0	987,0	971,4	1 045,8
	1971												
Solde de la balance commerciale (Mio. u.c.)	1969	+ 64,0	- 42,4	- 57,5	- 14,3	- 13,2	- 30,0	+ 24,6	+ 16,1	+ 32,8	- 19,2	+ 71,8	+ 15,1
	1970	+ 31,4	- 66,9	- 0,4	+ 40,0	+ 34,5	+ 58,8	+ 34,4	+ 8,4	- 4,7	+ 8,0	- 13,2	+ 29,0
	1971												
Réserves officielles en or et en devises (Mio. u.c.)	1969	1 898	1 890	1 880	1 930	2 000	2 024	2 032	2 100	2 106	2 202	2 200	2 232
	1970	2 240	2 232	2 250	2 270	2 178	2 196	2 280	2 302	2 360	2 406	2 458	2 250
	1971	2 318											
Disponibilités monétaires (Mio u.c.)	1969	7 390	7 522	7 532	7 560	7 551	7 594	7 512	7 532	7 480	7 524	7 486	7 527
	1970	7 710	7 742	7 886	7 964	7 931	7 956	8 016	7 910	7 988	8 024	7 968	8 182
	1971												

## REMARQUES CONCERNANT LES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

Conversion en unités de compte sur la base des taux de change officiels (1 U.C. = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US).

*Graphique 1*

— Exportations : (f.o.b.). Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

*Graphique 2*

— Production industrielle : à l'exclusion de la construction et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs. Chiffres désaisonnalisés. Moyennes mobiles sur trois mois.

*Graphique 3*

— Importations : (c.a.f.). Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

*Graphique 4*

— Marché de l'emploi : Séries désaisonnalisées. Moyennes mobiles sur trois mois. Situation en fin de mois.

*Graphique 5*

— Prix à la consommation et salaires. Prix à la consommation. Source: Ministère des Affaires économiques. Salaires conventionnels ouvriers, ensemble des branches. Source: Ministère du Travail et de l'Emploi.

*Graphique 6*

— Balance commerciale : Différence entre les importations et les exportations désaisonnalisées.

*Graphique 7*

— Crédits bancaires à l'économie : Crédits financés par les organismes monétaires. Chiffres en fin de période.

*Tableau 1*

- Produit national brut au prix du marché.
- Production industrielle : Valeur ajoutée par l'industrie.
- Exportations et importations totales : Biens, services et revenus de facteurs.
- Rémunération brute par salarié : Y compris les cotisations versées par les entreprises.

*Tableau 2*

- Solde extérieur : En termes de comptabilité nationale.
- Taux de chômage : Pourcentage du nombre de chômeurs par rapport à la population active civile occupée.
- Prix de la consommation privée : Indice des prix implicites fournis dans les comptes nationaux.

*Tableau 3*

- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le commerce international » (C.S.T.); produits alimentaires, boissons et tabacs: Groupes C.S.T. 0 et 1; Matières premières et produits énergétiques: Groupes C.S.T. 2 à 4; Produits finis et semi-finis: Groupes C.S.T. 5 à 9.

*Tableau 4*

- Production industrielle: Chiffres désaisonnalisés. Construction et alimentation exclues.
- Chômeurs: Chiffres désaisonnalisés. Situation en fin de mois.
- Construction: Nombre d'immeubles autorisés. Chiffres désaisonnalisés.
- Consommation privée: Indices désaisonnalisés du chiffre d'affaires des grands magasins.
- Prix à la consommation: Chiffres non désaisonnalisés.
- Importations c.a.f., exportations f.o.b. Conversion sur la base des taux de change officiels. Chiffres désaisonnalisés.
- Balance commerciale: Différence entre les importations et les exportations désaisonnalisées.
- Réserves officielles en or et en devises: Réserves brutes en or et en devises. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires: Billets et monnaies en circulation, déduction faite des encaisses du Trésor, de la Banque centrale et des autres instituts bancaires, à l'exception des C.C.P. Dépôts à vue à moins d'un mois des résidents auprès du système bancaire. Avoir des comptables extraordinaires du Trésor et des non résidents auprès des C.C.P. Chiffres désaisonnalisés. Situation en fin de mois.



*La conjoncture luxembourgeoise est demeurée assez déprimée au début de 1971, en dépit de la légère amélioration qui s'est manifestée sur le marché international de l'acier. Il est à craindre que les tensions inflationnistes ne persistent au cours des prochains mois, même si le degré d'utilisation des capacités de production continue de baisser. Aussi la stabilisation du niveau des coûts et des prix doit-elle demeurer l'un des principaux objectifs de la politique économique.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

Le ralentissement de l'expansion économique observé depuis le premier trimestre de 1970 semble avoir pris fin au début de 1971, sous l'effet d'un raffermissement de la demande étrangère de produits sidérurgiques.

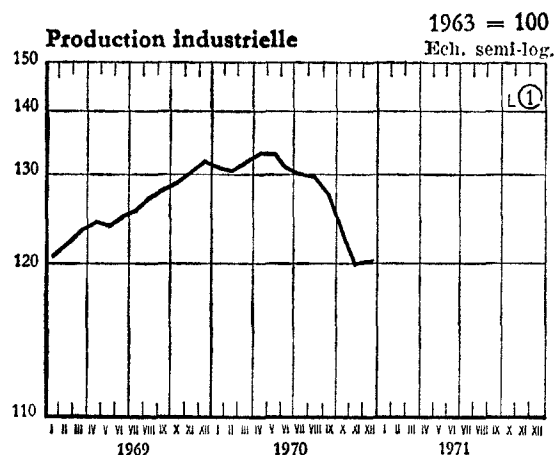
Les *exportations*, dont les taux de croissance avaient fortement baissé dans le courant de l'année passée, ont donné, ces derniers temps, des signes d'amélioration. Cette évolution tient, au premier chef, à une légère reprise de la demande d'acier en provenance de pays non membres de la Communauté, à la suite de menaces de grève dans l'industrie sidérurgique américaine. L'évolution plus favorable de la demande s'est reflétée non seulement sur le volume des livraisons, mais aussi sur les recettes d'exportation.

Les *investissements fixes* ont encore accusé, durant les derniers mois, un développement assez vigoureux. Des symptômes de ralentissement se manifestent toutefois depuis peu. D'importants programmes d'investissements industriels sont arrivés successivement à leur terme. La construction résidentielle, qui avait connu jusqu'à l'été une expansion appréciable, a beaucoup perdu de son dynamisme.

L'expansion des revenus des ménages s'est modérée au cours des premiers mois de l'année : le niveau de l'activité (nombre d'heures de travail ouvrées) ne s'est vraisemblablement plus élevé, et les revenus salariaux ont, en moyenne, beaucoup moins augmenté qu'en 1970, bien que

la nouvelle réglementation des heures supplémentaires instaurée dans certains secteurs doive avoir donné lieu à des majorations de salaires additionnelles. Cette évolution des revenus donne à penser que l'expansion de la *consommation privée* s'est quelque peu ralentie au début de l'année. Toutefois, comme dans les autres pays du Benelux, ce ralentissement est vraisemblablement dû, pour une part, aux achats anticipés effectués par les ménages au cours du quatrième trimestre de 1970, en prévision de la hausse des taux de la taxe sur la valeur ajoutée, qui, de 4 et 8 % respectivement, ont été portés à 5 et 10 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

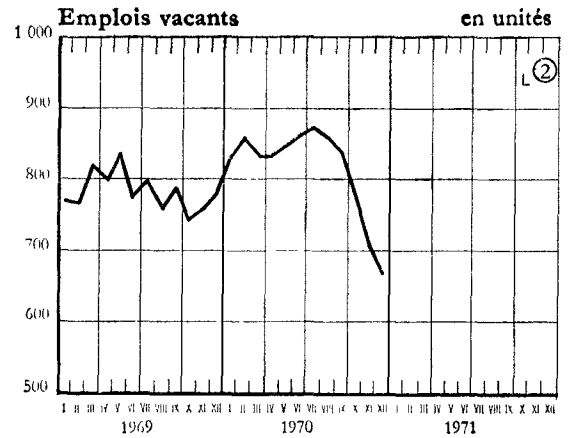
L'offre a réagi de façon relativement rapide aux modifications intervenues dans les conditions de la demande. Grâce à la reprise de la demande



d'acier, la *production industrielle*, qui, d'après l'indice Statec, accusait au quatrième trimestre de 1970 un recul de 8,2 % par rapport au

niveau enregistré un an plus tôt, semble avoir interrompu sa régression conjoncturelle au début de 1971. En revanche, les *importations* se sont modérées, par suite d'une diminution des besoins de matières premières et de demi-produits, ainsi que d'une évolution moins dynamique des achats de machines et de véhicules.

Le nombre de personnes occupées n'a plus guère augmenté, de sorte que les premiers signes d'une détente se sont manifestés sur le marché de l'emploi. La demande de main-d'œuvre est cependant demeurée vive, en raison des besoins toujours importants des nouvelles industries et du secteur de la construction.



*Emplois et ressources de biens et services*

	1968 <sup>(1)</sup>	1969 <sup>(1)</sup>		1970 <sup>(2)</sup>		1971 <sup>(3)</sup>
	Aux prix cou- rants, en millions de Flbg	Variation par rapport à l'année précédente, en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(4)</sup>	30.808	+ 13,0	+ 22,0	+ 21½	+ 12	+ 2
Formation brute de capital fixe	9.528	+ 16,0	+ 24,7	+ 16	+ 28	+ 2
Consommation des administrations	4.546	+ 2,1	+ 5,7	+ 1½	+ 12	+ 2
Consommation des ménages	23.163	+ 5,0	+ 7,4	+ 8	+ 13	+ 4½
Produit national brut	37.926	+ 7,0	+ 15,0	+ 3	+ 11	+ 2
Importations <sup>(4)</sup>	29.919	+ 14,5	+ 18,8	+ 11	+ 20	+ 4

<sup>(1)</sup> Service central de la Statistique et des Etudes économiques (STATEC), Luxembourg.

<sup>(2)</sup> Estimations.

<sup>(3)</sup> Prévisions.

<sup>(4)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

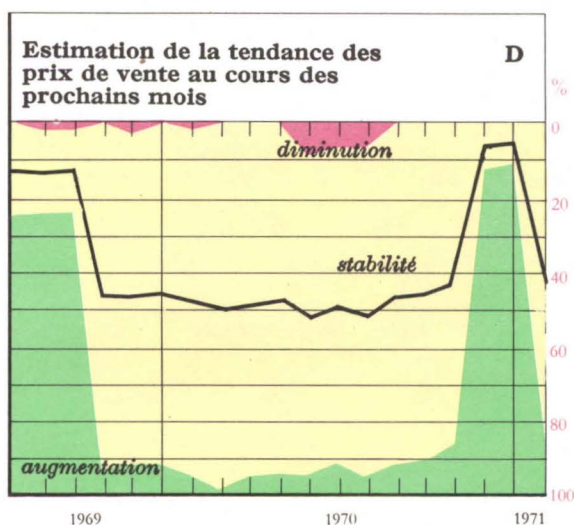
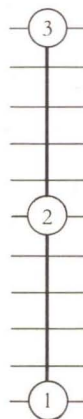
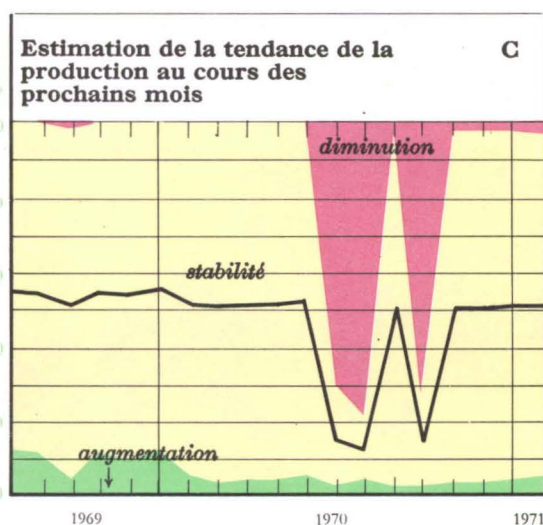
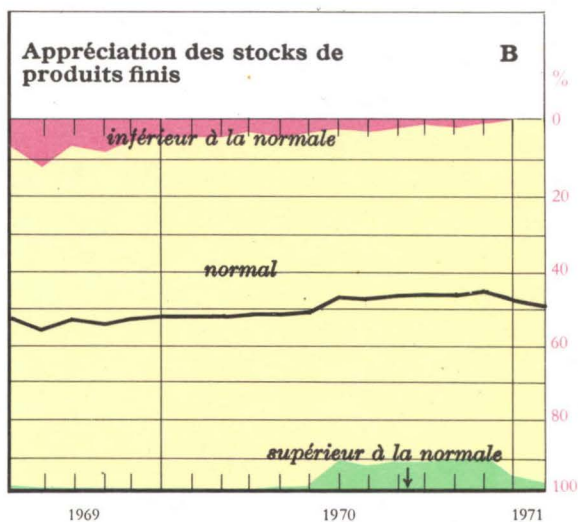
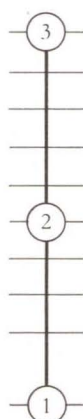
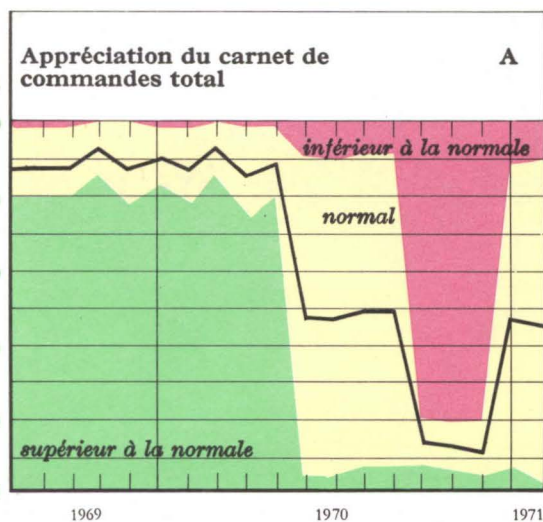
*Remarques générales :*

(a) La différence entre les données relatives aux emplois, d'une part, et celles qui concernent les ressources, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

(b) Les estimations et les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.



## OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE



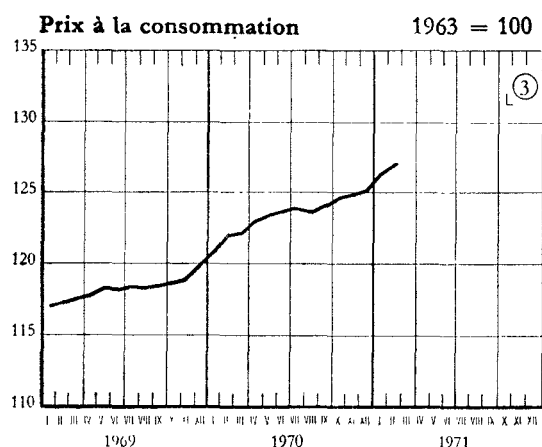
Réponses aux questions de l'enquête de conjoncture C.E.E., effectuée au Grand-duché de Luxembourg par le STATEC.

GRAPHIQUES A, B, C et D : Les trois zones, verte, jaune et rouge, représentent l'évolution des pourcentages des trois réponses possibles à la question posée.

Les courbes en noir, dont l'échelle se trouve entre les deux graphiques, représentent l'évolution de la somme des pourcentages pondérés par :

- 0,03 pour les réponses : « supérieur à la normale », ou « augmentation » ;
- 0,02 pour les réponses : « normal », ou « stabilité » ;
- 0,01 pour les réponses : « inférieur à la normale », ou « diminution ».





La hausse des *prix* a persisté sur le marché intérieur. L'indice des prix à la consommation a même marqué, au début de l'année, une augmentation légèrement accélérée, du fait de la majoration des impôts indirects. En février, il dépassait de 4 % le niveau enregistré un an auparavant.

### Le budget de l'Etat

	1970	1971	1970	1971
	Budget adopté	Projet de budget	Budget adopté	Projet de budget
	en milliards de Flbg		Variations en % par rapport au budget initial de l'année précédente	
Dépenses <sup>(1)</sup>	10,9	12,7	+ 6,8	+ 16,8
dont :				
— dépenses courantes	8,8	9,8	+ 7,8	+ 11,8
— dépenses en capital <sup>(2)</sup>	2,1	2,9	+ 2,6	+ 37,4
Recettes	9,7	11,3	+ 9,1	+ 18,5
dont :				
— impôts directs	4,9	5,9	+ 12,4	+ 19,2
— impôts indirects	3,9	4,5	+ 10,1	+ 15,0
Solde <sup>(1)</sup>	— 1,2	— 1,4		

<sup>(1)</sup> Non compris l'amortissement de la dette.

<sup>(2)</sup> Y compris les participations, prêts et avances.

#### Remarque :

Les chiffres présentés dans ce tableau résultent de la transposition des données budgétaires nationales dans un cadre communautaire.

## 2. Les perspectives

Malgré l'affaiblissement progressif des tensions engendrées par l'évolution de la demande, les conditions d'une stabilisation rapide de l'économie luxembourgeoise ne sont pas encore remplies.

La tendance des *exportations* se raffermira sans doute légèrement, étant donné les perspectives de vente un peu meilleures sur le marché mondial de l'acier, et en particulier dans les pays non membres de la Communauté. De plus, les débouchés extérieurs qui s'offrent aux nouvelles industries paraissent toujours satisfaisants.

Par suite surtout de l'affaiblissement de la propension à investir des chefs d'entreprise, les *investissements fixes* marqueront sans doute un ralentissement, dont l'ampleur devrait toutefois rester limitée du fait de l'accroissement des dépenses dans les nouvelles industries. Il est à prévoir que l'expansion des dépenses d'investissement des administrations publiques restera vive, notamment pour ce qui concerne les dépenses du Fonds des routes.

Les perspectives d'évolution des dépenses de *consommation privée* sont moins nettement orientées à l'expansion. La hausse des salaires conventionnels se ralentira sans doute, même si l'on tient compte de l'incidence de l'échelle mobile des salaires. De plus, les primes de production ne seront certainement plus aussi élevées qu'en 1970, surtout dans l'industrie sidérurgique.

L'offre intérieure continuera de se développer, mais son rythme d'expansion se ralentira par rapport à la moyenne des trois dernières années. En dépit de la reprise attendue dans l'industrie sidérurgique, la croissance de la *production industrielle* ne sera pas particulièrement rapide. Cependant, la pénurie de main-d'œuvre demeurera sans doute assez grande, d'autant plus que la durée hebdomadaire du travail doit encore s'être réduite dans quelques secteurs de l'économie.

La hausse des *prix* restera vraisemblablement assez vive, malgré les mesures prises par le Gouvernement. Les tendances inflationnistes sont suscitées tant par des facteurs internes — en particulier la hausse continue des coûts de production, à laquelle les réductions de la durée du travail contribuent également — que par l'en-

chérissement des importations, notamment en provenance de la Belgique.

Ces perspectives laissent prévoir que la *politique économique* se trouvera confrontée, durant les prochains mois, avec le problème d'une croissance économique relativement faible allant de pair avec de fortes tensions inflationnistes. Aussi les autorités luxembourgeoises se sont-elles décidées à combiner une orientation moins restrictive du budget de l'Etat avec une politique d'étroite surveillance des prix. On ne peut cependant méconnaître que la marge d'action dont disposent les autorités luxembourgeoises pour lutter contre l'inflation est en toute hypothèse très limitée, étant donné que les tensions inflationnistes trouvent en grande partie leur origine à l'étranger, et qu'à la longue une politique des prix trop sévère paralyse les mécanismes internes d'orientation.

### Principales mesures de politique conjoncturelle

Décembre :

— La loi budgétaire pour 1971 est publiée au Mémorial. L'accroissement des dépenses est de 12,9 % et celui des recettes de 16,1 % par rapport au budget adopté par le Parlement pour 1970. Toutefois, en raison des dépassements prévus pour 1970, surtout en matière de recettes, les taux d'accroissement seront sans doute un peu moins élevés. De même, si le déficit à financer semble devoir diminuer par rapport au budget initial, il pourrait en fait augmenter très sensiblement si l'on tient compte de l'amélioration probable des résultats de l'exercice 1970. En matière de politique fiscale, les mesures suivantes ont été prises : relèvement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée, portés respectivement de 8 à 10 % et de 4 à 5 %; prorogation du taux réduit de 2 % pour les produits laitiers, le pain, la viande et les spécialités pharmaceutiques; application, limitée à l'exercice fiscal 1970, d'une surtaxe conjoncturelle sur les bénéfices des sociétés pour la part des bénéfices imposables dépassant dix millions de francs; abattements fiscaux en faveur des titulaires de pensions ou de rentes.

Janvier :

— La durée hebdomadaire du travail est réduite d'une heure, dans le cadre d'un pro-

gramme prévoyant une diminution d'une heure chaque année, de 1971 à 1979. La durée normale du travail est limitée à 44 heures depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971; elle sera de 40 heures au maximum à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975. Au delà de cette limite, les heures de travail sont considérées comme heures supplémentaires, rétribuées avec une majoration de 25 %. Pour les secteurs économiques concernés (construction, artisanat et services), la réduction de la durée hebdomadaire du travail entraîne, suivant les estimations officielles, un accroissement de 11 % des coûts salariaux.

— En accord avec le Gouvernement belge, les prix des biens et services en provenance de la Belgique (non compris la taxe sur la valeur ajoutée) sont bloqués jusqu'au 31 mars 1971. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1971, les prix des marchandises en provenance de la Belgique, nets d'impôts, seront à considérer comme des maxima pour servir de base au calcul des prix de revente au Grand-Duché. La taxe belge à l'exportation pourra être répercutée sur les prix. Pour un certain nombre de produits livrés au Luxembourg, cette taxe est ramenée de 1,75 % à 0,5 %.

— La politique de surveillance des prix est légèrement assouplie. Les majorations de prix doivent être notifiées au moins 30 jours au préalable. Cette obligation ne concerne pas les augmentations résultant de la répercussion automa-

tique de majorations d'impôts indirects, ni les relèvements de prix de divers produits négociés sur les marchés mondiaux ou de produits saisonniers. Néanmoins, même pour ces produits, tout élargissement de la marge commerciale doit également faire l'objet d'une notification préalable. La majoration de prix notifiée est considérée comme autorisée lorsque l'Office des prix ne s'y oppose pas dans les 30 jours.

— A partir du 15 janvier, une taxe spéciale est appliquée sur le gasoil lourd et fueloil moyen.

— La loi sur les indemnités d'intempéries est publiée au Mémorial. Elle prévoit que les travailleurs de l'industrie de la construction, qui, en raison du mauvais temps, sont dans l'impossibilité de travailler au cours de la période allant du 16 novembre au 31 mars, obtiennent un salaire compensatoire. L'Office luxembourgeois du Travail paie l'intégralité du salaire pour les heures de travail perdues au-delà d'un nombre forfaitaire de 16 heures par mois; celles-ci sont pour moitié à charge du travailleur, pour moitié à charge de l'employeur.

Février :

— Différents prix sont fixés par le Gouvernement (prix des produits pharmaceutiques importés de Belgique, prix « normaux » des papiers peints, etc.).

Luxembourg

Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Production industrielle (1963 = 100)	1969	122,1	123,4	125,5	124,6	122,6	127,8	126,1	127,4	130,7	129,8	133,8	132,1
	1970	127,1	132,4	136,0	131,6	131,6	130,2	129,0	129,9	122,7	116,2	121,2	123,4
	1971												
Offres d'emploi (nombre)	1969	590	744	829	823	855	656	879	743	744	739	778	835
	1970	868	874	760	865	908	809	910	857	753	725	636	646
	1971												
Construction: Permis de construire pour immeubles (nombre)	1969	16	23	11	20	11	58	26	27	15	35	27	20
	1970												
	1971												
Prix à la consommation (1963 = 100)	1969	116,96	117,08	117,30	117,57	118,08	117,94	118,26	118,11	118,31	118,39	118,77	120,03
	1970	121,21	121,98	122,21	122,74	123,38	123,72	124,20	123,84	124,35	124,74	124,95	125,23
	1971	126,06	126,01										

REMARQUES CONCERNANT LES GRAPHIQUES ET LE TABLEAU

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

*Graphique 1*

— Production industrielle : à l'exclusion de la construction et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs. Série désaisonnalisée. Moyennes mobiles sur trois mois.

*Graphique 2*

— Emplois vacants : Série désaisonnalisée. Moyennes mobiles sur trois mois.

*Graphique 3*

— Prix à la consommation: Source: STATEC.

---

*Tableau*

- Production industrielle: Chiffres désaisonnalisés. Construction et alimentations exclues.
- Offres d'emploi: Chiffres désaisonnalisés. Situation en fin de mois.
- Construction: Nombre d'immeubles autorisés. Chiffres désaisonnalisés.
- Prix à la consommation: Chiffres non désaisonnalisés.





Bruxelles, le 7 juillet 1970

## **Memorandum de la Commission au Conseil sur la situation conjoncturelle de la Communauté**

La haute conjoncture qui avait persisté dans la Communauté au cours des dernières années a dépassé son sommet. Dans le contexte d'une conjoncture internationale caractérisée par une expansion modérée et par une certaine détente sur les marchés financiers internationaux, la croissance de l'activité économique s'est ralentie. Cette tendance ne s'est cependant pas traduite dans l'évolution des coûts et des prix, dont la hausse rapide demeure l'aspect le plus préoccupant de l'évolution conjoncturelle de la Communauté.

L'action menée par les Etats membres, conformément aux orientations approuvées par le Conseil en janvier et juillet 1970, a permis de réaliser des progrès sur la voie du rétablissement des équilibres globaux. La consolidation de ces progrès grâce à des politiques appropriées, tout autant qu'un comportement plus réservé de tous les agents économiques dans leurs revendications en matière de revenus ou de prix, seront nécessaires pour faciliter la transition vers une croissance plus équilibrée. C'est seulement dans ces conditions que pourrait s'opérer, à partir de 1971, un premier rapprochement de l'évolution économique des pays membres par rapport aux orientations quantitatives retenues dans le projet de troisième programme de politique économique à moyen terme, afin de faire de la Communauté une zone de croissance et de stabilité.

### **1. L'évolution et les perspectives de la conjoncture**

#### *1. Le contexte international*

Le ralentissement de l'expansion des échanges mondiaux s'est poursuivi au cours des deuxième et troisième trimestres de 1970; il a cependant été assez peu sensible, car, entre autres raisons, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont maintenu

leurs importations à un niveau élevé, malgré la faiblesse de leur activité économique, et la Communauté a encore fortement augmenté ses achats à l'extérieur.

Aux *Etats-Unis*, la diminution de la production intérieure semblait toucher à sa fin au milieu de l'année. Une légère reprise a même pu être observée au cours de l'été, mais les grèves survenues dans l'industrie automobile, qui affectaient de nombreux secteurs de l'économie, ont provisoirement remis en cause le redressement qui se dessinait il y a quelques mois. Le produit national brut en termes réels a augmenté de 0,35 % au troisième trimestre par rapport au second, au cours duquel il était demeuré à peu près stationnaire. Tout au long de l'année, la production industrielle a continué de se réduire d'un trimestre à l'autre; en octobre 1970, l'indice se situait à 6 % en dessous du niveau atteint douze mois plus tôt. Le taux de chômage s'est encore élevé; le nombre de chômeurs représentait, en octobre, 5,6 % de la main-d'œuvre civile, contre 3,8 % un an auparavant.

L'évolution des prix n'a guère réagi pendant le premier semestre à la détente engendrée par le développement très calme des affaires. Au cours des mois de juillet et d'août, un ralentissement a pu être observé, mais en septembre-octobre l'indice des prix à la consommation a recommencé d'augmenter au rythme rapide qui caractérisait l'année 1969 et la première moitié de 1970 (6 % en taux annuel).

Les importations ont tendu à plafonner, tandis que les exportations continuaient à croître. Pendant les huit premiers mois de l'année, les ventes de marchandises des Etats-Unis à la Communauté ont dépassé de 28 %, en valeur, le niveau atteint un an plus tôt. Au cours des dix premiers mois de 1970, la balance commerciale des Etats-Unis s'est soldée, au total, par un excé-

dent de 2,59 milliards de dollars, contre 892 millions de dollars pour la période correspondante de 1969.

Les opérations budgétaires ont contribué, au cours des derniers mois, à accroître la masse des revenus; la progression de l'ensemble des dépenses publiques s'est accélérée; la diminution des dépenses fédérales, imputable notamment aux réductions opérées dans le programme militaire et de l'espace, a pris fin. Les recettes fiscales ont été affectées par la suppression de l'impôt complémentaire sur les revenus et ont subi les effets de la faiblesse de la conjoncture. De leur côté, les autorités monétaires ont pratiqué une politique de crédit plus souple, bien que celle-ci s'inspire de la préoccupation de contenir l'accroissement de la masse monétaire. Le taux de l'escompte a été ramené de 6 à 5,75 % en date du 9 novembre et de 5,75 % à 5,5 % le 30 novembre 1970.

Il est à prévoir que la reprise amorcée au milieu de 1970 se manifesterait plus nettement après la fin des grèves dans l'industrie automobile. Celles-ci auront sans doute occasionné des pertes de revenu irrécupérables; un effet de « rattrapage » de la production peut néanmoins être attendu. Ce facteur viendra s'ajouter aux effets favorables sur l'activité économique résultant essentiellement d'une progression régulière de la consommation des ménages et de la reprise dans la construction de logements. L'expansion sera cependant freinée par la faiblesse relative des investissements des entreprises, qu'annoncent notamment les sondages sur les intentions des chefs d'entreprise.

Au *Royaume-Uni*, l'activité économique, après avoir subi un net recul au début de l'année, s'est améliorée depuis le début de l'été. La production industrielle, stationnaire au deuxième trimestre, a augmenté de 0,8 % au troisième. Elle ne se situait guère, à cette époque, au-dessus du niveau de la période correspondante de 1969. Le taux de chômage atteignait 2,6 % au début de novembre 1970.

La flambée des prix observée au cours du premier semestre, comme en témoigne la hausse de 4 % des prix à la consommation entre décembre 1969 et juin 1970, s'est modérée pendant les mois d'été pour reprendre au début de l'automne. En octobre, l'indice des prix de détail était supérieur de 8,2 % à son niveau d'un an plus tôt. Les fortes pressions de la demande nominale ont

entraîné une nette progression des importations; de ce fait, les excédents de la balance des opérations courantes, particulièrement importants à la fin de 1969 et au début de 1970, se sont réduits.

Malgré la faiblesse relative qui caractérisera sans doute les investissements des entreprises, à en juger d'après les enquêtes de conjoncture, l'expansion de l'activité économique se poursuivra vraisemblablement à un rythme modéré au cours des prochains mois. Elle devrait être soutenue par l'accroissement des dépenses de consommation et par la reprise dans la construction de logements, ainsi que par le développement des exportations.

Dans les *autres pays industriels de l'Europe occidentale*, des tensions inflationnistes ont continué de se faire sentir. Les autorités de la plupart de ces pays ont encore accentué le caractère restrictif de leur politique économique. Dans l'ensemble, le rythme de croissance des importations de ces pays a commencé de s'affaiblir; cette tendance pourrait se renforcer au cours des prochains mois. Quant aux *pays en voie de développement*, la baisse des cours mondiaux des matières premières industrielles, ainsi que le ralentissement prévisible de leurs exportations vers les pays industriels, donnent à penser que, malgré l'accroissement des moyens de financement extérieur dont ils ont bénéficié au cours des dernières années, leur politique d'importation pourrait devenir plus prudente, d'autant que la charge que représente pour eux le remboursement d'emprunts antérieurement contractés s'alourdit.

Sous l'effet d'une moindre vivacité de la demande de crédit aux Etats-Unis et malgré les appels de fonds parfois importants émanant de certains pays de la Communauté, les *marchés financiers internationaux* connaissent une certaine détente depuis la fin du printemps. L'assouplissement continu de la politique du crédit aux Etats-Unis, ainsi que la suspension, à la fin de juin 1970, de certaines dispositions de la « régulation Q », fixant un plafond aux taux d'intérêt versés aux dépôts à terme, ont constitué le point de départ d'une baisse sensible des taux d'intérêt sur le marché de l'euro-dollar. Par contre, les taux d'intérêt à long terme sur le marché des euro-obligations se sont révélés plus résistants.

La balance globale des paiements des Etats-Unis est demeurée fortement déficitaire au troisième

trimestre. Sur la base des liquidités, son solde négatif s'est établi à 3,7 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de l'année; en raison notamment du remboursement d'emprunts contractés par les banques américaines sur le marché de l'euro-dollar, le déficit calculé sur la base des règlements officiels a été nettement plus élevé (6,6 milliards de dollars). De son côté, l'orientation restrictive de la politique monétaire poursuivie par les pays de la Communauté, et d'ailleurs justifiée par les tensions conjoncturelles, a entraîné au cours des derniers mois un important afflux de capitaux à court terme; la balance globale des paiements de la Communauté a accusé un excédent de 5,5 à 6 milliards de dollars de janvier à septembre 1970, alors que celui de la balance de base n'a pas dû être beaucoup supérieur à 1 milliard de dollars.

Ces tendances ne se modifieront sans doute pas sensiblement dans le proche avenir; certes, la baisse des taux d'intérêt dans la Communauté, qui se dessine depuis l'été de 1970 et les mesures prises aux Etats-Unis pour freiner le remboursement des emprunts contractés par les banques américaines sur le marché de l'euro-dollar sont susceptibles de ralentir l'afflux de capitaux flottants, mais celui-ci dépend d'autres facteurs, qui ne sont pas aussi favorables.

## *2. La situation économique de la Communauté*

Au cours des derniers mois, certains signes d'une atténuation des fortes tensions conjoncturelles qui avaient caractérisé l'ensemble de la Communauté sont apparus dans plusieurs pays membres.

L'augmentation des inscriptions de commandes en provenance du marché intérieur s'est ralentie dans quelques industries. Ce mouvement touche surtout les secteurs de base, tels que la sidérurgie — qui enregistre même une diminution des entrées de commandes et une baisse de son activité — ainsi que, dans quelques pays, les industries productrices de biens d'équipement.

L'accalmie dans l'évolution des commandes ne s'est guère fait sentir jusqu'à présent au niveau de la demande finale effective; tant la consommation des ménages que les investissements fixes ont progressé rapidement dans tous les pays. Les indications très partielles relatives aux stocks permettent, en revanche, de penser que, dans la plupart des pays membres, un mouvement de

baisse s'est amorcé dans le processus de stockage pour les biens intermédiaires et au stade du commerce.

La production industrielle de la Communauté n'a marqué que de faibles progrès; au troisième trimestre, elle se situait à 3,8 % au-dessus du niveau atteint un an plus tôt. Cette tendance au plafonnement découle de la conjonction de deux facteurs très différents : le freinage du rythme de la production résultant du manque de capacités et des pénuries de main-d'œuvre dans un nombre important de secteurs et l'incidence de l'évolution des commandes et des stocks dans d'autres. Elle n'est cependant pas représentative de la performance de l'activité économique dans son ensemble; en effet, dans le secteur des services, dont la contribution au produit intérieur brut dépasse largement 40 % dans tous les pays membres, l'expansion ne s'est apparemment pas affaiblie dans une mesure notable.

Les pénuries de main-d'œuvre se sont quelque peu atténuées, tout en demeurant aiguës pour les professions spécialisées.

La modération des tensions conjoncturelles ne s'est guère reflétée dans le mouvement des prix et des salaires. Dans tous les pays, à l'exception des Pays-Bas, l'indice des prix à la consommation a certes augmenté moins vite au cours des mois d'été que pendant le premier semestre. Dans une très large mesure, il s'agissait cependant d'un phénomène saisonnier, comme le confirme d'ailleurs la hausse accélérée du début de l'automne. Les majorations de salaires sont devenues très fortes à l'automne et dépassent de beaucoup les progrès nettement ralentis de la productivité. Pour l'ensemble de l'année, la rémunération par salarié dans l'industrie (y compris la construction) aura augmenté de 10 à 22 % suivant les pays membres, tandis que la production par salarié ne se sera accrue que de 3 à 7,5 %.

Les importations en provenance des pays non membres se sont accrues, pendant les neuf premiers mois de l'année, à un rythme très rapide. Leur taux de croissance d'une année à l'autre (17 %) n'a guère été inférieur à celui des échanges intracommunautaires (20 %), alors que la tendance à plus long terme montre un écart substantiel. On constate, en outre, une prédominance des biens de consommation et d'équipement dans les importations accrues en provenance des pays tiers. Ces phénomènes traduisent la faible élasticité de l'offre dans la Communauté

et pourraient déjà refléter une certaine perte de capacité concurrentielle en matière de prix.

La balance commerciale de la Communauté a continué de se détériorer, en tendance, en dépit d'un développement encore appréciable des exportations. Les excédents de la balance des paiements courants se sont ainsi réduits. Cependant, du fait surtout de l'afflux de capitaux à court terme, les avoirs extérieurs des autorités monétaires ont fortement augmenté depuis le printemps. A la fin du mois d'octobre 1970, leurs réserves brutes d'or et de devises dépassaient d'environ 6 milliards de dollars le niveau atteint six mois auparavant. Dans la plupart des pays membres, les opérations avec l'étranger ont ainsi contribué à accroître considérablement la masse monétaire. En outre, les crédits octroyés à l'économie ont nettement augmenté dans presque tous les pays et, dans certains d'entre eux, les besoins de financement du Trésor ont été couverts par des moyens monétaires ou quasi monétaires. Ainsi, exception faite pour la France et la Belgique, la masse monétaire a accusé une augmentation appréciable, voir très forte, au cours des neuf premiers mois de l'année.

Un premier bilan pour l'année 1970 montre que, dans tous les pays membres, les résultats obtenus en matière de croissance, d'emploi et, sauf aux Pays-Bas, de solde extérieur ne s'écartent pas des orientations quantitatives inscrites, pour la période 1971-1975, au projet de troisième programme de politique économique à moyen terme. En revanche, l'évolution dans le domaine des prix reste très décevante.

### *3. Situation et perspectives dans les pays membres*

Si le rythme de la hausse des prix et des coûts s'est « harmonisé » à une cadence rapide entre les pays membres, l'évolution de la demande et de la production fait apparaître certaines divergences d'un pays à l'autre.

En *Allemagne*, l'essor très prononcé de la demande globale a fait place à une expansion plus calme à partir de l'été 1970. Tandis que les commandes étrangères accusent une progression nettement moins rapide depuis la réévaluation, les commandes de biens d'équipement en provenance du marché intérieur semblent, depuis quelques mois, avoir tendance à plafonner.

En revanche, la croissance de la consommation des ménages est demeurée vive, sous l'effet notamment de la vague de hausse des salaires; les gains effectifs dans l'industrie dépassaient d'environ 17 %, au troisième trimestre, le niveau enregistré un an auparavant.

L'expansion de la production industrielle s'est ralentie considérablement. Jusqu'à présent, le marché de l'emploi ne s'est guère détendu.

La hausse des prix à la consommation s'est modérée temporairement au cours de l'été, sous l'effet de facteurs saisonniers; en octobre, l'indice du coût de la vie dépassait de 4 % le niveau atteint un an plus tôt. Après avoir diminué jusqu'au printemps, l'excédent de la balance commerciale a de nouveau augmenté, en raison notamment d'un ralentissement des importations en provenance des pays de la Communauté; au total, l'excédent de la balance commerciale (cif-fob) des dix premiers mois de 1970 (12,3 milliards de marks) est à peu près égal à celui de la période correspondante de 1969.

En raison de l'augmentation des dépenses nettes au titre des services, en particulier du tourisme, et des transferts unilatéraux, la balance des paiements courants a cependant été proche de l'équilibre. Les réserves extérieures brutes des autorités monétaires se sont accrues de 4,5 milliards de dollars de la fin du mois de mars à la fin du mois d'octobre, par suite de l'afflux très important de capitaux privés.

De même, l'expansion considérable du crédit bancaire a contribué à une forte progression de la masse monétaire qui, de fin septembre 1969 à fin septembre 1970, s'est accrue de 17 %. Contrairement aux prévisions, le budget fédéral de l'année 1970 n'accusera probablement pas d'excédent.

Au cours des prochains mois, la tendance au ralentissement de la production pourrait se confirmer. En même temps, la progression ininterrompue des coûts salariaux continuera d'exercer une forte pression sur le niveau des prix et risquera d'affecter la propension à investir des entreprises.

En *France*, la croissance de la demande globale a été stimulée principalement par la demande intérieure au cours de l'été et au début de l'automne. Le développement des exportations, tout en restant vigoureux, a enregistré, depuis le deuxième trimestre, une baisse de rythme liée

au ralentissement de la demande étrangère. La croissance de la consommation des ménages s'est accélérée au troisième trimestre, tandis que les investissements des entreprises continuaient à augmenter. De même le rythme des dépenses publiques est devenu plus rapide. La production industrielle a marqué une certaine reprise. L'augmentation des demandes d'emploi non satisfaites a tendu à s'accélérer au cours des derniers mois. Elle s'explique par l'évolution de la population active disponible et par le recensement plus complet des demandes par l'Agence nationale pour l'emploi. De son côté, le maintien à un niveau élevé des offres d'emploi témoigne de la persistance de tensions dans certains secteurs et dans certaines qualifications.

La hausse des salaires ne s'est guère affaiblie au troisième trimestre par rapport au rythme rapide qui caractérisait la première moitié de l'année. Au début d'octobre, les taux des salaires horaires dans l'industrie et le commerce dépassaient de 10,5 % le niveau atteint un an plus tôt. Si l'augmentation des prix à la consommation s'est ralentie durant l'été, son rythme est devenu plus rapide au début de l'automne. En octobre, l'indice des prix à la consommation s'était élevé de 5,5 % par rapport au mois correspondant de 1969.

Au troisième trimestre, le développement des importations de marchandises est devenu plus rapide. Compte tenu du ralentissement des exportations, le déficit de la balance commerciale (cif-fob) s'est légèrement élargi. Toutefois, l'amélioration des termes de paiement, la persistance d'entrées de capitaux à long terme et, dans une moindre mesure, l'afflux de capitaux à court terme ont permis, au troisième trimestre, de réaliser des surplus importants — bien que réduits par rapport au premier semestre de 1970 — de la balance globale des paiements. Ainsi l'accroissement des réserves brutes d'or et de devises des autorités monétaires s'est chiffré à 656 millions de dollars entre la fin du premier trimestre et la fin du mois d'octobre, malgré les remboursements en devises opérés en faveur des banques privées, des banques centrales étrangères et du Fonds monétaire international.

L'effet sur la liquidité interne qui en a résulté a pu être largement compensé, jusqu'au milieu de l'année, par la stricte gestion des finances publiques — qui aura permis de réaliser l'équilibre budgétaire en 1970 — et la modération des

crédits à l'économie. Depuis lors, la masse monétaire accuse une croissance un peu plus vive. Au mois de septembre, elle dépassait d'environ 7,5% le niveau de septembre 1969.

Les tendances récentes ne se modifieront sans doute pas sensiblement au cours des prochains mois; si elles permettent d'escompter le maintien de l'équilibre externe et une croissance satisfaisante de l'activité économique, la poursuite de la hausse des prix, sous l'effet essentiellement de la poussée des coûts, reste un problème important.

En *Italie*, l'amélioration du climat social a permis une reprise de la production au début de l'automne. Les progrès de l'activité ont cependant laissé subsister une demande potentielle importante, malgré un recours plus large aux ressources extérieures.

Les salaires horaires minima dépassaient de 16 %, au troisième trimestre, le niveau atteint un an plus tôt. La hausse des prix à la consommation a marqué, vers le milieu de l'année, un ralentissement de caractère en partie saisonnier; au début de l'automne, elle s'est accélérée, notamment sous l'effet des mesures fiscales prises au mois d'août. L'augmentation, d'une année à l'autre, se chiffrait à 5 % en septembre 1970.

La progression relativement lente des exportations jusqu'au début de l'automne et l'accélération des importations, liées étroitement aux difficultés de livraison, ont entraîné une détérioration très importante de la balance commerciale; le déficit (cif-fob) s'élevait à 1,3 milliard de dollars pour les dix premiers mois de 1970, contre 0,3 milliard de dollars pour la période correspondante de 1969. La balance globale des paiements s'est, par contre, fortement améliorée; après avoir été nettement déficitaire au premier trimestre, elle s'est soldée par des excédents, en raison notamment du placement d'importants emprunts à l'étranger par des organismes parastatiques et des modifications apportées à la politique de taux d'intérêt de la banque centrale. A la fin d'octobre 1970, les réserves brutes des autorités monétaires avaient augmenté de 635 millions de dollars par rapport à la fin du mois de mars.

La masse monétaire s'est accrue dans des proportions appréciables, dépassant de 23 %, à la fin du mois de septembre, le niveau atteint un an auparavant. L'accroissement du crédit bancaire à l'économie s'est quelque peu ralenti. Les opéra-

tions de caisse du Trésor au titre de l'exécution du budget se sont soldées par un important déficit qui, en raison des tensions régnant sur le marché des capitaux, a été financé principalement par des moyens monétaires.

Le développement de l'économie reste subordonné essentiellement à une normalisation rapide et durable des relations entre les partenaires sociaux, ce qui suppose notamment que soient amorcées certaines réformes de structure. Le rythme de la production pourrait alors s'accélérer considérablement et permettre de satisfaire à la demande intérieure ainsi qu'à la demande d'exportation. Cependant, même dans une telle situation, l'évolution des coûts et des prix devrait être suivie avec une particulière attention.

Aux *Pays-Bas*, l'essor de la demande est demeuré très vif durant les derniers mois de 1970; la progression plus lente des exportations a été plus que compensée par l'expansion rapide de la demande intérieure finale. Toutefois, sous l'influence du degré très élevé d'utilisation des capacités techniques et du renforcement des tensions sur le marché de l'emploi, la croissance de la production industrielle s'est sensiblement ralentie.

Une nouvelle vague de hausses salariales a suivi les conflits sociaux survenus dans le port de Rotterdam à la fin du mois d'août. Au troisième trimestre, les taux de salaire horaire dans l'industrie dépassaient de 10 % leur niveau de la même période de l'année précédente. La hausse des prix est demeurée très sensible; celle des prix à la consommation s'est même accélérée et se chiffrait à 5,5 %, en octobre, par rapport au mois correspondant de 1969.

La balance commerciale (cif-fob) s'est soldée, pour les dix premiers mois de 1970, par un déficit plus important (1 265 millions de dollars) que pour la période correspondante de 1969 (791 millions), les importations ayant marqué une progression très rapide. La balance des opérations courantes est devenue fortement déficitaire. Par suite des entrées considérables de capitaux en provenance de l'étranger, les avoirs extérieurs bruts de l'Institut d'émission avaient cependant augmenté de 513 millions de dollars entre fin mars et fin octobre 1970. Cet afflux de moyens de paiement, joint à l'expansion du crédit octroyé aux entreprises et aux particuliers, a contribué au maintien d'un degré élevé de liquidité dans l'économie. Si le déficit

budgétaire a dépassé les prévisions, son financement par des moyens monétaires a été sensiblement moins important qu'en 1969. La masse monétaire a augmenté d'environ 13,5 % de fin septembre 1969 à fin septembre 1970.

Les impulsions données à la consommation privée par les majorations de salaires accordées depuis le mois d'août, le maintien d'une forte propension à investir, ainsi que l'incidence de certains facteurs autonomes liés notamment à l'aggravation de la fiscalité indirecte, risquent de perpétuer la hausse rapide des prix. Par ailleurs, il est peu probable que la balance des paiements courants s'améliore dans une mesure notable au cours des prochains mois.

En *Belgique*, l'expansion de la demande étrangère s'est affaiblie, tandis que celle de la demande intérieure s'est renforcée, malgré la plus grande prudence manifestée par les entreprises en matière de stockage. Les tensions sur le marché de l'emploi sont restées appréciables, mais, à partir du milieu de l'année, les pénuries de main-d'œuvre ont cessé de s'aggraver.

Au mois de septembre 1970, les salaires bruts des ouvriers de l'industrie dépassaient de 11,5 % leur niveau de la période correspondante de 1969. L'indice des prix à la consommation est demeuré à peu près stable entre avril et octobre 1970; il accusait, au cours de ce dernier mois, une hausse de 3,5 % par rapport à octobre 1969.

La balance commerciale (cif-fob) est devenue nettement excédentaire; le surplus se chiffre à 150 millions de dollars pour les huit premiers mois de 1970, alors qu'un déficit de 100 millions de dollars avait été enregistré entre janvier et août 1969. En dépit des sorties nettes de capitaux, les réserves brutes de la Banque nationale ont augmenté de quelque 110 millions de dollars entre fin mars et fin septembre 1970. La masse monétaire était, au mois de septembre, supérieure d'environ 7 % au montant enregistré un an auparavant.

Bien que l'application du système de la taxe à la valeur ajoutée intervienne dans un climat conjoncturel plus détendu qu'il n'était au début de 1970, la poussée continue des coûts salariaux comporte des risques pour l'évolution des prix durant les mois d'hiver.

Les tendances à l'affaiblissement de plus en plus nettes qui se sont développées depuis le printemps sur les marchés mondiaux de produits

sidérurgiques ont pesé fortement sur l'évolution des exportations du *Luxembourg*. Ainsi, malgré l'essor persistant de la demande de consommation privée et des investissements fixes, la production a diminué au cours des derniers mois. La hausse des prix s'est néanmoins poursuivie à un rythme rapide : en novembre 1970, l'indice des prix à la consommation avait augmenté de 5,2 % par rapport au mois correspondant de 1969.

Alors que, dans un proche avenir, l'activité économique continuera sans doute à s'affaiblir, les conditions de l'équilibre demeureront assez précaires.

## **II. Les orientations de politique conjoncturelle pour la Communauté**

Au cours des derniers mois, les actions mises en œuvre dans le cadre des orientations approuvées par le Conseil lors de ses réunions de janvier et juillet 1970, l'accalmie de la conjoncture internationale, ainsi que les forces spontanées de l'économie, ont quelque peu atténué la « surchauffe » conjoncturelle dans la plupart des pays membres.

Les développements inflationnistes qui se sont manifestés partout dans la Communauté ont cependant revêtu une telle intensité qu'ils ne pourront être extirpés qu'au prix de patients efforts. Une politique de freinage de la hausse des coûts et des prix apparaît toujours nécessaire dans tous les pays membres pour éviter qu'une inflation prolongée n'accentue les distorsions économiques et sociales, ainsi que l'affaiblissement de la position concurrentielle des industries communautaires. Une hausse continue des coûts salariaux, qui maintiendrait une vive pression sur les prix, risquerait, par ailleurs, de mettre en cause, à terme, l'activité d'investissement et la stabilité de l'emploi.

Dans les pays de la Communauté où les mesures restrictives déjà mises en œuvre ont entraîné une croissance plus modérée de la demande (Allemagne, France et U.E.B.L.), une politique tendant à assurer la stabilité par une adaptation harmonieuse de la demande à l'offre potentielle doit être poursuivie.

Aux Pays-Bas, la persistance de déséquilibres prononcés rend toujours indispensable une réduction de la demande excédentaire.

En Italie, il s'agit surtout d'adapter rapidement l'offre intérieure à l'expansion de la demande, tout en veillant à ce que le rythme de développement de la dépense intérieure reste dans les limites d'une croissance équilibrée à moyen terme.

Il s'agira dès lors de mener des actions propres à favoriser, dès le début de 1971, un rapprochement de l'évolution des prix par rapport aux orientations quantitatives inscrites au projet de troisième programme de politique économique à moyen terme et à sauvegarder la réalisation des autres objectifs au cours des prochaines années. Ces actions doivent être convenablement dosées en fonction des caractéristiques particulières de la conjoncture dans chacun des pays membres et coordonnées efficacement, en tenant compte des réactions que provoque, par le biais des échanges et des mouvements de capitaux à l'intérieur de la Communauté, la mise en œuvre des politiques économiques par les autorités nationales.

1. L'évolution des marchés financiers internationaux impose actuellement de fortes contraintes à la politique monétaire de Etats membres. Afin de freiner l'afflux de capitaux à court terme, une politique d'abaissement des taux d'intérêt à court terme, réduisant l'écart qui se créait par rapport aux marchés extérieurs, a dû être poursuivie.

Si la tendance à la baisse des taux d'intérêt se maintient sur les places financières étrangères, l'adaptation progressive des taux dans la Communauté serait sans doute appelée à se poursuivre. Les autorités monétaires des pays membres devraient néanmoins s'efforcer de prévenir une trop grande aisance monétaire qui favoriserait le maintien des comportements inflationnistes.

A cette fin, une politique d'action sur la liquidité des banques ou une limitation directe de l'expansion des crédits à l'économie seraient, selon les cas, appropriées. Les normes à observer en la matière devront être relativement plus rigoureuses aux Pays-Bas et en Italie, où le rétablissement de l'équilibre entre l'offre et la demande pose encore davantage de problèmes que dans les autres pays de la Communauté.

2. Compte tenu des contraintes qui pèsent sur la politique monétaire, la fonction régulatrice

des budgets publics sera très importante. L'action stabilisatrice devra s'exercer non seulement par les effets mécaniques de la politique budgétaire sur les flux des revenus et de la demande, mais encore par les indications que fournira aux autres agents économiques une gestion prudente des dépenses publiques.

Dans presque tous les Etats membres, l'effet restrictif du budget s'est révélé, en 1970, plus faible qu'on ne s'y attendait initialement. Les projets de budget pour 1971 comportent une forte augmentation des dépenses publiques.

Dans plusieurs pays membres, cette augmentation dépassera de beaucoup la croissance escomptée du produit national brut en termes nominaux, qui reflète déjà une forte hausse des prix. Si, dans certains pays membres, les dépenses sont couvertes par les recettes, dans plusieurs autres, un déficit parfois important subsiste, en dépit des efforts visant à assurer un équilibre budgétaire.

Sans doute des accroissements de cet ordre n'ont-ils pu être évités, du fait notamment d'engagements pris en matière de dépenses sociales et en raison de retards encourus dans l'exécution de projets visant à améliorer les équipements collectifs, dont le besoin se fait particulièrement sentir dans nos sociétés. Pour les prochains mois, il conviendra néanmoins d'observer une grande prudence dans l'exécution des budgets, afin d'imprimer aux dépenses effectives le rythme modéré qu'exigera encore le caractère précaire des conditions de l'équilibre. A cet égard, il apparaît souhaitable de sauvegarder les dépenses productives et les dépenses d'équipement collectif par rapport à d'autres dépenses moins importantes et urgentes.

Il apparaît donc nécessaire qu'une gestion prudente des dépenses publiques soit menée dans les prochains mois :

— en France, où le projet de Loi de Finances pour 1971 limite à quelque 9 % l'accroissement des dépenses définitives et temporaires par rapport à celles qui étaient prévues au budget de 1970;

— en Allemagne, où les projets de budget du Bund et des Länder pour 1971 comportent, au total, une augmentation des dépenses de l'ordre de 12 % par rapport au budget de 1970;

— en Belgique, où le projet de budget prévoit une augmentation de près de 10 % des dépenses

globales par rapport au budget de 1970 et de 12 %, compte tenu des dépenses financées désormais hors budget, et où il faut éviter, après l'introduction du système de la taxe à la valeur ajoutée, que les finances publiques ne donnent de fortes impulsions à l'économie.

Une certaine accélération des dépenses publiques pourrait ultérieurement se révéler opportune lorsque se confirmerait plus nettement le ralentissement de la hausse des prix et des coûts.

Aux Pays-Bas, le programme de stabilisation annoncé en septembre dernier comporte une réduction notable du déficit budgétaire. L'ampleur des tensions conjoncturelles requiert que ce programme soit strictement appliqué en 1971. En outre, une plus grande rigueur devra être observée en matière de dépenses de l'Etat, dont le taux d'accroissement par rapport aux dépenses prévues pour l'exercice 1970 est évalué à 13 %.

En Italie, la politique budgétaire devrait être largement utilisée pour éliminer les déséquilibres qui subsisteront dans les mois à venir entre l'offre et la demande. Les mesures prises au mois d'août par le Gouvernement italien entraîneront une réduction sensible du déficit budgétaire, dont le financement devrait être assuré par des moyens non monétaires. Une réforme fiscale permettant un élargissement de l'assiette de l'impôt, dans des conditions équitables du point de vue social, apparaît souhaitable non seulement pour modérer les tensions conjoncturelles, mais encore pour améliorer les structures économiques.

3. Dans tous les Etats membres, et tout particulièrement dans les pays où la hausse des coûts est très prononcée, la concertation entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics, pour rechercher une évolution des diverses catégories de revenus qui permette une réduction sensible et durable du taux de l'inflation, revêt plus que jamais une importance primordiale. A défaut d'un consensus sur les objectifs à atteindre et d'une adhésion des diverses parties à des lignes d'action arrêtées conjointement, il serait à craindre que la course entre les prix et les salaires ne se poursuive et qu'à échéance plus lointaine la pression des coûts n'entraîne un recul des investissements qui déprimerait l'activité économique globale et le niveau de l'emploi. Il importe que les partenaires sociaux ne fondent par leur comportement sur l'idée qu'une augmentation rapide des revenus pourrait être absorbée



par une « fuite en avant » en matière de croissance et de prix. Si l'évolution des revenus ne s'adaptait pas davantage au rythme des progrès de la productivité à moyen terme, il serait difficile d'éviter, tôt ou tard, des ajustements pénibles sur le plan économique et social.

La concertation à pratiquer devra aller de pair avec une politique active de l'emploi. Une plus grande mobilité géographique et professionnelle de la main-d'œuvre et une protection accrue des travailleurs en cas de perte temporaire de revenu devront permettre de réduire les poches de chômage structurel et d'assurer un meilleur équilibre du marché du travail, dans des conditions acceptables sur le plan social.

4. Dans certains pays membres, où se posent plus particulièrement, pour des raisons démographiques ou régionales, des problèmes de chômage, la tentation pourrait être de les résoudre

par une stimulation systématique de la demande globale. A cet égard, l'expérience montre que la recherche d'un taux de croissance très élevé n'est pas en elle-même une méthode toujours efficace; outre qu'elle peut susciter de graves déséquilibres de prix et de balance des paiements, elle ne garantit pas la réalisation durable du plein emploi, si elle ne s'accompagne pas d'une politique vigoureuse de création d'activités et de formation des hommes, permettant une diffusion de la croissance à travers les secteurs productifs et les régions.

\*\*

La Commission demande au Conseil de faire siennes les lignes directrices exposées ci-dessus et d'inviter les Etats membres à s'en inspirer pour la politique conjoncturelle à appliquer dans les prochains mois.



Bruxelles, le 11 décembre 1970

## Avis relatif aux budgets économiques pour 1971

1. Lors de sa réunion du 10 et du 11 décembre 1970, le Comité de Politique conjoncturelle a examiné la situation économique de la Communauté à la fin de l'année 1970, les perspectives économiques pour 1971 et les problèmes de politique conjoncturelle. Cet examen a été effectué à l'aide des données contenues dans les budgets économiques transmis par les Etats membres et en tenant compte des récentes prévisions effectuées par les services de la Commission.

2. En 1970, l'évolution économique de la C.E.E. a été caractérisée par la poursuite d'une croissance très soutenue à un rythme qui a eu toutefois tendance à se ralentir progressivement, et de façon plus ou moins marquée selon les pays, au second semestre. Cependant, ce ralentissement conjoncturel ne s'est pas traduit en général par une modération corrélative dans l'évolution du mouvement des prix et des coûts.

Selon les estimations retenues dans les budgets économiques, la croissance du produit brut atteindra, en 1970, 5,7 % en volume dans la Communauté prise dans son ensemble et l'augmentation des prix à la consommation 4,7 %.

3. Dans un contexte international qui semble devoir être marqué par une reprise modérée aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et par un ralentissement de l'expansion dans les autres pays industrialisés de l'Europe continentale, les économies des Etats membres devraient connaître en 1971, selon les budgets économiques, une croissance soutenue, bien que légèrement ralentie par rapport à 1970. Cette croissance s'accompagnerait d'une atténuation des facteurs de déséquilibre.

Une certaine modération de la demande est attendue principalement du côté des exportations et des investissements des entreprises. Cependant, les tensions attachées notamment à la poursuite d'une inflation par les coûts restent encore très fortes.

Au total, si l'évolution attendue doit permettre d'atteindre généralement en matière de croissance, d'emploi et de solde extérieur, des résultats compatibles avec les orientations définies dans le projet de troisième programme de politique économique à moyen terme, l'évolution des prix demeure le problème majeur.

4. Dans ces conditions, s'il apparaît inopportun au Comité d'envisager le recours dans la plupart des pays membres à de nouvelles actions modératrices de la demande, il serait dangereux de relâcher prématurément, ou de façon trop accusée, les contraintes inhérentes aux politiques stabilisatrices mises en œuvre en 1970 ou envisagées pour 1971.

Dans un contexte marqué par une détente des taux d'intérêt sur les principaux marchés internationaux, il convient que la politique monétaire des Etats membres évite, quelles que soient les modalités retenues, d'alimenter un développement excessif des liquidités.

Adaptée à la situation propre de chaque pays, la régulation des finances publiques devrait faire preuve d'une plus grande prudence dans l'exécution du budget pour éviter d'alimenter ou de faire resurgir des tensions au niveau de la demande.

Indépendamment des actions visant à modérer l'évolution des prix, notamment en ce qui concerne les conditions de concurrence, les initiatives tendant à renforcer la concertation des partenaires sociaux avec les pouvoirs publics doivent se développer, en dépit des difficultés que les expériences récentes ont pu rencontrer.

4. En ce qui concerne les Pays-Bas, l'année 1970 est caractérisée par la persistance d'une inflation par la demande, qui se traduit notamment par une dégradation de la balance des paiements courants. Le Comité a pris connaissance du programme de stabilisation retenu par le Gouvernement pour 1971, dont la stricte obser-

vation est susceptible d'atténuer les déséquilibres et d'enrayer le mouvement des coûts et des prix.

En Italie, le principal problème pour 1971 consiste à revenir à une expansion équilibrée, tant par une meilleure utilisation et un renforcement des capacités productives que par une modération de la croissance des revenus. Ceci suppose notamment une détente rapide et durable des relations entre les partenaires sociaux et l'amorce des réformes souhaitées par de larges couches de la population. Par ailleurs, l'atteinte de cet objectif implique qu'un rôle particulier soit assigné à la politique budgétaire dans les perspectives déjà retenues par le Gouvernement italien, et notamment à l'application de la réforme fiscale actuellement en cours de mise au point. Enfin, une attention spéciale devrait être apportée au problème de l'équilibre des financements.

En Allemagne, où la tendance à la normalisation est encore contrariée par la persistance de fortes pressions inflationnistes, le retour à une croissance dans des conditions satisfaisantes de stabilité requiert la poursuite d'une politique de régulation prudente de la demande. Celle-ci devrait s'appuyer surtout sur une gestion des dépenses publiques restrictive dans la première moitié de l'année, n'excluant pas la renonciation à utiliser certains crédits budgétaires. Un relâchement des contraintes monétaires et budgétaires dans le courant de l'année sera subordonné à une meilleure adaptation du comportement des partenaires sociaux aux impératifs de la conjoncture.

En ce qui concerne la Belgique, après une année marquée par une évolution relativement plus favorable qu'ailleurs du mouvement des prix, les risques attachés à l'introduction du système de la T.V.A. ont conduit les pouvoirs publics à arrêter un dispositif tendant à surveiller l'adaptation des prix, dont le Comité a pris connaissance. Les conditions de réussite de l'opération à échéance plus lointaine paraissent reposer sur

une modération éventuelle de la demande, sur un comportement modéré des partenaires sociaux et sur une rigueur appropriée en matière de gestion budgétaire et de régulation du crédit.

Au Luxembourg, où l'évolution économique sera surtout déterminée par la tendance très hésitante de la demande mondiale de produits sidérurgiques, l'évolution des coûts et des prix risque de demeurer préoccupante en 1971.

En France, l'on escompte pour l'année 1971 une expansion soutenue, dans le cadre d'un rééquilibrage des facteurs de la demande compatible avec le maintien des résultats acquis sur le plan des échanges extérieurs. La résorption des séquelles inflationnistes et la consolidation du redressement de la balance commerciale impliquent cependant le maintien d'une politique économique active qui, sur la base d'un budget équilibré, soit orientée principalement vers la maîtrise des coûts et des prix.

6. Bien que l'évolution des prix et des coûts prévue pour 1971 apparaisse plus modérée que celle qui a caractérisé l'année 1970, le Comité tient, en conclusion de son examen, à souligner que des motifs sérieux de préoccupations subsistent en ce domaine. En effet, les évolutions prévues sont supérieures à celles qui ont été jugées acceptables dans le projet de troisième programme de politique économique à moyen terme et leur réalisation est loin d'être assurée. Or, il s'agit d'une condition fondamentale pour atteindre notamment les objectifs à moyen terme que les Gouvernements des Etats membres se sont fixés en matière de croissance et de plein emploi.

La réalisation de ces prévisions repose essentiellement sur l'efficacité des mesures déjà mises en œuvre ou en cours d'adoption. Si cette efficacité ne pouvait pas être assurée ou si la modération escomptée dans le comportement des partenaires sociaux ne se manifestait pas, il s'imposerait alors de recourir à des mesures rigoureuses dans les domaines budgétaire et monétaire.

## Évolution des coûts salariaux dans l'industrie

### A. Remarques méthodologiques

Depuis 1962, la Commission publie chaque année, en annexe à ses rapports trimestriels sur « La situation économique de la Communauté », une analyse de l'évolution de la rémunération par salarié, de la productivité du travail, des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée à prix constants, ainsi que des indices des prix implicites dans les industries des pays de la Communauté, des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

En ce qui concerne les *définitions et méthodes de calcul* utilisées, il y a lieu de remarquer ce qui suit :

La *rémunération par salarié* englobe les salaires, traitements et contributions à la sécurité sociale. Toutefois, pour la Belgique, on ne dispose pas encore d'une ventilation, par secteurs économiques, de la rémunération des salariés au sens de la définition ci-dessus; c'est donc l'indice de la masse salariale de la Banque nationale de Belgique, corrigé globalement des contributions patronales à la sécurité sociale, qui a été retenu pour ce pays. Il faut cependant souligner que cette approximation sous-estime probablement l'évolution réelle des salaires dans l'industrie belge. Aussi convient-il, en ce qui concerne l'exploitation et l'interprétation des données relatives aux coûts salariaux dans l'industrie belge, de se montrer plus prudent encore que dans le cas des autres pays.

Etant donné que l'Italie et le Royaume-Uni ne publient, en matière de *valeur ajoutée brute à prix constants*, aucune série calculée aux prix du marché et ventilée par secteurs économiques, on a utilisé pour ces pays les données disponibles aux coûts des facteurs. Pour le calcul de la valeur ajoutée brute à prix constants, on s'est fondé, sauf dans le cas des Etats-Unis, sur les données aux prix de 1963. Pour les Etats-Unis, on a encore utilisé les données aux prix de 1958.

Bien qu'il eût été préférable de prendre pour base l'évolution des revenus bruts et de la valeur ajoutée brute à prix constants par heure ouvrée, il a fallu y renoncer en raison du caractère incomplet des statistiques relatives à la durée du travail dans les pays de la Communauté. Les deux grandeurs en question ne peuvent donc être calculées que par salarié. Ceci rend plus difficile l'interprétation des graphiques, en particulier pour ce qui concerne les dernières années, au cours desquelles la durée effective du travail a été caractérisée dans la plupart des pays par d'importantes modifications.

Pour calculer les *coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute à prix constants*, le quotient a été obtenu en divisant l'indice de la masse salariale par la valeur ajoutée brute à prix constants. Cet élément peut aussi se calculer en tant que quotient de la rémunération par salarié divisée par la valeur ajoutée brute par salarié.

Comme l'année dernière, le présent exposé contient des données concernant l'évolution des *coûts salariaux corrigés des variations des cours de change*. Le calcul se base sur les cours de change des diverses monnaies nationales par rapport au dollar U.S., tels qu'ils figurent dans les publications de l'Office statistique des Communautés européennes concernant le commerce extérieur.

L'*indice des prix implicite* est calculé en tant que quotient de la valeur ajoutée brute à prix courants divisée par la valeur ajoutée brute à prix constants.

Conformément à la méthode de calcul adoptée depuis un certain nombre d'années par l'Office statistique des Communautés européennes, c'est l'année 1963 qui sert désormais de base aux indices dont les graphiques retracent l'évolution.

Pour tous les pays considérés dans la présente étude, les chiffres relatifs à l'année 1970 sont fondés en tout ou en partie sur des estimations.

Quant à la *signification* des grandeurs ici utilisées, il y a lieu de remarquer ce qui suit :

Les données statistiques ont été, autant que possible, empruntées aux comptes nationaux, de manière à permettre une comparabilité suffisante entre pays. Il convient toutefois d'observer que la comparaison ne saurait porter que sur l'évolution des indices dans les divers pays. Cette restriction est d'autant plus importante que déjà les relations entre les niveaux atteints pendant l'année de référence 1963 ne sont pas nécessairement à considérer comme « exactes ».

Le recours aux comptes nationaux implique que l'on a dû se limiter aux chiffres annuels. Les modifications intervenant au cours de l'année ne se reflètent qu'en partie dans les chiffres annuels correspondants et influencent d'ailleurs aussi les résultats de l'année suivante. Ceci rend, en particulier, plus difficile l'appréciation de l'évolution à court terme.

La notion de *valeur ajoutée* diffère de celle de « production industrielle » telle qu'elle est généralement admise pour le calcul des indices mensuels de la production industrielle.

La différence entre valeur ajoutée et production industrielle (au sens des indices de production) est la plus patente pour l'*indice des prix implicite de la valeur ajoutée brute*. Eu égard aux prix effectifs du marché, cet indice néglige, en effet, deux facteurs importants, à savoir les livraisons effectuées à l'intérieur du secteur de l'industrie et les livraisons provenant d'autres secteurs, y compris de l'étranger. Aussi l'évolution de l'indice des prix implicite s'écarte-t-elle de celle des prix du marché; cet écart diffère d'un pays à l'autre, suivant la part relative de la valeur ajoutée dans la production de l'industrie.

La notion de *rémunération des salariés dans l'industrie* ne couvre pas la totalité des salaires inclus dans les prix du marché; en effet, elle ne comprend pas les salaires inclus dans la valeur des biens et services livrés à l'industrie par d'autres secteurs de l'économie intérieure.

De ces considérations il ressort qu'une grande prudence s'impose dans l'utilisation des séries présentées. Celles-ci ne sont pas, telles quelles, comparables entre pays et présentent, dans le temps, une évolution différente de celle de séries dont les données ne reposent pas sur la valeur ajoutée, mais sur la production brute.

## B. L'évolution en 1970 <sup>(1)</sup>

En 1970, l'évolution des *coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute à prix constants*, exprimés en monnaie nationale, est demeurée assez défavorable dans l'industrie de la Communauté. L'augmentation a été particulièrement forte en Italie et en Allemagne, où elle pourrait avoir atteint respectivement 17 ½ et 14 %, contre 4,5 et 4 % en 1969. Dans les autres pays de la Communauté, le Luxembourg excepté, les coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute à prix constants se sont accrus d'environ 5 % en 1970. Tandis qu'en France et aux Pays-Bas ce résultat est du même ordre que l'année précédente, il représente, pour la Belgique, une notable détérioration par rapport aux 2,0 % de hausse enregistrés en 1969.

Dans la plupart des pays membres, l'*accroissement des revenus du travail salarié par personne occupée* dans l'industrie a été plus important qu'en 1969. Tel a surtout été le cas en Italie et en Allemagne, où il peut être évalué à 22 % et 16 ½ % respectivement, contre 6,4 % et 10 ½ % en 1969. En Belgique aussi, la progression a été sensiblement plus rapide que l'année précédente et doit avoir atteint quelque 11 %, contre 7,9 % en 1969. Pour les Pays-Bas, elle est estimée à 12 ½ %, contre 11,4 % en 1969. La France est le seul pays où les revenus des travailleurs aient augmenté moins rapidement que l'année précédente : ils doivent s'être accrus de 10 % environ, contre 12,7 % en 1969.

En *Allemagne*, la forte augmentation des revenus du travail salarié dans l'industrie est allée de pair avec un notable ralentissement du rythme d'expansion de la production. Ce ralentissement, dû essentiellement à l'insuffisance des capacités de production et à la pénurie aiguë de main-d'œuvre, a tenu aussi, dans quelques secteurs de l'industrie, à l'évolution de la demande. L'augmentation de la valeur ajoutée brute aux prix de 1962 n'a atteint que 5,4 % en 1970, alors qu'il s'était chiffré à 10,3 % l'année précédente. Le taux de progression par travailleur a dû s'établir entre 2 et 2 ½ %, contre 6,2 % en 1969.

(1) Le calcul des données qui ont servi de base à l'établissement des graphiques a été achevé le 9 mars.

En France également, le développement de la production industrielle a été plus faible que l'année précédente : il est estimé à quelque 6 ½ %, contre 9,5 % en 1969. La valeur ajoutée brute à prix constants par personne occupée doit avoir augmenté d'environ 4 ½ %, contre 7,5 % en 1969.

En revanche, les pertes de production entraînées en Italie par les conflits sociaux ayant été moins importantes qu'au cours du second semestre de 1969, la croissance de la production industrielle de ce pays s'est accélérée par rapport à l'année précédente : elle a atteint 6 %, contre 5,2 % en 1969. L'augmentation de la valeur ajoutée brute à prix constants par salarié est évaluée à 4 % environ en 1970, contre 1,9 % l'année précédente.

Aux Pays-Bas et en Belgique, la valeur ajoutée brute à prix constants par salarié dans l'industrie doit s'être accrue respectivement de 7 et de 6 % en 1970, soit à peu près autant que durant l'année 1969, pour laquelle on avait enregistré les taux de 6,6 % et 5,8 %.

Dans les deux pays non membres ici examinés, les coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute à prix constants dans l'industrie ont également évolué de façon très défavorable en 1970. Tel est surtout le cas du Royaume-Uni, où ces coûts doivent avoir progressé de quelque 9 %, contre 4,3 % en 1969. La croissance de la production industrielle de ce pays n'a atteint qu'environ 1 % en 1970; elle a donc été plus faible encore qu'en 1969, où elle s'était chiffrée à 2,6 %. La valeur ajoutée brute à prix constants par salarié doit s'être accrue à peu près dans la même mesure qu'en 1969, soit de 3 % environ. En revanche, le revenu du travail salarié par personne occupée a augmenté à un rythme sensiblement accéléré : son taux de croissance a atteint 12 ½ %, contre 7,2 % en 1969.

Aux Etats-Unis, les coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute à prix constants ont progressé de quelque 5 % en 1970, c'est-à-dire à peu près autant qu'en 1969. La production industrielle a baissé de 3 % environ par rapport à l'année précédente. La régression de l'emploi

Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute à prix constants dans l'industrie

	1963 = 100					1967	1967
	1967 <sup>(1)</sup>	1968 <sup>(1)</sup>	1969 <sup>(1)</sup>	1970 <sup>(1)</sup>	1970 <sup>(2)</sup>	1970 %	1970 %
						( <sup>1</sup> )	( <sup>2</sup> )
Allemagne	106,1	105,2	109,4	124½	136	+ 17½	+ 28
France	109,0	114,9	120,5	127	113	+ 16½	+ 3½
Italie	109,2	108,9	113,7	133½	133½	+ 22½	+ 22½
Pays-Bas	120,2	119,5	124,8	131	131	+ 9	+ 9
Belgique	112,3	111,3	113,5	119	119	+ 6	+ 6
Etats-Unis	108,8	112,0	117,9	124	124	+ 14	+ 14
Royaume-Uni	113,7	115,8	120,8	131½	113	+ 15½	— 1

(1) En monnaie nationale.

(2) Chiffres corrigés des modifications de parités.

dans l'industrie est évaluée à 3 ½ % environ. La valeur ajoutée à prix constants par salarié ne s'est vraisemblablement accrue que de ½ %, c'est-à-dire moins encore que durant l'année 1969, où la progression avait atteint 1,2 %. L'augmentation du revenu du travail salarié par personne occupée dans l'industrie paraît également avoir été un peu plus faible que l'année précédente : elle n'aurait été que de 5 ½ %, contre 6,5 % en 1969.

L'évolution à plus long terme des coûts salariaux par unité produite dans l'industrie ressort du tableau ci-dessus. Le niveau de l'année 1970 y est comparé avec celui de 1967, année où s'est amorcé, dans la plupart des pays de la Com-

munauté, l'essor conjoncturel de ces dernières années. De plus, on a tenu compte des modifications de parités intervenues entre-temps au Royaume-Uni, en France et en Allemagne <sup>(1)</sup>, afin de disposer ainsi d'un certain critère d'appréciation de l'évolution de la concurrence internationale, laquelle doit toutefois être jugée également sur la base de critères autres que la seule évolution des coûts salariaux.

---

(1) Royaume-Uni : dévaluation de 14,3 % le 18 novembre 1967.

France : dévaluation de 11,1 % le 11 août 1969.

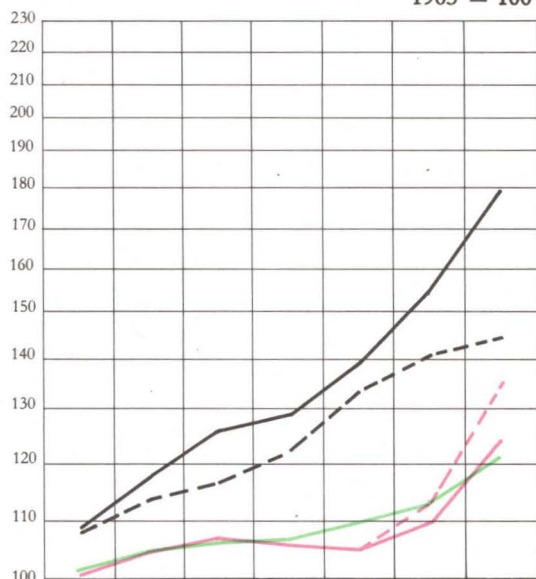
Allemagne : réévaluation de 9,3 % le 27 octobre 1969.



# COUTS SALARIAUX DANS L'INDUSTRIE

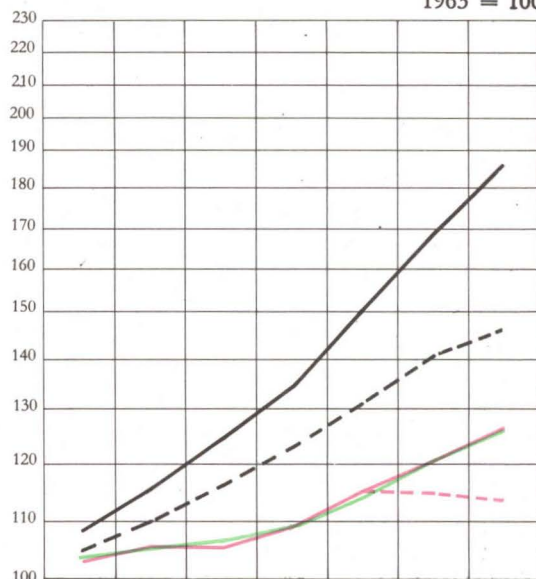
## Allemagne

1963 = 100



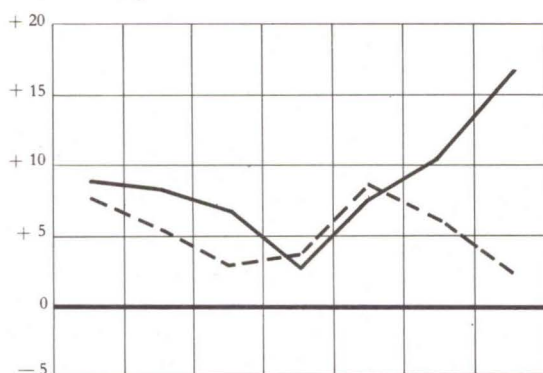
## France

1963 = 100

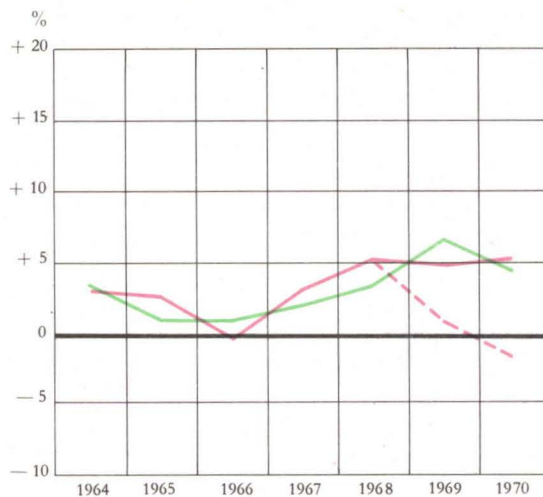
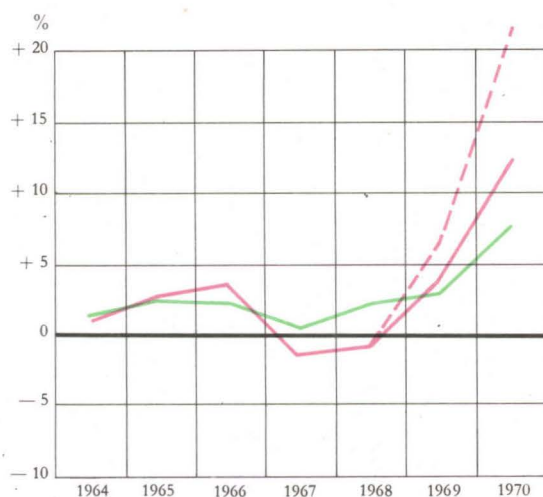
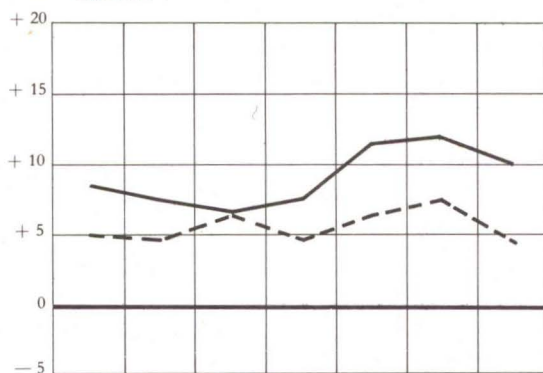


## Variations par rapport à l'année précédente, en %

### % Allemagne

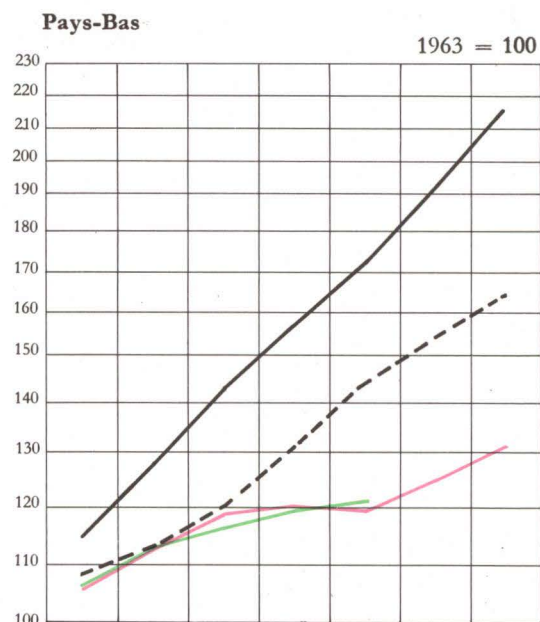
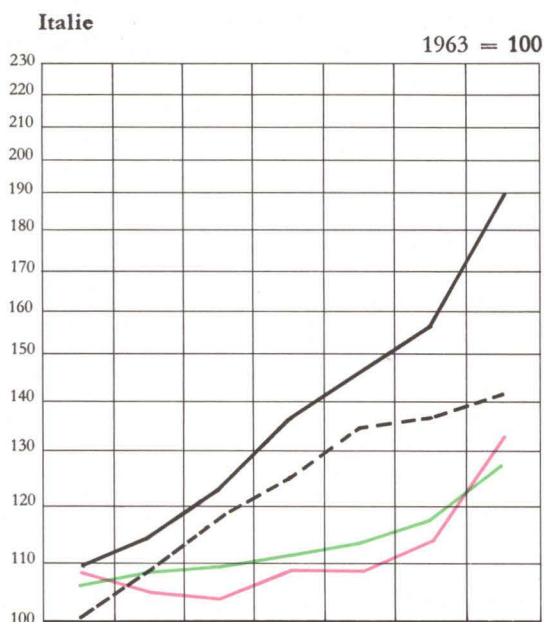


### % France

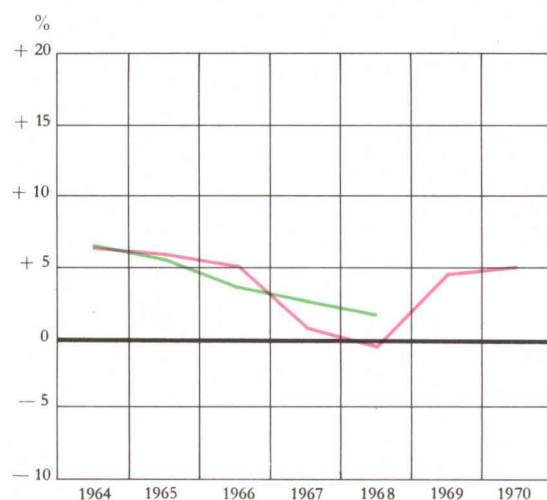
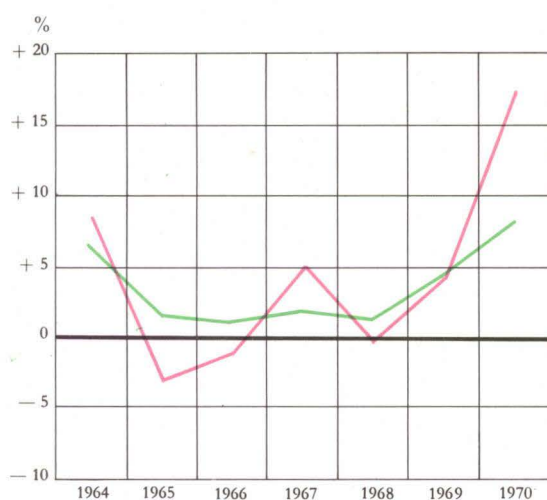
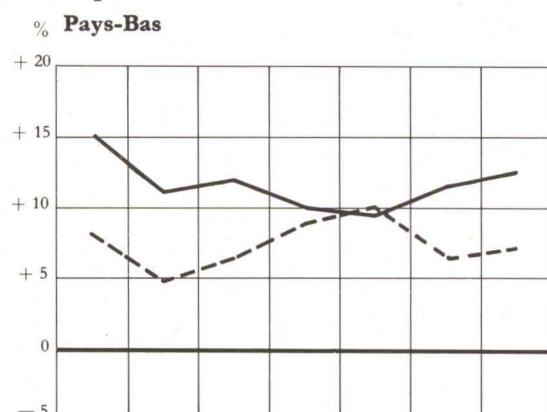
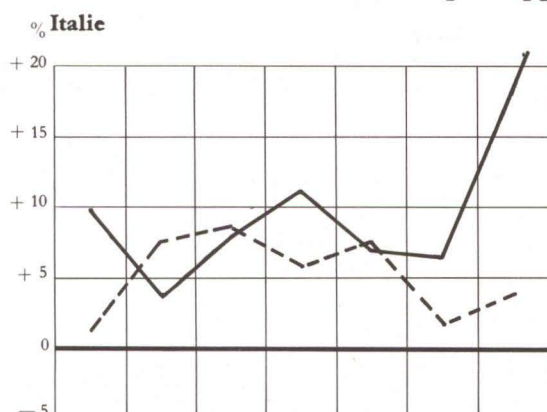


- Rémunérations par salarié
- - - Valeur ajoutée brute (à prix constants) par salarié
- Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants)
- - - Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants), corrigés des variations de cours de change
- Indice de prix implicite

# COUTS SALARIAUX DANS L'INDUSTRIE



Variations par rapport à l'année précédente, en %

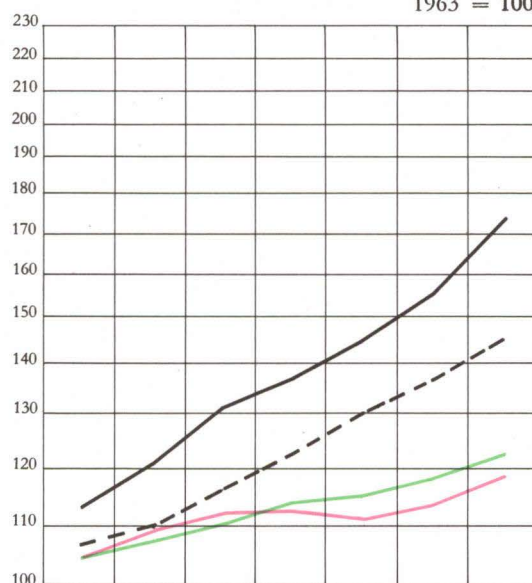


- Rémunérations par salarié
- - - Valeur ajoutée brute (à prix constants) par salarié
- Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants)
- - - Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants), corrigés des variations de cours de change
- Indice de prix implicite

# COUTS SALARIAUX DANS L'INDUSTRIE

Belgique

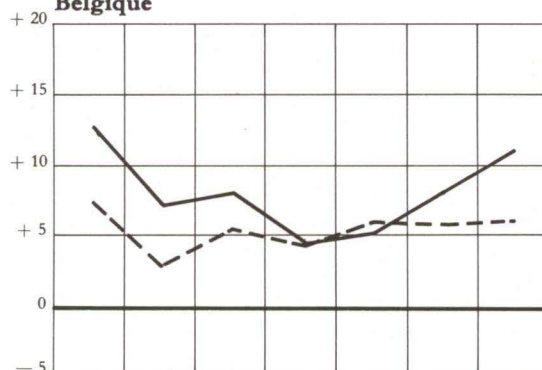
1963 = 100



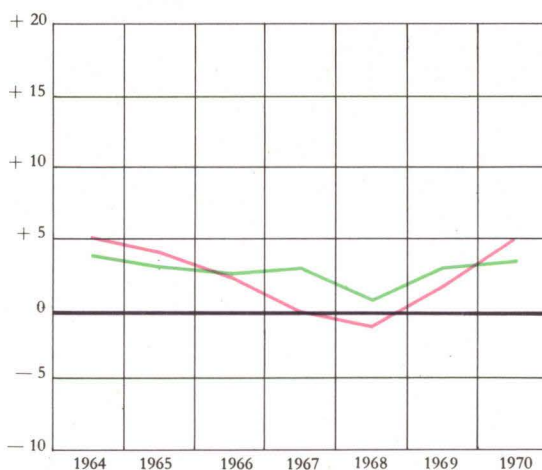
Variations par rapport à l'année précédente, en %

%

Belgique



%

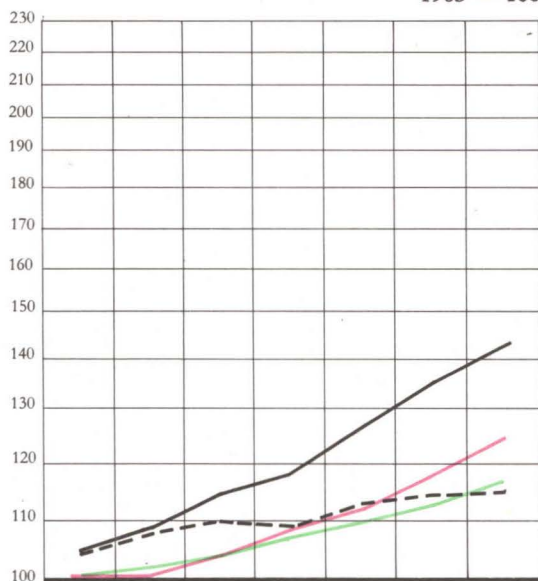


- Remunérations par salarié
- - - - - Valeur ajoutée brute (à prix constants) par salarié
- Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants)
- - - - - Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants), corrigés des variations de cours de change
- Indice de prix implicite

# COUTS SALARIAUX DANS L'INDUSTRIE

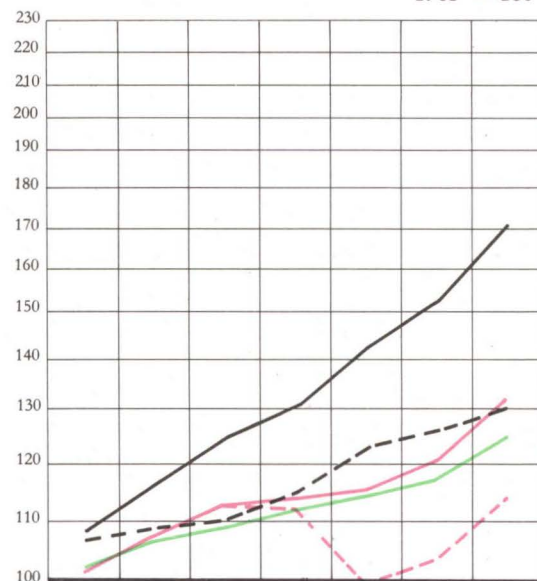
**Etats-Unis**

1963 = 100



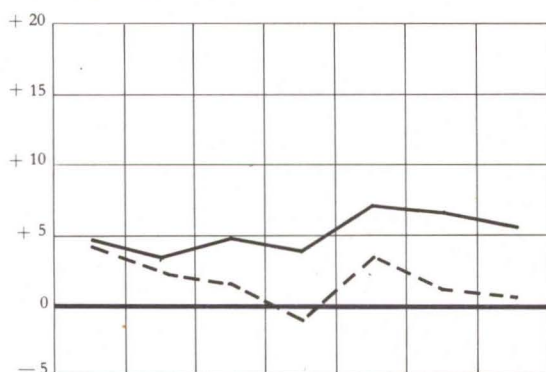
**Royaume-Uni**

1963 = 100

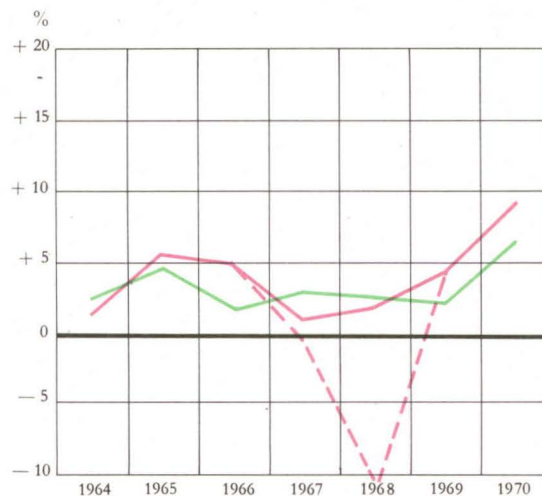
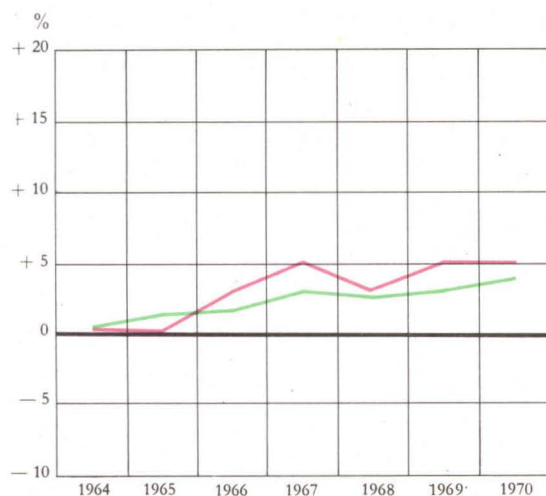
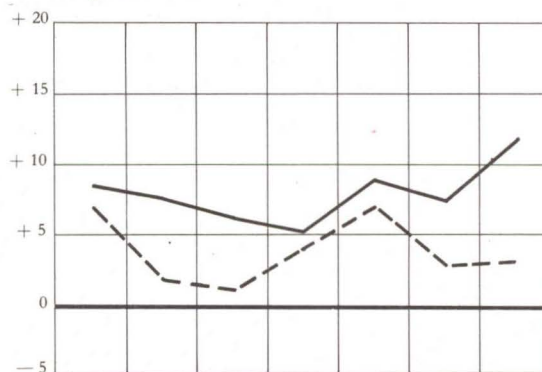


Variations par rapport à l'année précédente, en %

**% Etats-Unis**



**% Royaume-Uni**



- Rémunérations par salarié
- - - Valeur ajoutée brute (à prix constants) par salarié
- Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants)
- - - Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants), corrigés des variations de cours de change
- Indice de prix implicite